

## Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2014

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 1,1 milliard de dollars pour le deuxième trimestre de 2014

### Points saillants des résultats financiers

#### Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2013 :

- **Bénéfice net de 1 076 millions de dollars, en hausse de 12 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 1 097 millions, en hausse de 11 %**
- **BPA<sup>2</sup> de 1,60 \$, en hausse de 14 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 1,63 \$, en hausse de 13 %**
- **RCP de 14,3 %, comparativement à 14,2 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 14,6 % dans les deux trimestres**
- **Dotations à la provision pour pertes sur créances de 162 millions de dollars, contre 144 millions, et dotations ajustées<sup>1</sup> de 162 millions, contre 109 millions**
- **Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires selon Bâle III de 9,7 %**
- **Dividende de 0,78 \$ par action ordinaire, en hausse de 0,02 \$ ou 3 %**

#### Comparaison du premier semestre de 2014 et du premier semestre de 2013 :

- **Bénéfice net de 2 137 millions de dollars, en hausse de 7 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 2 180 millions, en hausse de 8 %**
- **BPA<sup>2</sup> de 3,18 \$, en hausse de 9 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 3,24 \$, en hausse de 10 %**
- **RCP de 14,3 %, comparativement à 14,6 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 14,6 %, contre 14,7 %**
- **Dotations à la provision pour pertes sur créances de 261 millions de dollars, contre 322 millions, et dotations ajustées<sup>1</sup> de 261 millions, contre 205 millions**

**Toronto, le 28 mai 2014** – Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2014, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 076 millions de dollars ou 1,60 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 1 097 millions ou 1,63 \$ par action.

« Notre stratégie axée sur le client a continué à produire de solides résultats et une bonne progression dans l'ensemble de nos groupes d'exploitation, a déclaré Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier. Notre plus grand secteur d'activité, les Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada, affiche une hausse de son bénéfice net de 14 % sur un an et un levier d'exploitation supérieur à 2 % pour le troisième trimestre de suite. La croissance des prêts aux entreprises est demeurée forte au Canada et aux États-Unis et nous continuons à bénéficier des avantages que nous procure notre vaste plateforme nord-américaine.

« La Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux ont également obtenu de bons résultats au deuxième trimestre, affichant tous les deux une croissance à deux chiffres de leurs revenus et de leur bénéfice.

« Peu après la fin du trimestre, nous avons conclu l'acquisition de F&C Asset Management. Cette acquisition permet de faire progresser la stratégie et la trajectoire de croissance de BMO Gestion mondiale d'actifs, et de doubler les actifs des clients. Aujourd'hui, nos services de gestion d'actifs répondent aux besoins d'une clientèle de plus en plus internationale, par l'entremise de 24 bureaux situés stratégiquement dans le monde entier.

« Pour le trimestre et pour les six premiers mois de l'exercice, notre progression continue se traduit par un levier d'exploitation positif et par une bonne croissance de notre bilan. Au deuxième trimestre, le bénéfice par action ajusté a augmenté de 13 % par rapport à la même période l'an dernier », a conclu M. Downe.

<sup>1</sup> Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail dans la section intitulée Bénéfice net ajusté et (pour toutes les périodes indiquées) dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

<sup>2</sup> Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,78 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2014, ce qui représente une augmentation de 0,02 \$ par action par rapport au montant du trimestre précédent et de 0,04 \$ par action en regard de celui d'il y a un an et équivaut à un dividende annuel de 3,12 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2014, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 30 avril 2014, est disponible dans son intégralité à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

---

## Aperçu des résultats de la Banque

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 076 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014, en hausse de 114 millions ou de 12 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Le bénéfice net ajusté a été de 1 097 millions de dollars, pour une progression de 113 millions ou de 11 % sur douze mois. Poursuivant sur leur lancée, PE Canada, la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux ont inscrit de très bons résultats, et ceux de PE États-Unis sont demeurés stables en regard du trimestre précédent.

## Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

### PE Canada

Le bénéfice net s'est dégagé à 480 millions de dollars, s'étant accru de 59 millions ou de 14 % sur un an et, après ajustement, il a atteint 482 millions, pour une progression de 60 millions ou de 14 %, ce qui a résulté de la hausse des revenus et de la baisse des pertes sur créances. Les revenus se sont renforcés de 87 millions ou de 6 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce aux montants élevés des soldes et des commissions, ce qui a été atténué par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts. En regard d'il y a un an, les prêts se sont accrus de 9 % et les dépôts, de 10 %. Quant aux charges, elles se sont accrues de 20 millions ou de 3 %.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, la croissance des soldes des prêts et des dépôts est demeurée forte, atteignant 9 % et 10 %, respectivement. Au cours du trimestre, nous avons perfectionné notre application Services mobiles BMO, laquelle offre à notre clientèle des fonctionnalités supplémentaires, dont la possibilité d'effectuer des virements *Interac*<sup>MD</sup> et de prendre rendez-vous en succursale en tout temps et en tout lieu. Cette nouvelle version de notre application a été fort bien accueillie par nos clients et les transactions par services mobiles ont presque doublé depuis son lancement.

Pour ce qui est de l'unité des services bancaires aux entreprises, nous continuons de rationaliser nos processus, ce qui permet à notre personnel de vente de consacrer davantage de temps au recrutement de nouveaux clients et à la consolidation de nos liens avec la clientèle existante. Nos volumes sont toujours en forte croissance, les prêts et les dépôts ayant augmenté de 10 % et de 9 %, respectivement, sur un an. Nous détenons encore la deuxième part du marché canadien des prêts aux petites et moyennes entreprises.

### PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le bénéfice net s'est dégagé à 140 millions de dollars et, après ajustement, il a été de 151 millions, ayant fléchi de 8 millions ou de 6 % en regard du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les avantages de la forte hausse des prêts aux entreprises et de la réduction des dotations à la provision pour pertes sur créances ont été plus qu'annulés par les répercussions du recul de la marge nette d'intérêts et de la réduction des profits sur les ventes de nouveaux prêts hypothécaires.

En regard d'il y a un an et du trimestre précédent, le solde moyen des prêts et acceptations courants a progressé, grâce notamment à la forte croissance à deux chiffres qu'a encore affichée le portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base. De fait, ce portefeuille s'est enrichi de 4,2 milliards de dollars ou de 19 % sur un an, pour atteindre 26,3 milliards.

Reflet de notre engagement à transmettre des connaissances financières aux membres des collectivités dans lesquelles nous sommes présents, nous avons parrainé plusieurs ateliers d'éducation financière et d'information sur l'accession à la propriété qui ont été tenus dans nos marchés dans le cadre de la campagne *Money Smart Week* de la Federal Reserve Bank. De plus, nous avons récemment uni nos forces à celles du bureau du trésorier de la Ville de Chicago et de la Fondation canadienne d'éducation économique afin de lancer la journée *Parlons argent avec nos enfants* afin d'encourager les familles, les étudiants et les enseignants à discuter d'argent et de finances personnelles.

## Gestion de patrimoine

Le bénéfice net, au montant de 194 millions de dollars, s'est accru de 54 millions ou de 38 % en regard d'il y a un an et, après ajustement, il s'est dégagé à 200 millions, s'étant amélioré de 53 millions ou de 36 %. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 139 millions, pour une hausse de 27 millions ou de 23 %, laquelle a résulté de la hausse marquée des actifs des clients. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 61 millions, ayant progressé de 26 millions sur douze mois.

À 612 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 91 milliards ou de 17 % par rapport à il y a un an grâce à la progression des marchés, à l'appréciation du dollar américain et à la croissance des nouveaux actifs des clients.

Dans le dernier trimestre, le portail en ligne *Global Banking and Finance Review* a décerné plusieurs distinctions aux activités de gestion de patrimoine de BMO, dont les suivantes : BMO Banque privée Harris a, pour la quatrième année de suite, été nommée meilleure banque privée au Canada; BMO Nesbitt Burns a obtenu le titre de meilleure société de conseils en placement de plein exercice au Canada; et BMO Banque privée Harris en Asie, celui de meilleure nouvelle banque privée à Hong Kong et à Singapour.

Le 7 mai 2014, nous avons annoncé la conclusion de l'acquisition de F&C Asset Management plc (F&C). Cette acquisition consolide la position de BMO Gestion mondiale d'actifs en tant que gestionnaire de fonds d'envergure mondiale en augmentant les capacités de sa plateforme d'investissement et en lui offrant des occasions fort attrayantes de fournir des services aux marchés de la gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans le reste de l'Europe.

### **BMO Marchés des capitaux**

Le bénéfice net s'est chiffré à 305 millions de dollars, en hausse de 44 millions ou de 17 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui est imputable à la hausse marquée des revenus tirés de l'ensemble des activités et à un taux d'impôt plus favorable. Les revenus ont progressé de 14 % sur douze mois, ce qui témoigne du bon rendement de l'unité de banque d'affaires et services aux sociétés ainsi que de celle des produits de négociation et de l'apport continu de notre entité aux États-Unis. Le rendement des capitaux propres a été fort élevé, soit 20,8 %, contre 18,3 % il y a un an.

Les efforts constants que nous déployons afin de comprendre et de combler les besoins de notre clientèle ont été reconnus car, durant le trimestre, le magazine *Global Finance* nous a nommés meilleure banque d'affaires du monde dans les métaux et les mines, et ce, pour la cinquième année consécutive, et nous avons été choisis chef de file Greenwich 2014 dans la catégorie Part du marché des changes canadien.

Dans le trimestre à l'étude, BMO Marchés des capitaux a participé à 372 nouvelles émissions à l'échelle mondiale, soit 172 émissions de titres de créance de sociétés, 131 émissions de titres de créance d'administrations publiques et 69 émissions d'actions, pour un total de 822 milliards de dollars.

### **Services d'entreprise**

La perte nette comptable et ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 58 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2014, comparativement à 11 millions pour la même période de l'exercice précédent. Son augmentation a découlé essentiellement du recul des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis.

### **Bénéfice net ajusté**

Le bénéfice net ajusté du deuxième trimestre de 2014 a été de 1 097 millions de dollars, en hausse de 113 millions ou de 11 % en regard de ce qu'il était un an plus tôt. Le bénéfice par action ajusté s'est établi à 1,63 \$, ayant augmenté de 13 % par rapport à celui de 1,44 \$ dégagé un an auparavant.

La direction a désigné certains montants comme éléments d'ajustement et a ajusté les résultats établis selon les PCGR afin de pouvoir en traiter et de les présenter en ignorant les effets des éléments d'ajustement et ainsi faciliter la compréhension du rendement et des tendances connexes. Le seul élément qui a été retranché des résultats du deuxième trimestre de 2014 aux fins du calcul des résultats ajustés est l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, d'un montant de 28 millions de dollars (21 millions après impôts ou 0,03 \$ par action). Dans les exercices précédents, les montants ignorés aux fins des résultats ajustés comprenaient également les éléments liés au crédit eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis, les coûts d'intégration des acquisitions, les coûts de restructuration et les activités de crédit structuré en voie de liquidation. La direction évalue la performance à l'aide de mesures conformes aux PCGR et de mesures ajustées, et considère qu'elles sont toutes utiles pour l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et, à l'instar des éléments qui sont exclus de leur calcul, ils sont décrits plus en détail dans la section Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures. Cette section renferme également une description sommaire de l'incidence des éléments d'ajustement des périodes de comparaison.

### **Mise en garde**

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats de la Banque et de ceux des groupes d'exploitation sont des montants et mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 28 mai 2014. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 30 avril 2014, des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2013 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2013 figurant dans le Rapport annuel pour 2013 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Table des matières

4	Sommaire des résultats comptables	25	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Sommaire des résultats ajustés	26	Bilan
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	27	Transactions avec des parties liées
6	Survol et perspectives économiques	27	Arrangements hors bilan
7	Autres mesures de la valeur	27	Méthodes comptables et principales estimations comptables
7	Change	27	Modifications futures de méthodes comptables
7	Bénéfice net	27	Évolution de la réglementation
8	Revenus	28	Instruments financiers désignés
9	Dotations à la provision pour pertes sur créances	29	Gestion des risques
10	Prêts douteux	29	Risque de marché
11	Charges autres que d'intérêts	31	Risque de liquidité et de financement
11	Impôts sur le résultat	34	Cotes de crédit
12	Gestion du capital	34	Risque d'assurance
14	Désignation des dividendes admissibles	34	Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité
15	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	35	Expositions dans certaines régions
15	Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	37	États financiers consolidés intermédiaires
16	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	37	État consolidé des résultats
17	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	38	État consolidé du résultat global
19	Gestion de patrimoine	39	Bilan consolidé
21	BMO Marchés des capitaux	40	État consolidé des variations des capitaux propres
22	Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	41	État consolidé des flux de trésorerie
24	Mesures non conformes aux PCGR	42	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		66	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

---

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 30 avril 2014, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

---

## Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

---

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

---

**Sommaire des résultats comptables**
**Tableau 1**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
<b>Sommaire de l'état des résultats</b>					
Revenus nets d'intérêts	2 063	2 113	2 129	4 176	4 377
Revenus autres que d'intérêts	1 978	2 009	1 764	3 987	3 548
Revenus	4 041	4 122	3 893	8 163	7 925
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	162	99	174	261	352
Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	-	(30)	-	(30)
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	162	99	144	261	322
Charges autres que d'intérêts	2 594	2 684	2 550	5 278	5 120
Charge d'impôts sur le résultat	209	278	237	487	485
Bénéfice net	1 076	1 061	962	2 137	1 998
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 062	1 048	944	2 110	1 962
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	13	18	27	36
Bénéfice net	1 076	1 061	962	2 137	1 998
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b> (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	1,60	1,58	1,40	3,18	2,91
Hausse du bénéfice par action (%)	14,3	4,6	(6,7)	9,3	(6,7)
Dividendes déclarés par action	0,76	0,76	0,74	1,52	1,46
Valeur comptable d'une action	45,95	45,60	40,87	45,95	40,87
Cours de clôture de l'action	75,55	68,06	63,19	75,55	63,19
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	48,7	43,9	41,0	48,7	41,0
Rendement de l'action (%)	4,0	4,5	4,7	4,0	4,6
<b>Mesures et ratios financiers</b> (%)					
Rendement des capitaux propres	14,3	14,2	14,2	14,3	14,6
Hausse du bénéfice net	11,6	2,5	(5,6)	6,9	(5,8)
Hausse des revenus	3,7	2,3	(0,4)	3,0	(0,6)
Hausse des charges autres que d'intérêts	1,8	4,4	3,1	3,1	2,4
Ratio d'efficience	64,2	65,1	65,5	64,7	64,6
Ratio d'efficience, exclusion faite des ISCAPA 1)	59,4	59,9	60,2	59,7	60,8
Levier d'exploitation	1,9	(2,1)	(3,5)	(0,1)	(3,0)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,59	1,62	1,82	1,61	1,85
Taux d'impôt effectif	16,2	20,8	19,8	18,5	19,5
Rendement de l'actif moyen	0,73	0,72	0,70	0,72	0,71
Ratio dotation à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,22	0,14	0,22	0,18	0,25
<b>Mesures de la valeur</b> (% , sauf indication contraire)					
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur cinq ans	19,4	21,4	10,5	19,4	10,5
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur trois ans	11,8	10,6	4,9	11,8	4,9
Rendement total moyen des capitaux propres sur douze mois	24,8	12,9	13,0	24,8	13,0
Profit économique net (en millions de dollars) 2)	297	289	260	586	574
<b>Bilan</b> (en milliards de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	582	593	555	582	555
Solde net des prêts et acceptations	295	290	264	295	264
Dépôts	394	398	360	394	360
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	29,6	29,4	26,5	29,6	26,5
Ratio trésorerie et valeurs mobilières/total des actifs (%)	32,1	32,3	30,3	32,1	30,3
<b>Ratios des fonds propres</b> (%)					
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	9,7	9,3	9,7	9,7	9,7
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,1	10,6	11,3	11,1	11,3
Ratio du total des fonds propres	13,0	12,4	13,7	13,0	13,7
<b>Bénéfice net par groupe d'exploitation</b>					
PE Canada	480	484	421	964	868
PE États-Unis	155	166	151	321	330
Services bancaires Particuliers et entreprises	635	650	572	1 285	1 198
Gestion de patrimoine	194	175	140	369	302
BMO Marchés des capitaux	305	277	261	582	559
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	(58)	(41)	(11)	(99)	(61)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 076	1 061	962	2 137	1 998

1) Ce ratio est établi, déduction faite des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition des polices d'assurance (ISCAPA).

2) Le profit économique net est une mesure non conforme aux PCGR et est analysé dans la section Mesures non conformes aux PCGR.

## Sommaire des résultats ajustés 1)

## Tableau 2

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
<b>Sommaire de l'état des résultats, après ajustement</b>					
Revenus nets d'intérêts	2 063	2 113	1 954	4 176	3 990
Revenus autres que d'intérêts	1 978	2 009	1 754	3 987	3 530
Revenus	4 041	4 122	3 708	8 163	7 520
Dotation à la provision pour pertes sur créances	162	99	109	261	205
Charges autres que d'intérêts	2 566	2 653	2 384	5 219	4 828
Charge d'impôts sur le résultat	216	287	231	503	474
Bénéfice net	1 097	1 083	984	2 180	2 013
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 083	1 070	966	2 153	1 977
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	13	18	27	36
Bénéfice net	1 097	1 083	984	2 180	2 013
<b>Données relatives aux actions ordinaires, après ajustement</b>					
Bénéfice par action (\$)	1,63	1,61	1,44	3,24	2,94
Hausse du bénéfice par action (%)	13,2	7,3	0,7	10,2	3,5
<b>Mesures et ratios financiers, après ajustement (%)</b>					
Rendement des capitaux propres	14,6	14,5	14,6	14,6	14,7
Hausse du bénéfice net	11,2	5,4	1,1	8,2	3,9
Hausse des revenus	8,9	8,2	0,9	8,5	2,1
Hausse des charges autres que d'intérêts	7,7	8,5	2,3	8,1	3,1
Ratio d'efficacité	63,5	64,3	64,3	63,9	64,2
Ratio d'efficacité, exclusion faite des ISCAPA 2)	58,8	59,2	58,8	59,0	60,2
Levier d'exploitation	1,2	(0,3)	(1,4)	0,4	(1,0)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,59	1,62	1,67	1,61	1,68
Taux d'impôt effectif	16,5	20,9	19,0	18,7	19,0
<b>Bénéfice net ajusté par groupe d'exploitation</b>					
PE Canada	482	486	422	968	872
PE États-Unis	167	178	164	345	356
Services bancaires Particuliers et entreprises	649	664	586	1 313	1 228
Gestion de patrimoine	200	183	147	383	315
BMO Marchés des capitaux	306	277	262	583	560
Services d'entreprise, y compris T&O	(58)	(41)	(11)	(99)	(90)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 097	1 083	984	2 180	2 013

1) Les résultats et statistiques indiqués ci-dessus sont présentés après ajustement. Il s'agit de montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

2) Ce ratio est établi, déduction faite des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition des polices d'assurance (ISCAPA).

---

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2014 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de capital, de taux d'intérêt et de liquidité, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de solvabilité, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. L'analyse figurant aux pages 30 et 31 du Rapport annuel pour 2013 de BMO donne plus d'informations sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au niveau de défaut et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des opérations que notre entité de protection du crédit a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seront comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances futur et lié à notre entité de protection du crédit et le risque de perte par la Banque de Montréal, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle dans les portefeuilles, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille, la protection de premier niveau intégrée à la structure et les couvertures que la Banque de Montréal a conclues.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section *Survol et perspectives économiques* du présent Rapport de gestion intermédiaire.

---

## Survol et perspectives économiques

Après s'être quelque peu renforcée dans la seconde moitié de 2013, l'économie canadienne a ralenti en raison surtout d'un temps peu clémente. Cependant, les récentes données sur la fabrication et les exportations donnent à penser que la conjoncture bénéficie du recul du dollar canadien et du raffermissement de la demande à l'échelle mondiale. L'économie de la zone euro a renoué avec la croissance, quoique celle-ci soit plutôt faible, et le ralentissement économique de la Chine s'est stabilisé, ce pays affichant un taux d'expansion toujours élevé, soit plus de 7 %. Freinées par l'endettement plus lourd des ménages, les dépenses de consommation au Canada devraient augmenter quelque peu, mais les ventes d'habitations et la construction résidentielle devraient encore fléchir. On peut s'attendre à une diminution du taux de progression du crédit à la consommation et des prêts hypothécaires à l'habitation. Les investissements des entreprises devraient s'intensifier à la faveur de l'élargissement des exportations et de la majoration des prix touchés par les producteurs d'énergie canadiens, ce qui stimulera la progression des prêts aux entreprises. La croissance économique devrait passer de 2,0 % en 2013 à 2,3 % en 2014, faisant reculer à 6,8 % le taux de chômage d'ici la fin de l'année. Il est à prévoir que le niveau peu élevé de l'inflation incitera la Banque du Canada à maintenir sa politique de stabilisation des taux d'intérêt pour une quatrième année consécutive. Le déficit commercial devrait fléchir, le dollar canadien se repliant davantage à cause de taux d'intérêt à long terme plus élevés aux États-Unis qu'au Canada.

Après s'être essouffée en raison de conditions météorologiques hivernales fort rigoureuses, l'économie américaine affiche de nouveau une croissance aussi forte que celle de la seconde moitié de 2013. L'assainissement des finances des ménages, la demande de remplacement de véhicules automobiles et une demande croissante sur le marché de l'habitation soutiennent l'économie. Concomitamment, la diminution du déficit budgétaire au palier fédéral et l'amélioration des finances des administrations étatiques et locales signifient l'assouplissement des politiques budgétaires. Un climat politique moins incertain favorisera les investissements des entreprises ainsi que leur demande pour des prêts. L'accroissement des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts aux particuliers devrait être plus marqué. Le taux de croissance économique devrait passer de 1,9 % en 2013 à 2,5 % en 2014, ramenant ainsi à moins de 6,0 % le taux de chômage d'ici la fin de l'année. On peut s'attendre à ce que la Réserve fédérale continue de réduire ses achats de titres à revenu fixe, ce qui soumettra les taux d'intérêt à long terme à des légères pressions à la hausse. Par contre, les taux directeurs ne devraient pas augmenter avant le milieu de 2015.

Freinée par la consolidation des politiques budgétaires, la croissance économique du Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains dans lesquels BMO mène des activités, a été d'environ 1,6 % en 2013. Cependant, l'essor des exportations et de la production automobile laisse présager un meilleur taux de croissance en 2014, soit 2,5 %.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

#### Autres mesures de la valeur

Pour les périodes de un an, de trois ans et de cinq ans closes le 30 avril 2014, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 24,8 %, 11,8 % et 19,4 %, respectivement.

#### Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, du recouvrement des (des dotations à la provision pour) pertes sur créances et des impôts sur le résultat en dollars américains de BMO ont progressé en regard du premier trimestre de 2014, du deuxième trimestre de 2013 et du premier semestre de 2013 en raison de l'appréciation du dollar américain. Le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 8 % sur un an et de 2 % par rapport au premier trimestre. En regard de ce qu'il était il y a un an, le cours de change moyen du semestre s'est renforcé de 8 %. BMO peut conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur son bénéfice net. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

#### Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés de BMO

Tableau 3

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2014		Cumul 2014
	c. T2-2013	c. T1-2014	c. Cumul 2013
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,1029	1,1029	1,0913
Période antérieure	1,0180	1,0800	1,0064
<b>Incidence sur les résultats comptables</b>			
Augmentation des revenus nets d'intérêts	54	15	111
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	45	12	91
Augmentation des revenus	99	27	202
Augmentation des charges	(75)	(20)	(150)
Augmentation des recouvrements de (de la dotation à la provision pour) pertes sur créances	(2)	(1)	1
Augmentation des impôts sur le résultat	(5)	(1)	(12)
Augmentation du bénéfice net comptable	17	5	41
<b>Incidence sur les résultats ajustés</b>			
Augmentation des revenus nets d'intérêts	49	15	100
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	45	12	91
Augmentation des revenus	94	27	191
Augmentation des charges	(73)	(20)	(146)
Augmentation des recouvrements de (de la dotation à la provision pour) pertes sur créances	(1)	(1)	5
Augmentation des impôts sur le résultat	(4)	(1)	(10)
Augmentation du bénéfice net ajusté	16	5	40

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Bénéfice net

##### Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 076 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014, en hausse de 114 millions ou de 12 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le BPA s'est amélioré de 0,20 \$ ou de 14 % en regard d'il y a un an, se situant ainsi à 1,60 \$.

Le bénéfice net ajusté a été de 1 097 millions de dollars, pour une progression de 113 millions ou de 11 % sur douze mois. Le BPA ajusté s'est établi à 1,63 \$, ayant augmenté de 0,19 \$ ou de 13 % par rapport au deuxième trimestre de 2013. Les résultats ajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits en détail dans la section présentée précédemment qui traite du bénéfice net ajusté et dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

La progression du bénéfice net ajusté a découlé des excellents résultats de PE Canada, de la Gestion de patrimoine et de BMO Marchés des capitaux. Les résultats de PE Canada témoignent des montants élevés des soldes et des commissions, ce qui a été atténué par le repli de la marge nette d'intérêts. La Gestion de patrimoine a inscrit de très bons résultats, son bénéfice net ajusté ayant progressé de 36 % étant donné que la forte hausse des actifs des clients a généré une hausse des revenus de toutes les unités et que les revenus d'assurance ont eux aussi augmenté, ce qui a été atténué par la hausse des charges liées aux revenus. Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés en raison des revenus importants qu'ont enregistrés les activités de banque d'affaires et services aux sociétés et celles des produits de négociation ainsi que d'un taux d'impôt plus avantageux, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des charges liées au personnel et des coûts de soutien. Exprimé en dollars américains, le bénéfice net de PE États-Unis a fléchi à cause du recul des revenus puisque les effets positifs de la forte croissance des prêts aux entreprises et de la diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances ont été plus qu'annulés par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts et des profits sur

les ventes de nouveaux prêts hypothécaires. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont dégradés en raison surtout de la baisse des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis.

#### **Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2014**

Le bénéfice net s'est renforcé de 15 millions de dollars et le BPA, de 0,02 \$. Le bénéfice net ajusté a augmenté de 14 millions et le BPA ajusté s'est amélioré de 0,02 \$. L'appréciation du dollar américain a eu pour effet d'accroître le bénéfice net ajusté de 5 millions.

La progression du bénéfice net de PE Canada a ralenti car le trimestre à l'étude a compté trois jours de moins, ce qui a été compensé en grande partie par le recul des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances. Quant au bénéfice net de la Gestion de patrimoine, il a augmenté grâce à la hausse des revenus, laquelle a découlé de la progression des actifs des clients et des revenus d'assurance, ainsi qu'à la réduction des charges. Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés puisque le repli des revenus a été plus qu'annulé par la baisse des charges et un taux d'impôt plus avantageux. Exprimé en dollars américains, le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est contracté car les avantages de la réduction des charges ont été plus que contrebalancés par l'accroissement des dotations à la provision pour pertes sur créances et par le nombre moins élevé de jours. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont affaiblis du fait principalement de la diminution des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis, ce qui a été atténué par la diminution des charges.

#### **Comparaison du premier semestre de 2014 et du premier semestre de 2013**

Le bénéfice net s'est renforcé de 139 millions de dollars ou de 7 % pour s'établir à 2 137 millions. Le BPA a atteint 3,18 \$, ayant progressé de 0,27 \$ ou 9 % sur un an. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 2 180 millions, en hausse de 167 millions ou de 8 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. L'incidence de l'appréciation du dollar américain a compté pour 40 millions ou 2 % de la hausse du bénéfice net ajusté. Le BPA ajusté s'est amélioré de 0,30 \$ ou de 10 % en regard d'un an plus tôt, se situant ainsi à 3,24 \$. Après ajustement, le bénéfice net de la Gestion de patrimoine et de PE Canada a enregistré une forte hausse, celui de BMO Marchés des capitaux a affiché une saine croissance et celui de PE États-Unis a accusé un recul. Quant au bénéfice net ajusté des Services d'entreprise, il s'est dégradé par rapport à ce qu'il était un an plus tôt.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui porte sur le bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### **Revenus**

#### **Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2013**

Le total des revenus a augmenté de 148 millions de dollars ou de 4 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et a atteint 4 041 millions. Les revenus ajustés ont augmenté de 333 millions ou de 9 %, pour s'établir à 4 041 millions. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, les revenus ajustés ont progressé de 239 millions ou de 6 %. PE Canada a enregistré de bons résultats grâce à des soldes et des commissions élevés, ce qui a été annulé en partie par les conséquences du repli de la marge nette d'intérêts. Les revenus de la Gestion de patrimoine ont affiché une forte croissance, ceux des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ayant augmenté de 11 %. Les revenus des activités d'assurance se sont améliorés puisque ceux d'il y a un an avaient été affaiblis par des variations défavorables des taux d'intérêt à long terme. En ce qui concerne BMO Marchés des capitaux, les revenus générés par les activités de banque d'affaires et services aux sociétés ainsi que celles des produits de négociation ont été solides. Exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis ont faibli puisque les effets positifs de la forte croissance des prêts aux entreprises ont été plus qu'annulés par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts et le recul des profits sur les ventes de nouveaux prêts hypothécaires. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont diminué en raison des conséquences d'un ajustement plus élevé sur une bic des groupes et d'autres éléments de moindre importance, compte non tenu des revenus liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis.

À 2 063 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts du trimestre écoulé ont été de 66 millions ou de 3 % inférieurs à ceux du deuxième trimestre de 2013. Après ajustement, ils se sont accrus de 109 millions ou de 5 % pour s'établir à 2 063 millions, ce qui est imputable à l'essor des volumes, aux revenus tirés du portefeuille de prêts productifs acquis et à l'incidence de l'appréciation du dollar américain, facteurs atténués par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts globale comptable de BMO s'est comprimée de 23 points de base sur un an et s'est située à 1,59 %. Après ajustement, elle a rétréci de 8 points de base, pour s'établir à 1,59 %. L'actif productif moyen s'est accru de 49,5 milliards de dollars ou de 10 % pour atteindre 530,6 milliards, ce qui tient compte d'une hausse de 16,5 milliards résultant du raffermissement du dollar américain.

Les revenus autres que d'intérêts ont affiché une hausse de 214 millions de dollars ou de 12 % pour s'élever à 1 978 millions par rapport à il y a un an. Après ajustement, ils sont aussi passés à 1 978 millions, pour une hausse de 224 millions ou de 13 %, ce qui est imputable à la progression enregistrée par toutes les catégories de revenus autres que d'intérêts, si ce n'est celles de change, autres que de négociation, et des profits sur titres.

#### **Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2014**

Les revenus, tant comptables qu'ajustés, ont baissé de 81 millions de dollars ou de 2 % par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, les revenus ajustés ont fléchi de 108 millions ou de 3 % parce que le trimestre a compté moins de jours. Les revenus de PE Canada ont diminué en raison surtout des trois jours de moins. Les revenus de la Gestion de patrimoine ont augmenté, la croissance des actifs des clients ayant favorisé la progression des revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine, et les revenus des activités d'assurance s'étant eux aussi améliorés. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont fléchi, ce qui reflète le recul des commissions de banque d'affaires et des profits sur titres, facteur contrebalancé en partie par l'accroissement des opérations de négociation d'actions et de contrats de change. Exprimés en dollars

américains, les revenus de PE États-Unis ont été stables malgré l'incidence du nombre moins élevé de jours. Quant aux revenus ajustés des Services d'entreprise, ils ont baissé en raison d'un montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes.

Sur une base comptable ou après ajustement, les revenus nets d'intérêts ont baissé de 50 millions de dollars ou de 2 % en raison surtout des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre à l'étude. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 3 points de base par rapport au trimestre précédent. L'actif productif moyen a augmenté de 14,6 milliards de dollars ou de 3 % en regard de ce trimestre et, de ce montant, une tranche de 4,4 milliards est liée à l'appréciation du dollar américain.

Les revenus autres que d'intérêts comptables et ajustés ont diminué de 31 millions de dollars ou de 2 % en raison surtout de la diminution des commissions de prise ferme et de consultation et des revenus de négociation ainsi que du nombre moins élevé de jours.

#### Comparaison du premier semestre de 2014 et du premier semestre de 2013

Les revenus du premier semestre ont augmenté de 238 millions de dollars ou de 3 % et, après ajustement, ils se sont accrus de 643 millions ou de 9 %. Exclusion faite de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les revenus ajustés ont progressé de 452 millions ou de 6 %.

Les revenus nets d'intérêts ont fléchi de 201 millions de dollars ou de 5 % depuis le début de l'exercice. Après ajustement, ils se sont accrus de 186 millions ou de 5 %, ce qui est essentiellement imputable aux revenus générés par le portefeuille de prêts productifs acquis et à l'élargissement des volumes, ce qui a été atténué par le repli de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 24 points de base pour se situer à 1,61 %. Après ajustement, elle a fléchi de 7 points de base et a été de 1,61 %. L'actif productif moyen s'est accru de 44,6 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 16,1 milliards est imputable au renforcement du dollar américain.

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 439 millions de dollars ou de 12 % dans le semestre à l'étude. Après ajustement, ils ont progressé de 457 millions ou de 13 %, toutes les catégories de revenus autres que d'intérêts ayant affiché une hausse, si ce n'est celles des commissions de prise ferme et de consultation et des revenus tirés du change, autres que de négociation.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment des détails sur les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

<b>Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen, après ajustement (bic)*</b>					<b>Tableau 4</b>	
(en points de base)	<b>T2-2014</b>	T1-2014	T2-2013	<b>Cumul 2014</b>	Cumul 2013	
PE Canada	<b>258</b>	261	264	<b>260</b>	267	
PE États-Unis	<b>376</b>	383	410	<b>380</b>	411	
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>290</b>	293	303	<b>291</b>	304	
Gestion de patrimoine	<b>264</b>	273	283	<b>268</b>	285	
BMO Marchés des capitaux	<b>59</b>	48	59	<b>53</b>	58	
Services d'entreprise, y compris T&O**	<b>n. s.</b>	n. s.	n. s.	<b>n. s.</b>	n. s.	
Total de la marge nette d'intérêts de BMO, après ajustement 1)	<b>159</b>	162	167	<b>161</b>	168	
Total de la marge nette d'intérêts de BMO, après ajustement (compte non tenu des activités de négociation) 1)	<b>196</b>	203	203	<b>199</b>	204	
Total de la marge nette d'intérêts comptable de BMO	<b>159</b>	162	182	<b>161</b>	185	
Total de la marge nette d'intérêts comptable de BMO (compte non tenu des activités de négociation)	<b>196</b>	203	221	<b>199</b>	225	
Total de la marge des services de détail au Canada (comptable et après ajustement)***	<b>257</b>	260	263	<b>258</b>	266	

\* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

\*\* Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts.

\*\*\* Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des unités canadiennes de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. - non significatif

#### Dotations à la provision pour pertes sur créances

##### Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2013

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 162 millions de dollars, soit 18 millions de plus qu'à la même période un an plus tôt et, après ajustement, elle s'est accrue de 53 millions en raison de la diminution des recouvrements. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

Les dotations à la provision de PE Canada se sont contractées de 20 millions de dollars, pour se situer à 133 millions, grâce à la réduction des dotations à la provision relatives aux portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers. Les dotations à la provision de la Gestion de patrimoine ont été relativement stables sur un an. En ce qui concerne BMO Marchés des capitaux, les recouvrements de pertes sur créances ont baissé de 2 millions. Les dotations à la provision de PE États-Unis, au montant de 50 millions, ont fléchi de 5 millions grâce à la réduction de celles du portefeuille de prêts aux particuliers, ce qui a été atténué par la hausse des dotations inscrites à l'égard du portefeuille de prêts aux entreprises. Les recouvrements ajustés des Services d'entreprise ont été de 19 millions, ayant diminué de 75 millions, ce qui est surtout imputable au repli de 62 millions des recouvrements à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis.

## Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2014

Sur une base comptable et après ajustement, la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 63 millions de dollars en regard du trimestre antérieur. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

Les dotations à la provision de PE Canada se sont contractées de 8 millions de dollars, le recul de celle à l'égard du portefeuille de prêts aux entreprises ayant été contrebalancé en partie par l'augmentation de celle du portefeuille de prêts aux particuliers. Les dotations à la provision de la Gestion de patrimoine se sont accrues de 3 millions. En ce qui concerne BMO Marchés des capitaux, les recouvrements de pertes sur créances se sont accrues de 3 millions dans le trimestre à l'étude. Les dotations à la provision de PE États-Unis ont augmenté de 31 millions étant donné que celles constituées à l'égard du portefeuille de prêts aux entreprises ont dépassé celles, plutôt faibles, du trimestre précédent. Les recouvrements ajustés des Services d'entreprise ont diminué de 40 millions, ce qui est surtout imputable à la contraction des recouvrements à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des dotations à la provision pour pertes sur créances sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

Tableau 5

(en millions de dollars canadiens)	T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
PE Canada	133	141	153	274	281
PE États-Unis	50	19	55	69	87
Services bancaires Particuliers et entreprises	183	160	208	343	368
Gestion de patrimoine	2	(1)	1	1	3
BMO Marchés des capitaux	(4)	(1)	(6)	(5)	(21)
Services d'entreprise, y compris T&O 1) 2)	(19)	(59)	(94)	(78)	(145)
Dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement	162	99	109	261	205
Prêts productifs acquis 1)	-	-	65	-	147
Diminution de la provision générale	-	-	(30)	-	(30)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	162	99	144	261	322

1) Depuis le premier trimestre de 2014, les résultats ajustés des Services d'entreprise tiennent compte d'éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis, incluant des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 21 millions de dollars pour la période à l'étude (34 millions au premier trimestre de 2014).

2) Les résultats des Services d'entreprise englobent des recouvrements de prêts douteux acquis de 45 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014 (28 millions après impôts), de 117 millions au premier trimestre de 2014 (72 millions après impôts) et de 107 millions au deuxième trimestre de 2013 (66 millions après impôts).

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances

Tableau 6

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Nouvelles dotations à la provision spécifique	348	358	406	706	824
Reprises sur les provisions déjà établies	(47)	(48)	(49)	(95)	(131)
Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan	(139)	(211)	(183)	(350)	(341)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	162	99	174	261	352
Diminution de la provision générale	-	-	(30)	-	(30)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	162	99	144	261	322
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,22	0,14	0,22	0,18	0,25

### Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 325 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, comparativement à 2 482 millions au premier trimestre de 2014 et à 2 848 millions il y a un an.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre à l'étude ont totalisé 509 millions de dollars, contre 642 millions au premier trimestre de 2014 et 595 millions il y a un an.

### Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

Tableau 7

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
SBPD au début de la période	2 482	2 544	2 912	2 544	2 976
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	509	642	595	1 151	1 225
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(244)	(154)	(196)	(398)	(352)
Remboursements, montant net	(185)	(446)	(232)	(631)	(521)
Montants sortis du bilan	(149)	(203)	(216)	(352)	(451)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	(63)	(2)	(56)	(65)	(87)
Fluctuations des cours de change et autres variations	(25)	101	41	76	58
SBPD à la fin de la période	2 325	2 482	2 848	2 325	2 848
SBPD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,79	0,85	1,08	0,79	1,08

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Pour de plus amples renseignements sur nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci, voir la section intitulée Gestion des risques.

### **Charges autres que d'intérêts**

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 44 millions de dollars ou de 2 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 2 594 millions. Après ajustement, elles se sont situées à 2 566 millions, ce qui signale une hausse de 182 millions, ou de 8 %, soit de 5 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Leur hausse a résulté surtout de l'augmentation des frais liés au personnel, dont la rémunération associée au rendement, et de la hausse des coûts technologiques et de ceux de soutien en lien avec l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

En comparaison du premier trimestre, les charges autres que d'intérêts ont diminué de 90 millions de dollars ou de 3 %. Après ajustement, elles ont fléchi de 87 millions ou de 3 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont baissé de 107 millions ou de 4 %, ce qui a découlé surtout du montant de 66 millions de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, et de la baisse des coûts des indemnités de départ.

D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation comptable a été de 1,9 % et, après ajustement, il s'est situé à 1,2 %. À 63,5 % au deuxième trimestre de 2014, le ratio d'efficacité ajusté s'est amélioré de 80 points de base en regard d'il y a un an et du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts du semestre écoulé se sont accrues de 158 millions de dollars ou de 3 %, pour s'établir à 5 278 millions. Après ajustement, elles se sont situées à 5 219 millions, ayant augmenté de 391 millions ou de 8 %, soit de 5 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Leur hausse a résulté surtout de l'augmentation des frais liés au personnel, dont la rémunération associée au rendement, et de la hausse des coûts technologiques et de ceux de soutien en lien avec l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts, sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### **Impôts sur le résultat**

La charge d'impôts sur le résultat a diminué de 28 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2013 et de 69 millions par rapport au premier trimestre de 2014, pour s'établir à 209 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 16,2 % pour le trimestre à l'étude, contre 19,8 % il y a un an et 20,8 % au premier trimestre de 2014.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 216 millions de dollars, soit respectivement 15 millions et 71 millions de moins qu'il y a un an et qu'au premier trimestre de 2014. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 16,5 % pour le trimestre écoulé, contre 19,0 % au deuxième trimestre de 2013 et 20,9 % au premier trimestre de 2014. La baisse du taux d'impôt ajusté en regard du même trimestre de 2013 a découlé essentiellement de l'augmentation du bénéfice exonéré d'impôt. Comparativement au premier trimestre de 2014, la diminution du taux d'impôt ajusté est principalement attribuable à la progression du bénéfice exonéré d'impôt et à la proportion moins élevée du bénéfice généré dans des territoires où les taux d'impôts sont plus hauts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Gestion du capital

### Analyse des fonds propres réglementaires du deuxième trimestre de 2014

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO s'établissait à 9,7 % au 30 avril 2014.

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 a augmenté d'environ 40 points de base par rapport à celui de 9,3 % à la fin du premier trimestre en raison d'une diminution nette des actifs pondérés en fonction des risques et de la hausse des résultats non distribués. Ce ratio a reculé d'environ 20 points de base en regard de celui de 9,9 % au 31 octobre 2013 en raison de l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques, ce qui a été contrebalancé en partie par l'avantage découlant de la progression des résultats non distribués.

Au 30 avril 2014, les actifs pondérés en fonction des risques, d'un montant de 235 milliards de dollars, avaient baissé de 5 milliards par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé de la réduction des expositions au risque de marché et de la diminution du risque de crédit essentiellement en raison d'une meilleure appréciation des risques et de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien au cours du deuxième trimestre, ce qui a été atténué par l'actualisation des méthodes de calcul. Les actifs pondérés en fonction des risques se sont accrus de 20 milliards en regard de ce qu'ils étaient au 31 octobre 2013. Cette augmentation a découlé principalement de la hausse des actifs pondérés en fonction des risques libellés dans la monnaie d'origine et associés aux activités, des règles concernant l'ajustement d'évaluation du crédit et les normes comptables conformes aux IFRS qui ont récemment été instaurées et de l'incidence de l'appréciation du dollar américain dans la première moitié de l'exercice. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des actifs pondérés en fonction des risques au cours du deuxième trimestre dont il a été fait mention ci-dessus.

Les actifs pondérés en fonction des risques et imputables à l'ajustement d'évaluation du crédit qui s'applique aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 dans l'exercice 2014 ainsi qu'aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres dans les premier et deuxième trimestres de 2014 ont représenté 57 % du total de la charge à instaurer. Ce pourcentage augmentera chaque année jusqu'à ce qu'il atteigne 100 % en 2019.

Au 30 avril 2014, les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 s'établissaient à 22,7 milliards de dollars, ayant augmenté de 0,4 milliard en regard du premier trimestre et de 1,5 milliard par rapport au 31 octobre 2013, ce qui s'explique principalement par la hausse des résultats non distribués et l'incidence nette des fluctuations des cours de change sur les investissements dans les établissements à l'étranger libellés en dollars américains et les couvertures connexes.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et celui du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 11,1 % et à 13,0 % au 30 avril 2014, contre, respectivement, 10,6 % et 12,4 % au 31 janvier 2014 et 11,4 % et 13,7 % au 31 octobre 2013. Ces ratios ont changé en regard de ceux au trimestre précédent et au 31 octobre 2013 principalement à cause des mêmes facteurs que ceux qui ont fait varier le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, tel qu'il est décrit ci-dessus, ainsi que de l'émission d'actions privilégiées, ce qui a été contrebalancé en partie par les rachats d'actions privilégiées dont il est fait mention ci-dessous.

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a annoncé que le ratio actif/fonds propres, ratio établi d'après le total des fonds propres, sera aboli en 2015 et remplacé par le ratio de levier que prescrit Bâle III. Le ratio actif/fonds propres de BMO était de 16,8 au 30 avril 2014, contre 17,4 au premier trimestre et 15,6 au 31 octobre 2013, ce qui s'explique surtout par l'accroissement du total des fonds propres.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. L'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques libellés en dollars américains sur ceux en dollars canadiens et les répercussions des déductions du capital en dollars américains sur le capital en dollars canadiens peuvent également faire varier les ratios de fonds propres de la Banque. BMO peut conclure des contrats de couverture pour réduire l'incidence des variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres.

Des informations sur la gestion globale du capital et sur le risque de liquidité et de financement, dont les exigences réglementaires qui influent sur le capital et la liquidité, sont présentées aux pages 61 à 65 et 92 à 94 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

### **Autres faits nouveaux touchant le capital**

Le 7 mai 2014, nous avons annoncé avoir mené à terme l'acquisition de F&C. Cette acquisition devrait réduire d'environ 75 points de base le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1.

Au cours du trimestre, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B, série 18, à dividende non cumulatif à un prix de rachat de 25,00 \$ chacune plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusivement.

Le 16 avril 2014, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 25 mai 2014, la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B, série 21, à dividende non cumulatif à un prix de rachat de 25,00 \$ chacune plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, mais exclusion faite de celle-ci.

Le 23 avril 2014, nous avons réalisé notre appel public à l'épargne portant sur des actions privilégiées de catégorie B, série 27, à taux rajusté tous les 5 ans et à dividende non cumulatif, notre premier placement d'instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité. Nous avons émis 20 millions d'actions, ce qui nous a valu un produit de 500 millions de dollars.

Au cours du trimestre, 632 999 actions ordinaires ont été émises à l'exercice d'options sur actions.

Aucune action n'a été rachetée au cours du trimestre aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque. Les dates et les montants des rachats effectués en vertu de l'offre sont déterminés par la direction en fonction de divers facteurs telles les conditions de marché et les niveaux des fonds propres. Les attentes concernant les fonds propres des banques augmentent partout dans le monde. Compte tenu du contexte actuel, nous prévoyons maintenir nos fonds propres à des niveaux supérieurs aux exigences réglementaires minimales concernant les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 qui ont été publiées, et nous ne prévoyons pas réaliser de rachats en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités si notre ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 est de moins de 9,5 %. La Banque consultera régulièrement le BSIF avant de procéder à un rachat en vertu de cette offre.

Le 28 mai 2014, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,78 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, ce qui représente 0,02 \$ par action de plus qu'au trimestre précédent et 0,04 \$ par action de plus qu'il y a un an. Le dividende reflète le succès de nos stratégies commerciales.

Le dividende doit être versé le 26 août 2014 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> août 2014. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément à son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime). Comme nous l'avons annoncé antérieurement, ces actions ordinaires seront, jusqu'à nouvel ordre, de nouvelles actions. À partir du 28 mai 2014, date de déclaration du dividende sur les actions ordinaires, et à moins d'une annonce à l'effet du contraire, les actions ordinaires qui seront émises aux termes du régime refléteront un escompte de 2 % par rapport au cours moyen du marché (tel qu'il est défini dans le Régime).

## Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques

Tableau 8

	T2-2014		T1-2014		T4-2013	
	Tout compris 1)	Transitoire 2)	Tout compris 1)	Transitoire 2)	Tout compris 1)	Transitoire 2)
(en millions de dollars canadiens)						
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 3)	29 646	29 646	29 391	29 391	28 144	28 144
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(6 918)	(1 298)	(7 051)	(1 465)	(6 917)	9
<b>Fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1</b>	<b>22 728</b>	<b>28 348</b>	<b>22 340</b>	<b>27 926</b>	<b>21 227</b>	<b>28 153</b>
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 4)	3 835	3 835	3 457	3 457	3 781	3 781
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(413)	(3 203)	(415)	(3 256)	(409)	(3 781)
<b>Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires</b>	<b>3 422</b>	<b>632</b>	<b>3 042</b>	<b>201</b>	<b>3 372</b>	<b>-</b>
<b>Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)</b>	<b>26 150</b>	<b>28 980</b>	<b>25 382</b>	<b>28 127</b>	<b>24 599</b>	<b>28 153</b>
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 5)	4 357	4 357	4 321	4 321	4 951	4 951
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(50)	(10)	(50)	(12)	(50)	(13)
<b>Fonds propres de catégorie 2</b>	<b>4 307</b>	<b>4 347</b>	<b>4 271</b>	<b>4 309</b>	<b>4 901</b>	<b>4 938</b>
<b>Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)</b>	<b>30 457</b>	<b>33 327</b>	<b>29 653</b>	<b>32 436</b>	<b>29 500</b>	<b>33 091</b>
<b>Total des actifs pondérés en fonction des risques</b>	<b>234 774</b>	<b>240 074</b>	<b>240 076</b>	<b>246 232</b>	<b>215 094</b>	<b>232 501</b>

## Ratios des fonds propres (%)

Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	9,7	11,8	9,3	11,3	9,9	12,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,1	12,1	10,6	11,4	11,4	12,1
Ratio du total des fonds propres	13,0	13,9	12,4	13,2	13,7	14,2

- 1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- 2) Les fonds propres réglementaires transitoires supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III seront appliqués progressivement entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- 3) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 4) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 5) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.

## Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Tableau 9

Au 21 mai 2014	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	645
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 13	350 \$
Série 14	250 \$
Série 15	250 \$
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 21 1)	275 \$
Série 23	400 \$
Série 25	290 \$
Série 27 2)	500 \$
Options sur actions	
– droits acquis	8,0
– droits non acquis	6,8

1) Les actions privilégiées, série 21 ont été rachetées le 25 mai 2014.

2) Les actions privilégiées, série 27 ont été émises le 23 avril 2014, et sont classées dans les passifs au bilan consolidé.

La note 20 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 163 du Rapport annuel pour 2013 de BMO, traite en détail du capital social.

## Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2014.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Les résultats des Services d'entreprise reflètent certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis, dont la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances du portefeuille acquis. Les montants ignorés aux fins des résultats ajustés des exercices précédents comprenaient des éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs, les coûts d'intégration des acquisitions, les coûts de restructuration et les activités de crédit structuré en voie de liquidation.

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2013, nous avons adopté plusieurs prises de position en comptabilité, certaines nouvelles et d'autres modifiées, qu'a publiées l'International Accounting Standards Board (IASB) et qui sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une bic. Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au deuxième trimestre de 2014, les ajustements sur une bic ont totalisé 138 millions de dollars, contre 85 millions au premier trimestre de 2014 et 71 millions au deuxième trimestre de 2013.

### Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

Tableau 10

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	1 764	1 800	1 668	3 564	3 378
Revenus autres que d'intérêts	559	550	529	1 109	1 065
Total des revenus (bic)	2 323	2 350	2 197	4 673	4 443
Dotation à la provision pour pertes sur créances	183	160	208	343	368
Charges autres que d'intérêts	1 282	1 314	1 225	2 596	2 462
Bénéfice avant impôts sur le résultat	858	876	764	1 734	1 613
Impôts sur le résultat (bic)	223	226	192	449	415
Bénéfice net comptable	635	650	572	1 285	1 198
Bénéfice net ajusté	649	664	586	1 313	1 228
Hausse du bénéfice net (%)	11,2	3,8	0,7	7,3	3,2
Hausse des revenus (%)	5,8	4,6	(0,4)	5,2	(1,1)
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	4,7	6,3	1,0	5,5	(0,8)
Rendement des capitaux propres (%)	16,2	16,4	16,7	16,3	17,5
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	16,5	16,8	17,1	16,7	17,9
Levier d'exploitation (%)	1,1	(1,7)	(1,4)	(0,3)	(0,3)
Levier d'exploitation ajusté (%)	0,9	(2,0)	(1,9)	(0,5)	(0,7)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	55,2	55,9	55,8	55,6	55,4
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	54,4	55,1	54,8	54,7	54,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,90	2,93	3,03	2,91	3,04
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	249,8	244,0	225,9	246,8	223,8
Solde moyen des prêts et acceptations courants (en milliards de dollars)	247,4	242,1	223,7	244,7	221,5
Solde moyen des dépôts (en milliards de dollars)	187,8	186,0	172,8	186,9	171,2

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	1 150	1 194	1 085	2 344	2 208
Revenus autres que d'intérêts	410	408	388	818	768
Total des revenus (bic)	1 560	1 602	1 473	3 162	2 976
Dotation à la provision pour pertes sur créances	133	141	153	274	281
Charges autres que d'intérêts	784	813	764	1 597	1 544
Bénéfice avant impôts sur le résultat	643	648	556	1 291	1 151
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	163	164	135	327	283
Bénéfice net comptable	480	484	421	964	868
Bénéfice net ajusté	482	486	422	968	872
Revenus des services aux particuliers	1 029	1 057	977	2 086	1 972
Revenus des services aux entreprises	531	545	496	1 076	1 004
Hausse du bénéfice net (%)	14,3	8,2	(1,6)	11,1	0,7
Hausse des revenus (%)	6,0	6,5	(0,1)	6,2	(0,1)
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	2,7	4,2	3,2	3,5	2,1
Levier d'exploitation (%)	3,3	2,3	(3,3)	2,7	(2,2)
Ratio d'efficience (%) (bic)	50,2	50,8	51,8	50,5	51,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,58	2,61	2,64	2,60	2,67
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	182,9	181,2	168,2	182,0	166,7
Solde moyen des prêts et acceptations courants (en milliards de dollars)	187,2	185,6	171,8	186,3	170,2
Solde moyen des dépôts (en milliards de dollars)	123,0	122,5	112,2	122,7	111,2

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net de PE Canada, soit 480 millions de dollars, s'est accru de 59 millions ou de 14 % sur un an. Les revenus se sont renforcés de 87 millions ou de 6 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la forte hausse des soldes et des commissions, ce qui a été atténué par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts, laquelle s'est repliée de 6 points de base pour s'établir à 2,58 %. Ce repli a été causé par des changements dans la composition des produits. À 3,3 %, le levier d'exploitation a été fort élevé et a, pour un troisième trimestre consécutif, dépassé les 2 %.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 52 millions de dollars en regard d'il y a un an à cause des répercussions de la progression des soldes et des commissions, ce qui a été contrebalancé en partie par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Le total des soldes des prêts aux particuliers (exclusion faite des cartes de crédit) a augmenté de 9 % sur un an. Les soldes des dépôts des particuliers se sont accrus de 10 % sur douze mois grâce principalement à l'augmentation des dépôts à terme.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 35 millions de dollars, ce qui témoigne de l'accroissement des soldes et des commissions, facteur qui a été annulé en partie par la contraction de la marge nette d'intérêts. La croissance des soldes des prêts aux entreprises (exclusion faite des cartes de crédit des entreprises) a été de 10 % sur un an et la hausse des soldes de leurs dépôts a atteint 9 %.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 20 millions de dollars ou de 13 % en raison de la baisse des dotations relatives aux portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 20 millions ou de 3 % en raison d'investissements continus dans les activités.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 15,4 milliards de dollars ou de 9 % par rapport à il y a un an, et les dépôts se sont accrus de 10,8 milliards ou de 10 %.

### Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est comprimé de 4 millions de dollars en regard du trimestre précédent parce que le trimestre a compté trois jours de moins, facteur qui a été contrebalancé en grande partie par le recul des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les revenus se sont affaiblis de 42 millions ou de 3 %, ce qui témoigne surtout du nombre moins élevé de jours. La marge nette d'intérêts s'est comprimée de 3 points de base en raison de changements dans la composition des produits, ce qui inclut le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont baissé de 28 millions de dollars et ceux de l'unité des services bancaires aux entreprises ont reculé de 14 millions, ce qui a découlé principalement des trois jours de moins du trimestre.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 8 millions de dollars puisque la baisse de celles relatives au portefeuille de prêts aux entreprises a été contrebalancée en partie par la hausse de celles ayant trait au portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts ont reculé de 29 millions ou de 4 % à cause surtout de la baisse des frais liés au personnel, du nombre moins élevé de jours et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 1,6 milliard de dollars ou de 1 % par rapport au trimestre précédent, et les dépôts se sont accrus de 0,5 milliard.

## Comparaison du premier semestre de 2014 et du premier semestre de 2013

Le bénéfice net s'est accru de 96 millions de dollars ou de 11 % sur un an. Les revenus se sont renforcés de 186 millions ou de 6 % en raison de la hausse des soldes et des commissions, ce qui a été atténué par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts. Le levier d'exploitation a été fort élevé, atteignant 2,7 %.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 7 millions de dollars car la baisse de celles relatives aux prêts aux particuliers a été atténuée par la hausse de celles imputées au titre du portefeuille de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 53 millions ou de 3 % en raison d'investissements continus dans les activités.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 16,2 milliards de dollars ou de 10 %, et les dépôts se sont accrus de 11,5 milliards ou de 10 %. Les taux de croissance des prêts et des dépôts ont été plus élevés que ceux enregistrés un an plus tôt.

### Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

Tableau 12

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	557	561	573	1 118	1 162
Revenus autres que d'intérêts	134	132	138	266	295
Total des revenus (bic)	691	693	711	1 384	1 457
Dotation à la provision pour pertes sur créances	45	18	53	63	86
Charges autres que d'intérêts	451	464	453	915	912
Bénéfice avant impôts sur le résultat	195	211	205	406	459
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	55	58	57	113	131
Bénéfice net comptable	140	153	148	293	328
Bénéfice net ajusté	151	164	159	315	353
Hausse du bénéfice net (%)	(5,5)	(14,8)	5,1	(10,6)	9,8
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	(5,9)	(15,0)	2,2	(10,8)	6,8
Hausse des revenus (%)	(2,6)	(7,2)	(3,7)	(5,0)	(3,6)
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	(0,4)	1,1	(4,8)	0,4	(5,7)
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	0,3	2,0	(4,0)	1,1	(5,0)
Levier d'exploitation (%)	(2,2)	(8,3)	1,1	(5,4)	2,1
Levier d'exploitation ajusté (%)	(2,9)	(9,2)	0,3	(6,1)	1,4
Ratio d'efficacité (%) (bic)	65,3	67,0	63,8	66,1	62,6
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	63,1	64,6	61,3	63,8	60,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,76	3,83	4,10	3,80	4,11
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	60,7	58,1	56,7	59,4	56,7
Solde moyen des prêts et acceptations courants (en milliards de dollars)	54,6	52,4	51,0	53,5	51,0
Solde moyen des dépôts (en milliards de dollars)	58,8	58,9	59,5	58,8	59,6

(équivalents en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Revenus nets d'intérêts (bic)	614	606	583	1 220	1 170
Revenus autres que d'intérêts	149	142	141	291	297
Total des revenus (bic)	763	748	724	1 511	1 467
Dotation à la provision pour pertes sur créances	50	19	55	69	87
Charges autres que d'intérêts	498	501	461	999	918
Bénéfice avant impôts sur le résultat	215	228	208	443	462
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	60	62	57	122	132
Bénéfice net comptable	155	166	151	321	330
Bénéfice net ajusté	167	178	164	345	356
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	66,9	62,8	57,7	64,8	57,1
Solde moyen des prêts et acceptations courants (en milliards de dollars)	60,2	56,6	51,9	58,4	51,3
Solde moyen des dépôts (en milliards de dollars)	64,9	63,6	60,6	64,2	60,0

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2013 (en dollars américains)

Le bénéfice net s'est dégagé à 140 millions de dollars et, après ajustement, il a été de 151 millions, ayant fléchi de 8 millions ou de 6 % en regard de celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus se sont chiffrés à 691 millions de dollars, ce qui signale une baisse de 20 millions ou de 3 % comparativement à ceux d'il y a un an étant donné que les avantages de la forte hausse des prêts aux entreprises ont été plus que contrebalancés par le recul de la marge nette d'intérêts et la réduction des profits sur les ventes de nouveaux prêts hypothécaires. La marge nette d'intérêts a reculé de 34 points de base pour s'établir à 3,76 % en raison surtout de la diminution des marges sur les prêts qu'ont causée la concurrence exercée par les taux, les changements dans la composition des produits, ce qui inclut le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts, et le repli des marges sur les dépôts dans un contexte de faibles taux d'intérêt.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances se sont situées à 45 millions de dollars, ayant baissé de 8 millions grâce au recul de celles relatives au portefeuille de prêts aux particuliers, facteur qui a été contrebalancé par l'accroissement des dotations à la provision au titre du portefeuille de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts ont été de 451 millions et 436 millions après ajustement, n'ayant pour ainsi dire pas changé sur un an.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants, à savoir 54,6 milliards de dollars, a augmenté de 3,6 milliards ou de 7 % sur un an. Le portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base a continué de s'élargir fortement, affichant un taux de croissance à deux chiffres et s'étant accru de 4,2 milliards sur douze mois, pour atteindre 26,3 milliards. En outre, nos portefeuilles de prêts immobiliers commerciaux et de prêts automobiles indirects ont eux aussi affiché une hausse en comparaison de la même période de l'exercice précédent. Comme prévu, des baisses se sont produites dans certains portefeuilles de prêts, dont celui des prêts hypothécaires, en raison des répercussions de notre stratégie qui consiste à vendre sur le marché secondaire la majeure partie des prêts hypothécaires que nous montons. À 58,8 milliards, le solde moyen des dépôts a fléchi de 0,7 milliard en regard de la même période un an plus tôt car l'essor de notre entité de services aux entreprises et la croissance des comptes de chèques des particuliers ont été plus qu'annulés par la baisse, d'ailleurs prévue, des soldes de dépôts à terme, dont les coûts sont plus élevés, ainsi que par le transfert, à la Gestion de patrimoine, de certains soldes des clients au début du présent exercice.

#### **Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2014 (en dollars américains)**

Avant et après ajustement, le bénéfice net a fléchi de 13 millions de dollars ou de 8 % par rapport au trimestre précédent puisque les avantages de la réduction des charges ont été plus qu'annulés par la hausse des dotations à la provision pour créances et le nombre moins élevé de jours.

Les revenus ont, malgré l'incidence de la plus courte durée du trimestre, été stables grâce à la forte hausse des prêts aux entreprises, déduction faite de la baisse des revenus autres que d'intérêts liés aux prêts hypothécaires. L'augmentation marquée des prêts aux entreprises au cours du trimestre a été le principal facteur à l'origine du recul de 7 points de base de la marge nette d'intérêts. Les marges sur les prêts et les dépôts sont demeurées stables.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté de 27 millions de dollars à cause de l'accroissement de celles liées au portefeuille de prêts aux entreprises, lesquelles avaient été faibles au premier trimestre. Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 13 millions ou de 3 %. Après ajustement, elles ont fléchi de 12 millions ou de 2 %, en raison surtout de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, et d'autres baisses qu'a permises l'attention soutenue qui est accordée à la productivité, déduction faite des coûts associés aux changements de nature réglementaire.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 2,2 milliards de dollars ou de 4 % par rapport au trimestre précédent, ce qui signale une saine croissance pour un sixième trimestre consécutif. Le solde moyen des dépôts est demeuré pour ainsi dire le même car la hausse des soldes de comptes de chèques a été contrebalancée par le recul prévu des soldes des dépôts à terme, dont les coûts sont plus élevés.

#### **Comparaison du premier semestre de 2014 et du premier semestre de 2013 (en dollars américains)**

Le bénéfice net s'est dégagé à 293 millions de dollars, ayant fléchi de 35 millions ou de 11 %. Après ajustement, il a été de 315 millions, ce qui traduit une baisse de 38 millions ou de 11 %, laquelle a découlé essentiellement de la dégradation des revenus.

Les revenus se sont chiffrés à 1 384 millions de dollars, s'étant affaiblis de 73 millions ou de 5 %. Les avantages de la forte hausse des prêts aux entreprises ont été plus que contrebalancés par le recul de la marge nette d'intérêts et des profits sur les ventes de nouveaux prêts hypothécaires. La marge nette d'intérêts s'est repliée de 31 points de base pour s'établir à 3,80 %, ce qui a été causé principalement par la diminution des marges sur les prêts en raison de la concurrence exercée par les taux, des changements dans la composition des produits, ce qui inclut le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts, et le repli des marges sur les dépôts dans un contexte de faibles taux d'intérêt.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances se sont situées à 63 millions de dollars, ayant baissé de 23 millions sur un an. Les charges autres que d'intérêts ont été de 915 millions et ont ainsi augmenté de 3 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 884 millions, ce qui représente une hausse de 10 millions ou 1 %. Nous continuons de mettre l'accent sur la productivité tout en effectuant des investissements ciblés dans nos activités et en nous adaptant aux changements d'ordre réglementaire.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants, à savoir 53,5 milliards de dollars, a augmenté de 2,5 milliards ou de 5 % sur un an, alors que les dépôts ont reculé de 0,8 milliard pour se situer à 58,8 milliards.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Gestion de patrimoine

## Tableau 13

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	135	140	133	275	269
Revenus autres que d'intérêts	743	727	630	1 470	1 272
Total des revenus (bic)	878	867	763	1 745	1 541
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	2	(1)	1	1	3
Charges autres que d'intérêts	630	644	587	1 274	1 158
Bénéfice avant impôts sur le résultat	246	224	175	470	380
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	52	49	35	101	78
Bénéfice net comptable	194	175	140	369	302
Bénéfice net ajusté	200	183	147	383	315
Hausse du bénéfice net (%)	38,4	7,7	(5,2)	21,9	19,3
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	36,1	8,3	(3,9)	21,2	19,5
Hausse des revenus (%)	15,0	11,4	2,7	13,2	7,1
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	7,2	12,9	6,2	10,0	4,4
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	7,4	12,7	6,0	10,0	4,1
Rendement des capitaux propres (%)	23,8	20,8	19,7	22,3	21,4
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	24,6	21,7	20,7	23,1	22,3
Levier d'exploitation (%)	7,8	(1,5)	(3,5)	3,2	2,7
Levier d'exploitation ajusté (%)	7,6	(1,3)	(3,3)	3,2	3,0
Ratio d'efficacité (%) (bic)	71,7	74,3	77,0	73,0	75,1
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	70,7	73,1	75,8	71,9	74,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,64	2,73	2,83	2,68	2,85
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	20,9	20,4	19,4	20,7	19,1
Solde moyen des prêts et acceptations courants (en milliards de dollars)	12,8	12,6	11,8	12,7	11,6
Solde moyen des dépôts (en milliards de dollars)	24,8	25,2	23,3	25,0	22,5

## États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Total des revenus (bic)	176	178	176	354	349
Charges autres que d'intérêts	148	157	147	305	292
Bénéfice net comptable	19	17	20	36	38
Bénéfice net ajusté	24	22	26	46	49
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	3,0	2,9	2,6	3,0	2,6
Solde moyen des prêts et acceptations courants (en milliards de dollars)	2,6	2,5	2,5	2,6	2,5
Solde moyen des dépôts (en milliards de dollars)	5,7	5,9	5,1	5,8	5,0

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2013

La Gestion de patrimoine a constaté de très bons résultats pour le trimestre. Le bénéfice net, au montant de 194 millions de dollars, s'est accru de 54 millions ou de 38 % en regard d'un an plus tôt et, après ajustement, il s'est dégagé à 200 millions, s'étant renforcé de 53 millions ou de 36 %. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 139 millions, pour une hausse de 27 millions ou de 23 %, ce qui témoigne de l'accroissement marqué des actifs des clients. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 61 millions, ayant progressé de 26 millions sur douze mois puisque le bénéfice net ajusté de cette période avait été affaibli par des variations défavorables des taux d'intérêt à long terme. Les activités d'assurance sous-jacentes ont continué d'afficher un bon rendement.

Les revenus ont augmenté de 115 millions de dollars ou de 15 % en regard d'il y a un an, pour se situer à 878 millions. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 776 millions, s'étant améliorés de 76 millions ou de 11 % grâce à la progression des revenus de toutes les activités, ce qui a été stimulé par la forte croissance des actifs des clients. Les revenus tirés des activités d'assurance se sont chiffrés à 102 millions, ce qui signale une amélioration de 39 millions ou de 63 % attribuable aux facteurs précités. L'appréciation du dollar américain a haussé les revenus de 15 millions ou de 2 %.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 630 millions de dollars, pour une hausse de 43 millions ou de 7 % sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 621 millions, ayant augmenté de 42 millions ou de 7 % en raison surtout de la hausse de celles liées aux revenus. L'appréciation du dollar américain a accru de 12 millions ou de 2 % les charges ajustées.

Ayant atteint 612 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 91 milliards ou de 17 % par rapport à il y a un an grâce à la progression des marchés, à l'appréciation du dollar américain et à la croissance des nouveaux actifs des clients.

#### **Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2014**

Le bénéfice net s'est renforcé de 19 millions de dollars ou de 11 % et, après ajustement, il a augmenté de 17 millions ou de 10 % par rapport au premier trimestre. Le bénéfice net ajusté qu'ont dégagé les activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élargi de 16 millions ou de 14 %. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a augmenté de 1 million ou de 2 %.

Les revenus se sont améliorés de 11 millions de dollars ou de 1 %. Même si le trimestre a compté trois jours de moins, les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont accrus de 8 millions ou de 1 % grâce à l'accroissement des actifs des clients. Les revenus des activités d'assurance se sont accrus de 3 millions ou de 2 %.

Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 14 millions de dollars ou de 2 %. Après ajustement, elles se sont repliées de 13 millions ou de 2 % puisque celles du trimestre précédent tenaient compte de l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, facteur qui a été contrebalancé en partie par la hausse des charges liées aux revenus dans le trimestre à l'étude.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 15 milliards de dollars ou de 2 % grâce essentiellement à l'appréciation des marchés et à la hausse des nouveaux actifs des clients.

#### **Comparaison du premier semestre de 2014 et du premier semestre de 2013**

Le bénéfice net, au montant de 369 millions de dollars, s'est accru de 67 millions ou de 22 % en regard d'un an plus tôt et, après ajustement, il s'est dégagé à 383 millions, s'étant renforcé de 68 millions ou de 21 %. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 262 millions, pour une hausse de 46 millions ou de 20 %. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 121 millions, ayant progressé de 22 millions ou de 23 % sur douze mois puisque le bénéfice net ajusté du même semestre de 2013 avait été affaibli par des variations défavorables des taux d'intérêt à long terme. Les activités sous-jacentes d'assurance vie et d'assurance crédit ont poursuivi leur essor.

Les revenus ont augmenté de 204 millions de dollars ou de 13 % en regard d'il y a un an, pour se situer à 1 745 millions. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 544 millions, s'étant améliorés de 166 millions ou de 12 % grâce à la progression des revenus de toutes les activités, ce qui a été stimulé par la forte croissance des actifs des clients et l'élargissement des volumes des transactions. Les revenus tirés des activités d'assurance se sont chiffrés à 201 millions, ce qui signale une hausse de 38 millions ou de 23 % attribuable aux facteurs précités. L'appréciation du dollar américain a haussé les revenus de 30 millions ou de 2 %.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 274 millions de dollars, pour une hausse de 116 millions ou de 10 % sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 1 255 millions, ayant augmenté de 114 millions ou de 10 % en raison surtout de la hausse de celles liées aux revenus et des coûts de soutien. L'appréciation du dollar américain a accru de 25 millions ou de 2 % les charges ajustées.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de la Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>328</b>	261	289	<b>589</b>	578
Revenus autres que d'intérêts	<b>625</b>	713	551	<b>1 338</b>	1 157
Total des revenus (bic)	<b>953</b>	974	840	<b>1 927</b>	1 735
Recouvrement de pertes sur créances	<b>(4)</b>	(1)	(6)	<b>(5)</b>	(21)
Charges autres que d'intérêts	<b>581</b>	609	511	<b>1 190</b>	1 035
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>376</b>	366	335	<b>742</b>	721
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	<b>71</b>	89	74	<b>160</b>	162
Bénéfice net comptable	<b>305</b>	277	261	<b>582</b>	559
Bénéfice net ajusté	<b>306</b>	277	262	<b>583</b>	560
Revenus des produits de négociation	<b>599</b>	590	544	<b>1 189</b>	1 080
Revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés	<b>354</b>	384	296	<b>738</b>	655
Hausse du bénéfice net (%)	<b>17,0</b>	(7,2)	17,0	<b>4,1</b>	27,7
Hausse des revenus (%)	<b>13,6</b>	8,8	7,0	<b>11,1</b>	11,7
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	<b>13,6</b>	16,3	7,4	<b>14,9</b>	7,0
Rendement des capitaux propres (%)	<b>20,8</b>	18,8	18,3	<b>19,8</b>	19,4
Levier d'exploitation (%)	-	(7,5)	(0,4)	<b>(3,8)</b>	4,7
Ratio d'efficience (%) (bic)	<b>61,0</b>	62,5	61,0	<b>61,8</b>	59,7
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	<b>0,59</b>	0,48	0,59	<b>0,53</b>	0,58
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	<b>227,2</b>	217,0	202,2	<b>222,0</b>	201,6
Actif moyen (en milliards de dollars)	<b>265,2</b>	255,2	251,0	<b>260,1</b>	252,0
Solde moyen des prêts et acceptations courants (en milliards de dollars)	<b>30,4</b>	27,9	25,5	<b>29,1</b>	24,7
Solde moyen des dépôts (en milliards de dollars)	<b>137,6</b>	130,9	123,3	<b>134,2</b>	120,7

**États-Unis – Points saillants** (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Total des revenus (bic)	<b>295</b>	348	262	<b>643</b>	549
Charges autres que d'intérêts	<b>224</b>	229	206	<b>453</b>	415
Bénéfice net comptable	<b>63</b>	88	47	<b>151</b>	131
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	<b>82,5</b>	75,6	81,4	<b>79,0</b>	77,6
Actif moyen (en milliards de dollars)	<b>92,5</b>	86,3	99,3	<b>89,3</b>	96,7
Solde moyen des prêts et acceptations courants (en milliards de dollars)	<b>9,6</b>	9,0	9,3	<b>9,3</b>	9,0
Solde moyen des dépôts (en milliards de dollars)	<b>60,8</b>	55,4	65,0	<b>58,0</b>	62,6

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2013**

Le bénéfice net s'est chiffré à 305 millions de dollars, en hausse de 44 millions ou de 17 % par rapport à celui du même trimestre de l'exercice précédent, ce qui est imputable à la hausse marquée des revenus tirés de l'ensemble des activités et à un taux d'impôt plus favorable. Le rendement des capitaux propres a été fort élevé, soit 20,8 %, contre 18,3 % il y a un an.

Les revenus se sont accrus de 113 millions de dollars ou de 14 % sur douze mois. Ceux des activités de banque d'affaires et services aux sociétés ont progressé grâce à l'amélioration des profits sur titres, des prêts de l'unité des services aux sociétés et des commissions de prise ferme d'actions et de titres d'emprunt. Quant aux revenus tirés des produits de négociation, ils se sont raffermis en raison des transactions sur les actions et les produits de change, ce qui a bénéficié de l'essor des volumes des clients et de bonnes conditions de marché. Ces facteurs ont plus que compensé le repli du niveau d'activités menées pour les clients et le ralentissement du marché de la négociation de taux d'intérêt. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 25 millions ou de 3 % sur un an.

Les recouvrements de pertes sur créances ont fléchi de 2 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 70 millions ou de 14 % à cause de la hausse des frais liés au personnel et des coûts de soutien, facteurs imputables à l'évolution du cadre commercial et réglementaire. L'appréciation du dollar américain a accru les charges de 19 millions ou de 4 % en regard de ce qu'elles étaient un an plus tôt.

**Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2014**

Le bénéfice net s'est accru de 28 millions de dollars ou de 10 % en regard du trimestre précédent puisque la baisse des revenus a été plus qu'annulée par celle des charges et par un taux d'impôt plus favorable. Les revenus se sont repliés de 21 millions ou de 2 % car ceux des activités de banque d'affaires et services aux sociétés ont diminué à cause de la réduction des commissions tirées des services de banque d'affaires ainsi que des profits sur titres. Quant aux revenus générés par les produits de négociation, ils se sont raffermis grâce aux transactions sur les actions et les produits de change, ces derniers ayant bénéficié de l'essor des volumes des clients et de bonnes conditions de marché. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le repli du niveau d'activités menées pour les clients et le ralentissement du marché de la négociation de taux d'intérêt.

Les recouvrements de pertes sur créances ont augmenté de 3 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêt ont diminué de 28 millions ou de 5 % à cause de la baisse des frais liés au personnel, dont les indemnités de départ et la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, laquelle est toujours passée en charges dans le premier trimestre de l'exercice.

## Comparaison du premier semestre de 2014 et du premier semestre de 2013

Le bénéfice net s'est chiffré à 582 millions de dollars, en hausse de 23 millions ou de 4 % par rapport à celui du même semestre de l'exercice précédent. Les revenus se sont accrus de 192 millions ou de 11 % sur douze mois, ce qui a découlé des excellents résultats constatés à ce chapitre par toutes les activités et plus particulièrement par notre unité aux États-Unis. Soutenues par l'amélioration des profits sur titres des activités de services aux sociétés et de banque d'affaires, par la hausse des commissions de prise ferme d'actions et de titres d'emprunt et par l'accroissement des revenus générés par les prêts, ces activités ont affiché un très bon rendement. Quant à l'unité des produits de négociation, elle a gagné de meilleurs revenus de négociation, ce qui a résulté du volume plus élevé de transactions sur les actions et les produits de change ainsi que de la progression des commissions et droits sur titres. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 55 millions ou de 3 % sur un an.

Les recouvrements de pertes sur créances ont fléchi de 16 millions de dollars par rapport au même semestre de l'exercice précédent à cause de la diminution de tels recouvrements et des nouvelles dotations. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 155 millions ou de 15 % à cause de la hausse des frais liés au personnel, dont les indemnités de départ, et des coûts de soutien, facteurs imputables à l'évolution du cadre commercial et réglementaire. L'appréciation du dollar américain a accru les charges de 38 millions ou de 4 % en regard de ce qu'elles étaient un an plus tôt.

### Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

Tableau 15

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(26)	(3)	110	(29)	287
Compensation sur une bic des groupes	(138)	(85)	(71)	(223)	(135)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(164)	(88)	39	(252)	152
Revenus autres que d'intérêts	51	19	54	70	54
Total des revenus (bic)	(113)	(69)	93	(182)	206
Recouvrement de pertes sur créances	(19)	(59)	(59)	(78)	(28)
Charges autres que d'intérêts	101	117	227	218	465
Perte avant impôts sur le résultat	(195)	(127)	(75)	(322)	(231)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(137)	(86)	(64)	(223)	(170)
Perte nette comptable	(58)	(41)	(11)	(99)	(61)

### Résultats ajustés

Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes, après ajustement	(26)	(3)	(65)	(29)	(100)
Compensation sur une bic des groupes	(138)	(85)	(71)	(223)	(135)
Revenus nets d'intérêts, après ajustement (bic)	(164)	(88)	(136)	(252)	(235)
Revenus autres que d'intérêts, après ajustement	51	19	44	70	36
Total des revenus ajustés (bic)	(113)	(69)	(92)	(182)	(199)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(19)	(59)	(94)	(78)	(145)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	101	117	92	218	235
Perte nette après ajustement	(58)	(41)	(11)	(99)	(90)

### Recouvrement de pertes sur créances des Services d'entreprise

Prêts immobiliers douteux	(3)	14	2	11	(3)
Intérêts sur les prêts douteux	8	10	11	18	24
Prêts douteux acquis	(45)	(117)	(107)	(162)	(166)
Prêts productifs acquis	21	34	-	55	-
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(19)	(59)	(94)	(78)	(145)
Dotation à la provision générale	-	-	(30)	-	(30)
Prêts productifs acquis	-	-	65	-	147
Recouvrement de pertes sur créances, résultat comptable	(19)	(59)	(59)	(78)	(28)
Solde moyen des prêts et acceptations	487	563	1 068	525	1 129
Prêts et acceptations à la fin de la période	399	559	995	399	995

### États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Total des revenus (bic)	(18)	(23)	77	(41)	203
Recouvrement de pertes sur créances	(23)	(48)	(79)	(71)	(55)
Charges autres que d'intérêts	49	13	89	62	228
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(25)	(5)	34	(30)	4
Bénéfice net (perte) comptable	(19)	17	33	(2)	26
Total des revenus ajustés (bic)	(18)	(23)	(96)	(41)	(182)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(18)	(57)	(93)	(75)	(148)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	49	13	30	62	77
Bénéfice net (perte), après ajustement	(22)	22	(29)	-	(61)

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations. Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. L'unité Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services opérationnels, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts des unités fonctionnelles et des services de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes relativement peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats opérationnels ajustés des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion de l'actif et du passif, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats attribuables à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers et les répercussions de la comptabilisation des prêts acquis. Les résultats comptables des Services d'entreprise en 2013 et dans les exercices antérieurs tiennent compte d'un certain nombre d'éléments et d'activités qui sont ignorés dans les résultats ajustés de BMO afin de faciliter l'évaluation de son rendement. Ces éléments d'ajustement ne reflètent pas les résultats opérationnels de base et sont décrits dans la section Mesures non conformes aux PCGR.

## **Analyse des résultats financiers**

### **Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du deuxième trimestre de 2013**

La perte nette comptable et ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 58 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 11 millions pour la même période de l'exercice précédent. Son augmentation a découlé essentiellement du recul des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis.

### **Comparaison du deuxième trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2014**

La perte nette comptable et ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 58 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 41 millions pour le trimestre précédent. Sa dégradation a résulté surtout du recul des recouvrements relatifs au portefeuille de prêts douteux acquis, ce qui a été atténué par la réduction des charges.

### **Comparaison du premier semestre de 2014 et du premier semestre de 2013**

La perte nette comptable et ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 99 millions de dollars pour le semestre, comparativement à une perte nette comptable de 61 millions et à une perte nette ajustée de 90 millions pour la période correspondante il y a un an. Les résultats ajustés ont diminué en raison du recul des recouvrements nets liés au portefeuille de prêts douteux acquis, ce qui a résulté principalement des dotations à la provision spécifique eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis, facteur qui a été atténué par l'amélioration des revenus et la réduction des charges.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans ce Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 16 ci-dessous. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu des éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc aucun sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Le profit économique net correspond au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, avant déduction de l'incidence après impôts de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, moins une charge au titre du capital, et est considéré comme une mesure raisonnable de la valeur économique ajoutée.

Mesures non conformes aux PCGR		Tableau 16				
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)		T2-2014	T1-2014	T2-2013	Cumul 2014	Cumul 2013
<b>Résultats comptables</b>						
Revenus		4 041	4 122	3 893	8 163	7 925
Dotation à la provision pour pertes sur créances		(162)	(99)	(144)	(261)	(322)
Charges autres que d'intérêts		(2 594)	(2 684)	(2 550)	(5 278)	(5 120)
Bénéfice avant impôts sur le résultat		1 285	1 339	1 199	2 624	2 483
Charge d'impôts sur le résultat		(209)	(278)	(237)	(487)	(485)
Bénéfice net		1 076	1 061	962	2 137	1 998
BPA (\$)		1,60	1,58	1,40	3,18	2,91
<b>Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)</b>						
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis (voir * ci-dessous)		-	-	119	-	247
Coûts d'intégration des acquisitions 2)		-	-	(50)	-	(142)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)		(28)	(31)	(31)	(59)	(62)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances		-	-	22	-	22
Activités de crédit structuré en voie de liquidation 4)		-	-	6	-	13
Coûts de restructuration 5)		-	-	(82)	-	(82)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts		(28)	(31)	(16)	(59)	(4)
<b>Éléments d'ajustement (après impôts) 1)</b>						
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis (voir * ci-dessous)		-	-	73	-	152
Coûts d'intégration des acquisitions 2)		-	-	(31)	-	(88)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)		(21)	(22)	(22)	(43)	(44)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances		-	-	11	-	11
Activités de crédit structuré en voie de liquidation 4)		-	-	6	-	13
Coûts de restructuration 5)		-	-	(59)	-	(59)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts		(21)	(22)	(22)	(43)	(15)
Incidence sur le BPA (\$) :		(0,03)	(0,03)	(0,04)	(0,06)	(0,03)
<b>Résultats ajustés</b>						
Revenus		4 041	4 122	3 708	8 163	7 520
Dotation à la provision pour pertes sur créances		(162)	(99)	(109)	(261)	(205)
Charges autres que d'intérêts		(2 566)	(2 653)	(2 384)	(5 219)	(4 828)
Bénéfice avant impôts sur le résultat		1 313	1 370	1 215	2 683	2 487
Charge d'impôts sur le résultat		(216)	(287)	(231)	(503)	(474)
Bénéfice net ajusté		1 097	1 083	984	2 180	2 013
BPA (\$) :		1,63	1,61	1,44	3,24	2,94
* Les éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis sont constitués des montants suivants :						
Revenus		-	-	176	-	386
Dotation à la provision pour pertes sur créances		-	-	(57)	-	(139)
Augmentation du bénéfice avant impôts		-	-	119	-	247
Charge d'impôts sur le résultat		-	-	(46)	-	(95)
Augmentation du bénéfice net comptable après impôts		-	-	73	-	152

1) Les éléments d'ajustement sont imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, est ventilé aux groupes d'exploitation.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

3) Ces charges ont été désignées comme des éléments d'ajustement puisque l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions peut ne pas avoir été considéré comme une charge pertinente au moment de la décision d'achat. Elles ont été imputées aux charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation comme suit :

- Au deuxième trimestre de 2014 : PE Canada, 2 millions de dollars avant et après impôts; PE États-Unis, 16 millions (12 millions après impôts); Gestion de patrimoine, 9 millions (6 millions après impôts); et BMO Marchés des capitaux, 1 million avant et après impôts.
- Au premier trimestre de 2014 : PE Canada, 3 millions de dollars (2 millions après impôts); PE États-Unis, 18 millions (12 millions après impôts); et Gestion de patrimoine, 10 millions (8 millions après impôts).
- Au deuxième trimestre de 2013 : PE Canada, 3 millions de dollars (1 million après impôts); PE États-Unis, 19 millions (13 millions après impôts); Gestion de patrimoine, 8 millions (7 millions après impôts); et BMO Marchés des capitaux, 1 million avant et après impôts.
- Au premier semestre de 2014 : PE Canada, 5 millions de dollars (4 millions de dollars après impôts); PE États-Unis, 34 millions (24 millions après impôts); Gestion de patrimoine, 19 millions (14 millions après impôts); et BMO Marchés des capitaux, 1 million avant et après impôts.
- Au premier semestre de 2013 : PE Canada, 6 millions de dollars (4 millions de dollars après impôts); PE États-Unis, 38 millions (26 millions après impôts); Gestion de patrimoine, 17 millions (13 millions après impôts); et BMO Marchés des capitaux, 1 million avant et après impôts.

4) Se composent essentiellement des changements d'évaluation associés à ces activités, qui sont pour la plupart prises en compte dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts.

5) Charge de restructuration visant à harmoniser notre structure de coûts et le contexte commercial actuel et futur dans le cadre d'une initiative de plus vaste portée qui vise à rehausser la productivité.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice 1)

Tableau 17

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012
Total des revenus	<b>4 041</b>	4 122	4 138	4 000	3 893	4 032	4 129	3 827
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances (voir ci-dessous)	<b>162</b>	99	189	56	174	178	216	229
Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	-	-	20	(30)	-	(24)	8
Charges autres que d'intérêts	<b>2 594</b>	2 684	2 580	2 526	2 550	2 570	2 679	2 457
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	<b>1 076</b>	1 061	1 074	1 123	962	1 036	1 073	962
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	<b>1 097</b>	1 083	1 088	1 122	984	1 029	1 116	1 005
Bénéfice de base par action (\$)	<b>1,61</b>	1,58	1,60	1,67	1,41	1,51	1,57	1,41
Bénéfice dilué par action (\$)	<b>1,60</b>	1,58	1,60	1,66	1,40	1,51	1,57	1,41
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	<b>1,63</b>	1,61	1,62	1,66	1,44	1,50	1,64	1,47
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	<b>1,59</b>	1,62	1,69	1,78	1,82	1,87	1,86	1,90
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen, après ajustement (%)	<b>1,59</b>	1,62	1,60	1,65	1,67	1,70	1,70	1,72
Taux d'impôt effectif (%)	<b>16,2</b>	20,8	21,6	19,7	19,8	19,3	14,7	15,1
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	<b>16,5</b>	20,9	21,5	19,2	19,0	19,0	17,1	16,0
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	<b>1,10</b>	1,08	1,04	1,04	1,02	1,00	0,99	1,02
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances								
PE Canada	<b>133</b>	141	166	125	153	128	146	146
PE États-Unis	<b>50</b>	19	96	40	55	32	75	76
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>183</b>	160	262	165	208	160	221	222
Gestion de patrimoine	<b>2</b>	(1)	1	(1)	1	2	11	5
BMO Marchés des capitaux	<b>(4)</b>	(1)	(17)	2	(6)	(15)	(4)	-
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(19)</b>	(59)	(57)	(110)	(29)	31	(12)	2
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de BMO Groupe financier	<b>162</b>	99	189	56	174	178	216	229
Bénéfice net comptable								
PE Canada	<b>480</b>	484	458	486	421	447	436	452
PE États-Unis	<b>155</b>	166	102	149	151	179	135	136
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>635</b>	650	560	635	572	626	571	588
Gestion de patrimoine	<b>194</b>	175	311	217	140	162	164	110
BMO Marchés des capitaux	<b>305</b>	277	217	268	261	298	307	240
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(58)</b>	(41)	(14)	3	(11)	(50)	31	24
Bénéfice net de BMO Groupe financier	<b>1 076</b>	1 061	1 074	1 123	962	1 036	1 073	962
Bénéfice net ajusté								
PE Canada	<b>482</b>	486	461	489	422	450	438	455
PE États-Unis	<b>167</b>	178	114	161	164	192	151	152
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>649</b>	664	575	650	586	642	589	607
Gestion de patrimoine	<b>200</b>	183	318	224	147	168	169	116
BMO Marchés des capitaux	<b>306</b>	277	217	269	262	298	308	240
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(58)</b>	(41)	(22)	(21)	(11)	(79)	50	42
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	<b>1 097</b>	1 083	1 088	1 122	984	1 029	1 116	1 005

1) Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 102 et 103 de son Rapport annuel pour 2013. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 17 présente un sommaire des résultats obtenus entre le troisième trimestre de 2012 et le deuxième trimestre de 2014, inclusivement. Ce tableau reflète les changements aux IFRS dont il est fait mention à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

Dans les deux derniers exercices, nous avons maintenu le cap sur l'atteinte de nos priorités stratégiques. La conjoncture économique a, en général, été stable et s'est même améliorée.

Dans les plus récents trimestres, PE Canada a inscrit de bons résultats, poursuivant sur la lancée amorcée dans la deuxième moitié de 2013. La progression du bénéfice net au cours des quatre derniers trimestres a découlé de revenus élevés, et le levier d'exploitation a dépassé 2 % dans les trois derniers trimestres. L'amélioration des revenus est le fait de la croissance, à la fois forte et continue, des soldes de prêts et de dépôts et du ralentissement de la contraction des marges. Les charges ont été bien gérées, n'ayant que légèrement augmenté en raison des investissements continus dans les activités.

Stimulés par la croissance des actifs des clients, la meilleure tenue des marchés et l'attention accordée à la productivité, les récents résultats trimestriels des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont été excellents et se sont améliorés de manière plutôt constante. Les résultats du quatrième trimestre de 2013 tenaient compte d'un important profit sur titres. Quant aux résultats trimestriels des activités d'assurance, ils ont fluctué, ce qui a résulté essentiellement des variations des taux d'intérêt à long terme et des changements apportés au portefeuille de placements.

Après une amélioration des résultats qui s'est amorcée vers la fin de 2012 et qui s'est maintenue tout au long de 2013, les résultats de BMO Marchés des capitaux sont demeurés solides dans la première moitié de 2014, bénéficiant d'une stratégie continue, mais aussi bien diversifiée, et de bonnes conditions de marché. La réussite de BMO Marchés des capitaux en 2013 s'est poursuivie, ce groupe enregistrant un excellent rendement puisque la hausse des revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés ainsi que des produits de négociation a contribué à la constatation d'un bénéfice net fort élevé dans les deux derniers trimestres.

Les résultats de PE États-Unis ont été excellents au premier trimestre de 2013 et relativement stables dans les deux trimestres suivants, les prêts aux entreprises et prêts industriels de base s'étant accrus et les charges ayant baissé en regard de l'exercice précédent, ce qui a compensé le recul des marges et des soldes de certains portefeuilles. Des dotations à la provision pour pertes sur créances exceptionnellement élevées ont nuí aux résultats du quatrième trimestre de 2013. Les résultats se sont améliorés au premier trimestre de 2014, en raison surtout des réductions des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les résultats du deuxième trimestre de 2014 ont été stables. La marge nette d'intérêts s'est comprimée par rapport à 2012 en raison principalement du recul des marges sur les prêts par suite de la concurrence exercée par les taux et de la contraction des marges sur les dépôts qu'a causée la faiblesse des taux d'intérêt.

Le bénéfice net trimestriel des Services d'entreprise peut varier, en grande partie à cause de la prise en compte d'éléments d'ajustement, ces éléments étant pour la plupart constatés par ce groupe, et des recouvrements de pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux acquis. La baisse des recouvrements au premier trimestre de 2013 ainsi que le recul des revenus et la hausse des charges ont affaibli les résultats des Services d'entreprise pour ce trimestre. Ces recouvrements ont augmenté dans les trois derniers trimestres de 2013 ainsi que dans le premier trimestre de 2014, ce qui a accru le bénéfice net, mais ont baissé au deuxième trimestre de 2014.

Exprimée en pourcentage du solde des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a, par rapport à 2012, affiché des tendances à la baisse dans les plus récents trimestres, si ce n'est au cours du quatrième trimestre de 2013 et du trimestre à l'étude, où elle a augmenté.

En 2012 et en 2013, les cours de change ont peu fluctué. Le dollar américain s'est grandement renforcé au premier semestre de 2014. Un dollar américain plus fort accroît les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains.

Le taux d'impôt effectif varie car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du bénéfice attribuable à chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

### **Mise en garde**

La présente section portant sur les tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui présente un sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

### **Bilan**

Au 30 avril 2014, le total des actifs atteignait 582,0 milliards de dollars, ayant augmenté de 45,0 milliards depuis le 31 octobre 2013, ce qui inclut une hausse de 11,7 milliards résultant du renforcement du dollar américain. La progression du total des actifs reflète essentiellement l'augmentation de 15,4 milliards du solde net des prêts et acceptations, de 12,2 milliards des titres pris en pension ou empruntés, de 9,5 milliards de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques et de 8,8 milliards des valeurs mobilières. Les autres actifs se sont accrus d'un total de 0,5 milliard, ce qui a été atténué par la baisse de 1,4 milliard des actifs financiers dérivés.

La croissance de 15,4 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations reflète un montant de 4,4 milliards attribuable à l'appréciation du dollar américain. Le reste de la hausse du solde net des prêts et acceptations provient principalement des prêts aux entreprises et aux administrations publiques des unités de PE et de BMO Marchés des capitaux.

L'accroissement de 12,2 milliards de dollars des titres pris en pension ou empruntés est proportionnel à la hausse des titres prêtés ou mis en pension.

L'augmentation de 9,5 milliards de dollars de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté surtout de l'élargissement des soldes auprès de banques centrales.

La hausse de 8,8 milliards de dollars des valeurs mobilières a résulté surtout d'une augmentation des titres de négociation, ce qui reflète l'intensification des activités menées pour les clients.

La diminution de 1,4 milliard de dollars des actifs financiers dérivés et celle de 1,7 milliard des passifs financiers dérivés proviennent surtout du recul de la juste valeur des contrats de change.

Les passifs et les capitaux propres se sont accrus de 45,0 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2013, montant dont une tranche de 11,7 milliards a découlé de l'appréciation du dollar américain. La variation de ces éléments reflète essentiellement la progression de 25,6 milliards des dépôts, de 17,2 milliards des titres mis en pension ou prêtés, de 1,9 milliard des titres vendus à découvert, de 1,7 milliard des capitaux propres et de 0,3 milliard du reste des passifs et des capitaux propres, ce qui a été atténué par une baisse de 1,7 milliard des passifs financiers dérivés.

L'accroissement de 25,6 milliards de dollars des dépôts tient compte d'une augmentation de 9,6 milliards découlant de l'appréciation du dollar américain. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont progressé de 16,6 milliards, dont une tranche de 6,8 milliards est imputable à l'appréciation du dollar américain, le reste l'étant essentiellement à l'augmentation des émissions réalisées à des fins de financement de gros. Les dépôts par des banques et ceux des particuliers ont progressé de 2,0 milliards et de 7,0 milliards, respectivement, montant dont 4,9 milliards reflètent les hausses enregistrées par PE Canada et par la Gestion de patrimoine et le reste, l'incidence de l'appréciation du dollar américain.

La note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

### **Transactions avec des parties liées**

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative depuis le 31 octobre 2013 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 177 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

### **Arrangements hors bilan**

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits aux pages 65, 66 et 70 de son Rapport annuel pour 2013 ainsi qu'aux notes 5 et 7 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est certaines entités de titrisation des clients canadiennes et certaines entités à financement structuré. La section Instruments financiers désignés donne plus de précisions sur les changements importants dans ces arrangements survenus au cours du trimestre clos le 30 avril 2014.

### **Méthodes comptables et principales estimations comptables**

Les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2013 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications.

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2013, nous avons adopté plusieurs prises de position en comptabilité, certaines nouvelles et d'autres modifiées, qu'a publiées l'IASB et qui sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

### **Modifications futures de méthodes comptables**

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'IASB et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 avril 2014 et la note 1 afférente aux états financiers consolidés audités figurant aux pages 132 et 133 du Rapport annuel pour 2013 de BMO renferment des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications aux normes existantes que la Banque devra adopter à l'avenir.

### **Évolution de la réglementation**

Au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde, les organismes de réglementation sont très actifs sur plusieurs fronts, dont la protection des consommateurs, les activités des marchés financiers, la lutte contre le blanchiment d'argent ainsi que la supervision et le resserrement de la gestion des risques. Les réformes réglementaires qu'ils mettent de l'avant peuvent influencer sur nos activités lorsqu'elles se traduisent par des coûts financiers, tels ceux associés aux exigences plus strictes concernant le capital et la liquidité, et par des coûts de conformité en lien avec notre infrastructure. La violation des lois et règlements pourrait se solder par des sanctions et des amendes qui pourraient réduire notre latitude en matière de stratégie, entacher notre réputation ou affaiblir notre bénéfice.

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, dont celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport de gestion, ainsi que les faits nouveaux concernant le cadre réglementaire aux États-Unis qui sont décrits ci-dessous, et de nous y préparer. Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation aux États-Unis, il y a lieu de se reporter à la section qui porte ce titre et qui est présentée à la page 69 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

En tant que société de portefeuille bancaire détenant un total d'actifs consolidés d'au moins 50 milliards de dollars américains, notre filiale américaine, BMO Financial Corp. (BFC), était assujettie aux règles et processus d'examen du plan de capital pour l'exercice 2014, aux termes desquels elle a participé à un exercice annuel de simulation de crise et de planification du capital mené par le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (CRF). Vers la fin de mars 2014, BFC a appris que le CRF avait décidé de ne pas s'opposer, sur le plan quantitatif ou qualitatif, au plan de capital qu'elle lui avait soumis en janvier 2014.

Le CRF a parachevé l'établissement d'un règlement qui met en vigueur les normes prudentielles plus strictes de la loi *Dodd-Frank* et les exigences quant à l'application anticipée de mesures correctives aux activités aux États-Unis de banques non américaines, telle BMO. Ce règlement établit de nouvelles exigences concernant le capital pondéré en fonction des risques, des limites de levier, des normes quant à la liquidité, un cadre de gestion des risques, des limites quant au risque de crédit et à sa concentration, la planification des correctifs et la présentation de l'exposition au risque de crédit.

L'Office of the Comptroller of the Currency a publié, afin de recueillir des commentaires, un projet de lignes directrices concernant l'élaboration et l'instauration d'un cadre de gouvernance des risques destiné aux grandes banques nationales ainsi que la supervision de ce processus par leur conseil d'administration. Dans leur forme proposée, ces lignes directrices s'appliqueraient à notre principale filiale bancaire américaine, BMO Harris Bank N.A. (BHB), et définissent les rôles et responsabilités en matière de gestion des risques revenant aux unités de première ligne, au personnel chargé de la gestion des risques, aux auditeurs internes, au conseil d'administration et au chef de la direction de cette filiale.

La version finale de la règle Volcker, en vertu de laquelle il est interdit aux institutions bancaires et à leurs sociétés affiliées d'effectuer certaines opérations pour leur propre compte et d'avoir certains liens avec des fonds de couverture et des fonds de capital-investissement, a été parachevée en décembre 2013. Les organismes de réglementation bancaire fédéraux américains, la Securities and Exchange Commission et la Commodity Futures Trading Commission ont confirmé que les institutions bancaires, dont BMO et certaines de ses filiales, auront jusqu'en juillet 2015 pour s'assurer que leurs activités et leurs placements respectent cette règle ou disposeront de plus de temps si cette période est prolongée. Les institutions bancaires devront, d'ici là, entreprendre des mesures de planification témoignant de leur bonne foi ainsi que des travaux aux fins du respect de ces exigences.

Le Consumer Financial Protection Bureau, organisme qui veille à l'application de certaines lois fédérales sur le crédit à la consommation aux États-Unis, a fait savoir qu'il surveillera de près la conformité aux lois, dont celles portant sur l'équité en matière de prêts, des entités qui octroient indirectement des prêts automobiles.

### **Mise en garde**

La présente section qui traite de l'évolution de la réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### **Instruments financiers désignés**

Les pages 65 et 66 du Rapport annuel pour 2013 de BMO renferment de l'information supplémentaire sur des instruments financiers désignés qui, à compter de 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés en sont venus à considérer comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée dans notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés, s'il en est, survenu depuis la fin de l'exercice. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2013, si ce n'est de l'expiration prévue, le 30 décembre 2013, des 1,05 milliard de dollars de billets d'Apex, série 2013.

## Gestion des risques

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 77 à 99 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

## Risque de marché

### Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Ce qui suit indique des éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché et présente les soldes qui résultent principalement de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

### Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Tableau 18

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2014				Au 31 octobre 2013				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	
	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
<b>Actifs</b>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 082	-	35 082	-	26 089	-	26 089	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 069	779	6 290	-	6 518	1 511	5 007	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières									
Titres de négociation 3) 4)	82 426	76 482	5 944	-	75 159	69 393	5 766	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente	51 883	30 788	21 095	-	53 710	27 817	25 893	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres détenus jusqu'à leur échéance	9 318	-	9 318	-	6 032	-	6 032	-	Taux d'intérêt
Titres divers	983	-	983	-	899	-	899	-	Actions
Titres pris en pension ou empruntés	51 981	51 981	-	-	39 799	39 799	-	-	Taux d'intérêt
Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	294 704	-	294 704	-	279 294	-	279 294	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	28 859	27 943	916	-	30 259	29 484	775	-	Taux d'intérêt, change
Actifs divers 4)	19 740	1 330	6 364	12 046	19 285	828	6 864	11 593	Taux d'intérêt
<b>Total des actifs</b>	<b>582 045</b>	<b>189 303</b>	<b>380 696</b>	<b>12 046</b>	<b>537 044</b>	<b>168 832</b>	<b>356 619</b>	<b>11 593</b>	
<b>Passifs</b>									
Dépôts	394 007	7 241	386 766	-	368 369	5 928	362 441	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	30 279	29 203	1 076	-	31 974	31 184	790	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	9 906	-	9 906	-	8 472	-	8 472	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	24 350	24 350	-	-	22 446	22 446	-	-	Taux d'intérêt
Titres mis en pension ou prêtés	46 125	46 125	-	-	28 884	28 884	-	-	Taux d'intérêt
Passifs divers 4)	40 088	1 999	37 872	217	41 724	2 176	39 003	545	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	3 965	-	3 965	-	3 996	-	3 996	-	Taux d'intérêt
Passif au titre d'actions privilégiées	493	-	493	-	-	-	-	-	Taux d'intérêt
<b>Total des passifs</b>	<b>549 213</b>	<b>108 918</b>	<b>440 078</b>	<b>217</b>	<b>505 865</b>	<b>90 618</b>	<b>414 702</b>	<b>545</b>	

1) Tient compte des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque lié à la négociation et aux prises fermes.

2) Tient compte des éléments du bilan assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance.

3) Comprend des titres désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

4) Tient compte des soldes liés à nos activités d'assurance.

## Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a diminué durant le trimestre en raison du rééquilibrage dynamique des portefeuilles d'actions ainsi que de la réduction des expositions aux cours de change. La diminution de l'avantage inhérent à la diversification globale a eu un effet en partie compensatoire. La VaR liée aux titres disponibles à la vente est demeurée relativement stable au cours de la période. Le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a baissé, ce qui est essentiellement imputable à la diminution de l'exposition aux actions, ce qui reflète globalement les variations de la VaR liée aux activités de négociation au cours du trimestre.

Aucun changement majeur n'a été apporté à nos méthodes de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre. Le risque structurel lié à la valeur économique en cas de hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. Le risque structurel de volatilité du résultat en cas de baisse des taux d'intérêt reflète essentiellement la possibilité qu'au moment de la révision des taux, les prêts dont les taux sont fondés sur le taux préférentiel, se voient attribuer des taux moins élevés. Le risque que pose, pour la valeur économique, la hausse des taux d'intérêt s'est accru et l'exposition du résultat à une baisse des taux d'intérêt a diminué en raison surtout de la moins grande sensibilité aux actifs à court terme.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 87 à 91 de son Rapport annuel pour 2013.

### Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation (en millions de dollars)\* \*\*

Tableau 19

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2014				Au 31 janvier 2014	Au 31 octobre 2013
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,8)	(0,7)	(0,9)	(0,6)	(0,5)	(0,4)
VaR liée aux actions	(6,1)	(6,1)	(10,0)	(5,2)	(8,5)	(6,1)
VaR liée au change	(0,9)	(1,7)	(3,5)	(0,6)	(2,1)	(0,5)
VaR liée aux taux d'intérêt	(4,3)	(8,6)	(12,6)	(4,3)	(5,7)	(4,6)
VaR liée au crédit	(5,3)	(5,7)	(6,4)	(5,2)	(5,6)	(5,0)
Diversification	8,6	11,1	n. s.	n. s.	10,8	7,5
<b>Total de la VaR – Négociation</b>	<b>(8,8)</b>	<b>(11,7)</b>	<b>(14,4)</b>	<b>(8,6)</b>	<b>(11,6)</b>	<b>(9,1)</b>
<b>Total de la VaR – Titres disponibles à la vente</b>	<b>(12,7)</b>	<b>(12,5)</b>	<b>(14,2)</b>	<b>(11,4)</b>	<b>(12,7)</b>	<b>(10,1)</b>

\* Le total de la VaR liée aux activités de négociation et le total de la VaR liée aux titres disponibles à la vente qui sont indiqués ci-dessus sont assujettis au cadre de gestion des activités de négociation de BMO Marchés des capitaux.

\*\* Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.  
n. s. - non significatif

### Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation (en millions de dollars)\* \*\*

Tableau 20

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2014				Au 31 janvier 2014	Au 31 octobre 2013
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(7,2)	(5,9)	(7,4)	(3,7)	(4,0)	(4,7)
VaR liée aux actions en période de tension	(12,6)	(14,8)	(31,8)	(8,3)	(35,1)	(9,8)
VaR liée au change en période de tension	(1,8)	(4,0)	(8,6)	(1,0)	(10,4)	(0,8)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(23,2)	(24,1)	(30,1)	(15,3)	(12,9)	(9,5)
VaR liée au crédit en période de tension	(13,5)	(13,5)	(14,4)	(12,3)	(13,8)	(11,0)
Diversification	31,8	33,8	n. s.	n. s.	29,8	19,9
<b>Total de la VaR en période de tension – Négociation</b>	<b>(26,5)</b>	<b>(28,5)</b>	<b>(37,2)</b>	<b>(22,3)</b>	<b>(46,4)</b>	<b>(15,9)</b>

\* La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.

\*\* Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.  
n. s. - non significatif

### Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt (en millions de dollars)\* \*\*

Tableau 21

(équivalent en dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (après impôts)		
	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013
Hausse de 100 points de base	(649,3)	(500,3)	(503,1)	60,8	95,8	95,4
Baisse de 100 points de base	354,1	301,7	340,1	(60,1)	(75,0)	(90,8)
Hausse de 200 points de base	(1 421,0)	(1 090,1)	(1 078,8)	85,0	158,8	158,1
Baisse de 200 points de base	233,5	350,8	442,7	(71,3)	(102,9)	(113,7)

\* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

\*\* Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2014 donnerait lieu à une augmentation de 67 millions de dollars de leur bénéfice après impôts et à une hausse de 384 millions de leur valeur économique avant impôts (72 millions et 368 millions, respectivement, au 31 janvier 2014; et 81 millions et 335 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2014 donnerait lieu à une diminution de 57 millions de leur bénéfice après impôts et à une diminution de 454 millions de leur valeur économique avant impôts (61 millions et 435 millions, respectivement, au 31 janvier 2014 et 66 millions et 399 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

### Actifs liquides et non grevés

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés afin de parer aux éventualités. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement.

Le tableau 22 ci-dessous résume les actifs liquides de BMO. Dans le cadre normal de ses activités quotidiennes, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement. En outre, BMO peut obtenir des actifs hautement liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté de ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 170,5 milliards de dollars au 30 avril 2014, contre 180,7 milliards au 31 janvier 2014. La diminution des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement de la baisse des soldes des valeurs mobilières. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par les activités de courtage de BMO au Canada et à l'échelle internationale. Outre ses actifs liquides, BMO a toujours accès au programme d'aide d'urgence de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue sa position de liquidité, BMO ne considère pas ces dernières comme représentant une source de liquidité à laquelle elle a accès.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également transporter en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 23 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

### Actifs liquides

Tableau 22

	Au 30 avril 2014					Au 31 janvier 2014
	Valeurs comptables/actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 082	-	35 082	1 434	33 648	32 731
Dépôts à d'autres banques	7 069	-	7 069	-	7 069	6 586
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	97 021	10 763	107 784	70 012	37 772	46 376
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	15 109	610	15 719	589	15 130	13 343
Titres de créance d'entreprises	22 554	6 064	28 618	3 484	25 134	25 880
Titres de participation d'entreprises	61 907	16 863	78 770	42 170	36 600	41 463
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	196 591	34 300	230 891	116 255	114 636	127 062
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	15 565	-	15 565	461	15 104	14 296
Total des actifs liquides	254 307	34 300	288 607	118 150	170 457	180 675
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	101 959	-	101 959	461	101 498	99 948
Marges de crédit inutilisées et accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	356 266	34 300	390 566	118 611	271 955	280 623

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de la Banque au 30 avril 2014.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires montés par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être transportés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaire associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

Au 30 avril 2014	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	42 151	-	1 434	423	40 294
Valeurs mobilières 5)	246 456	92 488	24 228	7 455	122 285
Prêts et acceptations	279 139	37 138	1 954	138 549	101 498
Autres actifs					
Instruments dérivés	28 859	-	-	28 859	-
Bureau et matériel	2 172	-	-	2 172	-
Écart d'acquisition	3 994	-	-	3 994	-
Immobilisations incorporelles	1 554	-	-	1 554	-
Actifs d'impôt exigible	800	-	-	800	-
Actifs d'impôt différé	2 927	-	-	2 927	-
Actifs divers	8 293	-	-	8 293	-
Total des autres actifs	48 599	-	-	48 599	-
Total des actifs	616 345	129 626	27 616	195 026	264 077

Au 31 janvier 2014	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	40 698	-	1 381	416	38 901
Valeurs mobilières 5)	255 815	87 047	27 410	7 399	133 959
Prêts et acceptations	274 121	37 835	1 957	134 381	99 948
Autres actifs					
Instruments dérivés	37 502	-	-	37 502	-
Bureau et matériel	2 220	-	-	2 220	-
Écart d'acquisition	4 052	-	-	4 052	-
Immobilisations incorporelles	1 558	-	-	1 558	-
Actifs d'impôt exigible	1 030	-	-	1 030	-
Actifs d'impôt différé	2 986	-	-	2 986	-
Actifs divers	8 346	-	-	8 346	-
Total des autres actifs	57 694	-	-	57 694	-
Total des actifs	628 328	124 882	30 748	199 890	272 808

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières reçues qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales et des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui ne peuvent être utilisés pour des raisons juridiques ou autres, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux exigences de BMO en matière de liquidité. Ces instruments se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 7,9 milliards de dollars au 30 avril 2014, incluant les titres détenus par la filiale d'assurance et l'entité de protection du crédit de BMO, de même que d'importants placements en titres de participation et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaire pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances de FHLB.

5) Comprennent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

## Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et les actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à courir de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est généralement à plus court terme (d'un terme de un an ou moins) et reflète la liquidité des actifs ainsi financés. Des quotités sont appliquées aux actifs de négociation afin de refléter le risque de recul des valeurs de marché et de la liquidité durant des périodes de tension sur les marchés. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable, ainsi qu'un important capital, lesquels constituent de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients comprennent les dépôts de base et ceux de particuliers et d'entreprises dont les taux sont fixes et dont les montants sont plus élevés. Les dépôts de clients totalisaient 230,4 milliards de dollars au 30 avril 2014, comparativement à 227,9 milliards au 31 janvier 2014. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels hors du secteur financier. Au 30 avril 2014, ces dépôts totalisaient 29,2 milliards.

Au 30 avril 2014, l'encours du financement de gros, financement provenant surtout de titres négociables, totalisait 162,2 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 35,7 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 126,5 milliards, de financement non garanti. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 24 ci-dessous. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés totalisant 170,5 milliards au 30 avril 2014, actifs qui, tel qu'il est décrit à la section qui traite des actifs liquides et non grevés et qui est présentée ci-dessus, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, et ce, par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang (non garantis) canadiens et américains.

**Échéances du financement de gros** (en millions de dollars canadiens) 1)

**Tableau 24**

	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel - Moins de 1 an	De 1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Au 30 avril 2014								
Dépôts d'autres banques 2)	11 244	4 718	817	22	16 801	-	-	16 801
Certificats de dépôt et papier commercial	15 202	23 950	13 069	5 299	57 520	915	-	58 435
Billets de dépôt au porteur	2 146	1 567	241	211	4 165	-	-	4 165
Papier commercial adossé à des actifs	1 265	1 431	809	110	3 615	-	-	3 615
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	-	-	192	4 250	4 442	8 783	27 177	40 402
Billets structurés non garantis de premier rang	2	5	11	416	434	44	1 017	1 495
Obligations couvertes/titrisations								
Titrisations de créances hypothécaires	-	-	318	1 844	2 162	1 391	12 786	16 339
Obligations couvertes	-	-	-	2 192	2 192	3 836	2 192	8 220
Titrisations de créances de cartes de crédit	-	-	-	42	42	1 307	3 621	4 970
Dettes subordonnées 3)	-	-	-	-	-	313	4 875	5 188
Autres 4)	-	-	-	-	-	-	2 603	2 603
<b>Total</b>	<b>29 859</b>	<b>31 671</b>	<b>15 457</b>	<b>14 386</b>	<b>91 373</b>	<b>16 589</b>	<b>54 271</b>	<b>162 233</b>
Composé de ce qui suit :								
Financement garanti	1 265	1 431	1 127	4 188	8 011	6 534	21 202	35 747
Financement non garanti	28 594	30 240	14 330	10 198	83 362	10 055	33 069	126 486
<b>Total 5)</b>	<b>29 859</b>	<b>31 671</b>	<b>15 457</b>	<b>14 386</b>	<b>91 373</b>	<b>16 589</b>	<b>54 271</b>	<b>162 233</b>

1) Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Il exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Exception faite des dépôts d'autres banques, lesquels sont constitués essentiellement de dépôts bancaires obtenus dans le but de faciliter les activités liées aux produits de négociation, le financement non garanti désigne celui obtenu par l'émission de titres négociables.

3) Même si elle fait partie du capital réglementaire, la dette subordonnée est présentée dans ce tableau conformément aux recommandations de l'EDTF concernant les informations à fournir.

4) Avances des Federal Home Loan Banks.

5) Le total du financement de gros était constitué de 54,4 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 107,8 milliards de dollars de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 30 avril 2014.

En novembre 2013, le BSIF a publié, à des fins de consultation, un document intitulé *Ligne directrice sur les normes de liquidité*. Cette ligne directrice décrit l'approche et la méthode à adopter relativement à divers outils et mesures de liquidité dont le BSIF se servira pour surveiller et évaluer la liquidité des banques, notamment le ratio de liquidité à court terme, les flux de trésorerie nets cumulatifs et d'autres mesures. La version finale de cette ligne directrice devrait être parachevée sous peu. En vertu de celle-ci, les banques canadiennes devront maintenir à plus de 100 % leur ratio de liquidité à court terme à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

En janvier 2014, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié une nouvelle version d'un document de consultation portant sur le ratio structurel de liquidité à long terme. Au cours du deuxième trimestre de 2014, le secteur a transmis à cet organisme ses commentaires sur les propositions énoncées dans ce document. Le ratio structurel de liquidité à long terme devrait être instauré le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **Cotes de crédit**

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à ceux à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attrayants. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 150 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité et étaient les suivantes au 30 avril 2014 : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa3 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, s'il en est. Au 30 avril 2014, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 91 millions de dollars, 403 millions et 559 millions, respectivement, si ses cotes étaient abaissées d'un cran, de deux crans et de trois crans.

### **Risque d'assurance**

Aucun changement majeur dans nos méthodes de gestion de ce risque ni dans le degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites aux pages 95 et 96 de son Rapport annuel pour 2013.

### **Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité**

Aucun changement majeur dans nos méthodes de gestion du risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion de ce risque qu'emploie BMO sont celles décrites dans la section qui en traite ainsi que dans celle portant sur le risque opérationnel, aux pages 79 et 94, respectivement, de son Rapport annuel pour 2013.

## Expositions dans certaines régions

Les expositions de BMO dans certaines régions sont présentées et analysées aux pages 67, 68, 119 et 120 de son Rapport annuel pour 2013. Nos expositions dans certaines régions au 30 avril 2014 sont présentées dans les tableaux ci-après, lesquels résument nos expositions en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et en Espagne (pays GIPE) ainsi que dans un groupe plus vaste de pays européens dans lesquels notre exposition brute est de plus de 500 millions de dollars. Les tableaux 25 et 26 indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Les changements dans ces positions ont été mineurs en regard de celles au 31 janvier 2014 et au 31 octobre 2013.

### Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

**Tableau 25**

Au 30 avril 2014

Pays	Tranche financée des prêts 1) Total	Titres 2) 10)			Opérations de type mise en pension et dérivés 3) 4)				Total Expositions nettes
		Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total	Banques	Sociétés	États souverains 9)	
<b>Pays GIPE</b>									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	6	-	1	-	1	34	3	-	37
Italie	39	-	-	-	-	4	1	-	5
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	79	-	-	-	-	9	-	-	9
<b>Total – pays GIPE 6)</b>	<b>124</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>47</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>51</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>									
France	14	-	-	446	446	167	-	4	171
Allemagne	37	4	32	1 316	1 352	72	-	-	72
Pays-Bas	295	707	7	110	824	54	5	-	59
Autres 7)	212	-	2	382	384	45	6	4	55
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE 8)</b>	<b>558</b>	<b>711</b>	<b>41</b>	<b>2 254</b>	<b>3 006</b>	<b>338</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>357</b>
<b>Reste de l'Europe</b>									
Danemark	7	560	-	163	723	-	-	-	-
Norvège	14	1 214	2	-	1 216	-	-	-	-
Fédération de Russie	579	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	71	270	-	-	270	6	-	-	6
Suisse	140	1	2	-	3	8	-	-	8
Royaume-Uni	248	58	50	187	295	504	15	-	519
Autres 7)	-	-	-	-	-	1	-	-	1
<b>Total – reste de l'Europe 8)</b>	<b>1 059</b>	<b>2 103</b>	<b>54</b>	<b>350</b>	<b>2 507</b>	<b>519</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>534</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 741</b>	<b>2 814</b>	<b>96</b>	<b>2 604</b>	<b>5 514</b>	<b>904</b>	<b>30</b>	<b>8</b>	<b>942</b>

Au 31 janvier 2014

Pays	Tranche financée des prêts 1) Total	Titres 2)			Opérations de type mise en pension et dérivés 3) 4)				Total Expositions nettes
		Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total	Banques	Sociétés	États souverains 9)	
<b>Pays GIPE 6)</b>	<b>102</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>18</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE 8)</b>	<b>481</b>	<b>687</b>	<b>36</b>	<b>2 402</b>	<b>3 125</b>	<b>130</b>	<b>29</b>	<b>7</b>	<b>166</b>
<b>Total – reste de l'Europe 8)</b>	<b>1 149</b>	<b>2 251</b>	<b>49</b>	<b>269</b>	<b>2 569</b>	<b>119</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>144</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 732</b>	<b>2 938</b>	<b>85</b>	<b>2 671</b>	<b>5 694</b>	<b>255</b>	<b>66</b>	<b>7</b>	<b>328</b>

Au 31 octobre 2013

Pays	Tranche financée des prêts 1) Total	Titres 2)			Opérations de type mise en pension et dérivés 3) 4)				Total Expositions nettes
		Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total	Banques	Sociétés	États souverains 9)	
<b>Pays GIPE 6)</b>	<b>79</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>7</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE 8)</b>	<b>462</b>	<b>626</b>	<b>42</b>	<b>2 111</b>	<b>2 779</b>	<b>113</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>120</b>
<b>Total – reste de l'Europe 8)</b>	<b>956</b>	<b>2 058</b>	<b>40</b>	<b>674</b>	<b>2 772</b>	<b>153</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>172</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 497</b>	<b>2 684</b>	<b>82</b>	<b>2 785</b>	<b>5 551</b>	<b>271</b>	<b>27</b>	<b>1</b>	<b>299</b>

Voir les notes du tableau 26.

Pays	Prêts 1)								
	Tranche financée au 30 avril 2014			Au 30 avril 2014		Au 31 janvier 2014		Au 31 octobre 2013	
	Banques	Sociétés	États souverains 9)	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
<b>Pays GIPE</b>									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	6	-	100	6	32	-	-	-
Italie	39	-	-	39	39	24	24	2	2
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	79	-	-	89	79	88	78	77	77
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>118</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>228</b>	<b>124</b>	<b>144</b>	<b>102</b>	<b>79</b>	<b>79</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>									
France	14	-	-	60	14	58	16	22	22
Allemagne	31	6	-	37	37	34	33	21	21
Pays-Bas	27	268	-	559	295	331	163	338	163
Autres 7)	149	63	-	429	212	466	269	421	256
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>221</b>	<b>337</b>	<b>-</b>	<b>1 085</b>	<b>558</b>	<b>889</b>	<b>481</b>	<b>802</b>	<b>462</b>
<b>Reste de l'Europe</b>									
Danemark	7	-	-	7	7	15	15	15	15
Norvège	14	-	-	14	14	19	19	16	16
Fédération de Russie	552	27	-	579	579	639	639	476	476
Suède	23	48	-	176	71	184	82	121	64
Suisse	3	137	-	370	140	506	163	546	163
Royaume-Uni	136	112	-	397	248	386	231	485	222
Autres 7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>735</b>	<b>324</b>	<b>-</b>	<b>1 543</b>	<b>1 059</b>	<b>1 749</b>	<b>1 149</b>	<b>1 659</b>	<b>956</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 074</b>	<b>667</b>	<b>-</b>	<b>2 856</b>	<b>1 741</b>	<b>2 782</b>	<b>1 732</b>	<b>2 540</b>	<b>1 497</b>

- Les prêts comprennent les prêts et les produits de financement commercial. Les montants sont présentés déduction faite de ceux sortis du bilan et du montant brut des provisions spécifiques, ces éléments étant considérés comme négligeables.
- Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables.
- Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (137 millions de dollars dans les pays GIPE, 9,5 milliards de dollars dans d'autres pays de la zone euro et 5,1 milliards dans le reste de l'Europe au 30 avril 2014).
- Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions, et dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur, les compensations liées aux garanties. Au 30 avril 2014, le risque lié au remplacement des dérivés, déduction faite des garanties, se chiffrait à environ 5,5 milliards de dollars pour toute l'Europe.
- Exclut les réserves de 86 millions de dollars de notre filiale irlandaise auprès de la banque centrale d'Irlande au 30 avril 2014.
- L'exposition directe de BMO dans les pays GIPE a essentiellement trait à des produits de financement commercial et de négociation offerts par des banques. L'exposition nette demeure faible, s'établissant à 176 millions de dollars, dont une tranche de 104 millions représentait des engagements non financés au 30 avril 2014.
- Comprend les pays dans lesquels l'exposition brute est de moins de 500 millions de dollars. Le poste Autres de la catégorie Zone euro comprend les expositions en Autriche, en Belgique, à Chypre, en Finlande, au Luxembourg, en Slovaquie et en Slovénie. Le poste Autres de la catégorie Reste de l'Europe comprend les expositions en Croatie, dans la République tchèque, en Hongrie, en Islande et en Pologne.
- Au 30 avril 2014, l'exposition directe nette de BMO dans les autres pays de la zone euro (soit les 12 autres pays qui ont l'euro comme monnaie) totalisait environ 3,9 milliards de dollars, dont une proportion de 51 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA, et une proportion d'environ 82 % s'est vu attribuer la cote Aaa ou AAA par l'une des deux agences de notation. Notre exposition directe nette dans le reste de l'Europe totalisait environ 4,1 milliards, dont une proportion de 60 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA. Une partie importante de l'exposition à des États souverains est constituée de produits de trésorerie négociables, alors que l'exposition liée à des banques a trait à des instruments de négociation, à des titres de créance à court terme, à des positions sur dérivés, à des lettres de crédit et à des garanties.
- Les États souverains comprennent les produits de trésorerie de banques garantis par des États souverains.
- L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe est inférieure à 150 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps dans les pays GIPE n'était en vigueur au 30 avril 2014.
- Les autres expositions (incluant les expositions indirectes) qui ne sont pas incluses dans les tableaux au 30 avril 2014 sont comme suit :
  - BMO a également des expositions à des entités situées dans divers pays européens en raison de son entité de protection de crédit et de son entité de titrisation des clients américaine. Ces expositions ne sont pas incluses dans les tableaux ci-dessus parce que leur structure comporte déjà une protection de crédit.
    - BMO a une exposition directe à ces entités de crédit qui sont, à leur tour, exposées à un risque en raison des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. Tel qu'il est indiqué dans la section intitulée Entité de protection de crédit à la page 66 du Rapport annuel pour 2013 de BMO, ces entités comportent une protection de premier niveau, et des couvertures ont été conclues.
    - L'exposition notionnelle de notre entité de protection de crédit à des émetteurs situés en Grèce, en Italie et en Espagne représentait 4,2 % de son exposition notionnelle totale. Cette entité avait une exposition notionnelle dans cinq des 12 autres pays dont la monnaie est l'euro. Cette exposition représentait 11,8 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 79 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P et de Moody's. L'exposition notionnelle dans le reste de l'Europe représentait 15,1 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 89 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P (83 % par Moody's). L'entité bénéficie d'une forte protection contre les pertes et c'est pourquoi le risque de crédit résiduel est très faible.
    - L'entité de titrisation des clients américaine de BMO l'expose aux pays GIPE et à d'autres pays européens puisqu'elle a des engagements qui s'appuient sur des sûretés dont une proportion de 0,14 % représente des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. À la fin du trimestre, l'exposition en Espagne, qui se chiffrait à 0,06 %, représentait la composante la plus importante. Quant à celle au Luxembourg, elle était d'environ 0,04 % et il n'existait aucune exposition en Italie, en Irlande, en Grèce ou au Portugal.
  - BMO est exposé à des institutions européennes supranationales à hauteur de 0,2 milliard de dollars, essentiellement par voie de produits de trésorerie négociables.
  - L'exposition indirecte de BMO en Europe sous forme de garanties libellées en euros destinées à soutenir les activités de négociation correspondait à des titres émis par des entités situées dans des pays européens de 1 216 millions d'euros, dont une tranche de 43 millions d'euros était détenue sous forme de titres dans les pays GIPE et 648 millions d'euros l'étaient dans des titres français. De plus, des garanties en trésorerie de 1 049 millions d'euros étaient détenues au 30 avril 2014.
  - L'exposition indirecte sous forme de garanties émises par des entités situées dans des pays européens totalisait 747,3 millions de dollars, dont 5,4 millions dans les pays GIPE, 426,7 millions dans les autres pays de la zone euro et 315,2 millions dans le reste de l'Europe.

## Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013	30 avril 2013	30 avril 2013
<b>Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>						
Prêts	2 639 \$	2 680 \$	2 695 \$	2 689 \$	2 618 \$	5 319 \$
Valeurs mobilières	477	506	543	577	550	983
Dépôts à d'autres banques	69	67	59	63	61	136
	<b>3 185</b>	<b>3 253</b>	<b>3 297</b>	<b>3 329</b>	<b>3 229</b>	<b>6 438</b>
<b>Charges d'intérêts</b>						
Dépôts	701	717	711	683	643	1 418
Dettes subordonnées	37	36	38	35	37	73
Autres passifs	384	387	431	428	420	771
	<b>1 122</b>	<b>1 140</b>	<b>1 180</b>	<b>1 146</b>	<b>1 100</b>	<b>2 262</b>
<b>Revenus nets d'intérêts</b>	<b>2 063</b>	<b>2 113</b>	<b>2 117</b>	<b>2 183</b>	<b>2 129</b>	<b>4 176</b>
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>						
Commissions et droits sur titres	318	307	291	290	283	625
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	239	241	237	232	222	480
Revenus de négociation	246	274	188	208	230	520
Commissions sur prêts	171	169	155	152	143	340
Frais de services de cartes	116	112	110	124	114	228
Frais de gestion de placements et de garde de titres	207	204	188	187	179	411
Revenus tirés de fonds d'investissement	228	219	211	208	193	447
Commissions de prise ferme et de consultation	149	191	156	141	141	340
Profits sur titres, autres que de négociation	47	62	210	-	49	109
Revenus de change, autres que de négociation	38	54	38	39	58	92
Revenus d'assurance	113	107	125	147	66	220
Autres	106	69	112	89	86	175
	<b>1 978</b>	<b>2 009</b>	<b>2 021</b>	<b>1 817</b>	<b>1 764</b>	<b>3 987</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>4 041</b>	<b>4 122</b>	<b>4 138</b>	<b>4 000</b>	<b>3 893</b>	<b>8 163</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)</b>	<b>162</b>	<b>99</b>	<b>189</b>	<b>76</b>	<b>144</b>	<b>261</b>
<b>Charges autres que d'intérêts</b>						
Rémunération du personnel (note 13)	1 491	1 581	1 439	1 448	1 476	3 072
Bureaux et matériel	452	455	491	457	442	907
Amortissement des immobilisations incorporelles	90	90	89	88	84	180
Déplacements et expansion des affaires	122	119	142	128	121	241
Communications	78	68	70	73	76	146
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	10	10	10	9	10	20
Honoraires	140	135	142	124	135	275
Autres	211	226	197	199	206	437
	<b>2 594</b>	<b>2 684</b>	<b>2 580</b>	<b>2 526</b>	<b>2 550</b>	<b>5 278</b>
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat</b>	<b>1 285</b>	<b>1 339</b>	<b>1 369</b>	<b>1 398</b>	<b>1 199</b>	<b>2 624</b>
Charge d'impôts sur le résultat	209	278	295	275	237	487
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 076 \$</b>	<b>1 061 \$</b>	<b>1 074 \$</b>	<b>1 123 \$</b>	<b>962 \$</b>	<b>2 137 \$</b>
Attribuable :						
Aux actionnaires de la Banque	1 062	1 048	1 061	1 107	944	2 110
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	13	13	16	18	27
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 076 \$</b>	<b>1 061 \$</b>	<b>1 074 \$</b>	<b>1 123 \$</b>	<b>962 \$</b>	<b>2 137 \$</b>
<b>Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 14)</b>						
De base	1,61 \$	1,58 \$	1,60 \$	1,67 \$	1,41 \$	3,19 \$
Dilué	1,60	1,58	1,60	1,66	1,40	3,18

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de six mois closes le		
	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
Bénéfice net	1 076 \$	1 061 \$	1 074 \$	1 123 \$	962 \$	2 137 \$	1 998 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)							
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net							
Réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 1)	21	25	(17)	298	(57)	46	17
	21	25	(17)	298	(57)	46	17
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net							
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente							
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 2)	27	(38)	67	(48)	(11)	(11)	(29)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 3)	(16)	(22)	(5)	(2)	(28)	(38)	(43)
	11	(60)	62	(50)	(39)	(49)	(72)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie							
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 4)	(31)	142	137	(231)	127	111	69
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 5)	(23)	(25)	(23)	(31)	(37)	(48)	(71)
	(54)	117	114	(262)	90	63	(2)
Profit net provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger							
Profit (perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(278)	1 176	261	316	198	898	164
Incidence de la couverture du profit (de la perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger 6)	(25)	(270)	(109)	(140)	(179)	(295)	(160)
	(303)	906	152	176	19	603	4
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)	(325)	988	311	162	13	663	(53)
<b>Total du résultat global</b>	<b>751 \$</b>	<b>2 049 \$</b>	<b>1 385 \$</b>	<b>1 285 \$</b>	<b>975 \$</b>	<b>2 800 \$</b>	<b>1 945 \$</b>
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	737	2 036	1 372	1 269	957	2 773	1 909
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	13	13	16	18	27	36
<b>Total du résultat global</b>	<b>751 \$</b>	<b>2 049 \$</b>	<b>1 385 \$</b>	<b>1 285 \$</b>	<b>975 \$</b>	<b>2 800 \$</b>	<b>1 945 \$</b>

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (11) \$, de (10) \$, de 11 \$, de (120) \$ et de 19 \$ pour le trimestre et de (21) \$ et de (17) \$ pour le semestre, respectivement.

2) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (12) \$, de 12 \$, de (27) \$, de 24 \$ et de 6 \$ pour le trimestre et de néant et de 12 \$ pour le semestre, respectivement.

3) Après la charge d'impôts sur le résultat de 9 \$, de 12 \$, de 3 \$, de 1 \$ et de 13 \$ pour le trimestre et de 21 \$ et de 18 \$ pour le semestre, respectivement.

4) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 15 \$, de (43) \$, de (49) \$, de 82 \$ et de (42) \$ pour le trimestre et de (28) \$ et de (21) \$ pour le semestre, respectivement.

5) Après la charge d'impôts sur le résultat de 5 \$, de 9 \$, de 7 \$, de 14 \$ et de 12 \$ pour le trimestre et de 14 \$ et de 24 \$ pour le semestre, respectivement.

6) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 9 \$, de 95 \$, de 39 \$, de 50 \$ et de 64 \$ pour le trimestre et de 104 \$ et de 57 \$ pour le semestre, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013	30 avril 2013
<b>Actifs</b>					
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>35 082 \$</b>	34 112 \$	26 089 \$	33 055 \$	38 423 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>7 069</b>	6 586	6 518	7 531	6 230
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres de négociation	82 426	85 957	75 159	72 491	73 246
Titres disponibles à la vente (note 2)	51 883	55 736	53 710	51 439	46 503
Titres détenus jusqu'à l'échéance	9 318	8 254	6 032	4 846	2 476
Titres divers	983	994	899	1 021	1 328
	<b>144 610</b>	150 941	135 800	129 797	123 553
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>51 981</b>	53 579	39 799	53 749	59 478
<b>Prêts (notes 3 et 6)</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	97 632	97 321	96 392	93 132	88 133
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	64 571	64 610	63 640	63 230	62 308
Prêts sur cartes de crédit	7 953	7 963	7 870	7 801	7 642
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	116 492	112 396	104 585	101 023	98 699
	<b>286 648</b>	282 290	272 487	265 186	256 782
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 906	9 207	8 472	9 029	8 514
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 850)	(1 747)	(1 665)	(1 658)	(1 725)
	<b>294 704</b>	289 750	279 294	272 557	263 571
<b>Autres actifs</b>					
Instruments dérivés	28 859	37 502	30 259	31 638	43 063
Bureaux et matériel	2 172	2 220	2 168	2 109	2 125
Écart d'acquisition (note 9)	3 994	4 052	3 819	3 767	3 705
Immobilisations incorporelles	1 554	1 558	1 511	1 511	1 521
Actifs d'impôt exigible	800	1 030	1 065	1 304	1 527
Actifs d'impôt différé	2 927	2 986	3 027	2 956	3 089
Actifs divers	8 293	8 346	7 695	8 738	8 221
	<b>48 599</b>	57 694	49 544	52 023	63 251
<b>Total des actifs</b>	<b>582 045 \$</b>	592 662 \$	537 044 \$	548 712 \$	554 506 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts (note 10)</b>					
Banques	22 607 \$	26 930 \$	20 591 \$	21 362 \$	22 615 \$
Entreprises et administrations publiques	238 915	240 347	222 346	214 565	214 649
Particuliers	132 485	131 116	125 432	123 596	122 587
	<b>394 007</b>	398 393	368 369	359 523	359 851
<b>Autres passifs</b>					
Instruments dérivés	30 279	36 843	31 974	32 959	44 011
Acceptations	9 906	9 207	8 472	9 029	8 514
Titres vendus à découvert	24 350	26 646	22 446	21 041	23 897
Titres mis en pension ou prêtés	46 125	44 789	28 884	47 596	39 005
Passifs d'impôt exigible	146	386	438	373	548
Passifs d'impôt différé	71	115	107	131	149
Passifs divers	39 871	39 585	41 179	43 620	44 599
	<b>150 748</b>	157 571	133 500	154 749	160 723
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>3 965</b>	3 983	3 996	4 014	4 071
<b>Passif au titre d'actions privilégiées (note 11)</b>	<b>493</b>	-	-	-	-
<b>Capitaux propres</b>					
Capital social (note 11)	14 186	14 298	14 268	14 264	14 279
Surplus d'apport	313	316	315	321	320
Résultats non distribués	16 162	15 617	15 087	14 657	14 227
Cumul des autres éléments du résultat global	1 100	1 425	437	126	(36)
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	<b>31 761</b>	31 656	30 107	29 368	28 790
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 071	1 059	1 072	1 058	1 071
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>32 832</b>	32 715	31 179	30 426	29 861
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>582 045 \$</b>	592 662 \$	537 044 \$	548 712 \$	554 506 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
<b>Actions privilégiées</b>				
Solde à l'ouverture de la période	2 265 \$	2 465 \$	2 265 \$	2 465 \$
Rachetées au cours de la période	(150)	(200)	(150)	(200)
Solde à la clôture de la période	2 115	2 265	2 115	2 265
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde à l'ouverture de la période	12 033	12 027	12 003	11 957
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	-	45	-	82
Émises en vertu du régime d'options sur actions	38	16	68	49
Rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(74)	-	(74)
Solde à la clôture de la période	12 071	12 014	12 071	12 014
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde à l'ouverture de la période	316	214	315	213
Charges liées aux options sur actions/options exercées	(3)	(1)	(2)	-
Écart de conversion lié au rachat d'actions privilégiées	-	107	-	107
Solde à la clôture de la période	313	320	313	320
<b>Résultats non distribués</b>				
Solde à l'ouverture de la période	15 617	13 972	15 087	13 456
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 062	944	2 110	1 962
Dividendes – Actions privilégiées	(27)	(28)	(55)	(61)
– Actions ordinaires	(490)	(481)	(980)	(950)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(180)	-	(180)
Solde à la clôture de la période	16 162	14 227	16 162	14 227
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi</b>				
Solde à l'ouverture de la période	(140)	(389)	(165)	(463)
Réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi 1)	21	(57)	46	17
Solde à la clôture de la période	(119)	(446)	(119)	(446)
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente</b>				
Solde à l'ouverture de la période	145	232	205	265
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenant au cours de la période 2)	27	(11)	(11)	(29)
Reclassement dans le résultat des profits de la période 3)	(16)	(28)	(38)	(43)
Solde à la clôture de la période	156	193	156	193
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie</b>				
Solde à l'ouverture de la période	109	50	(8)	142
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenant au cours de la période 4)	(31)	127	111	69
Reclassement dans le résultat des profits sur les couvertures de flux de trésorerie 5)	(23)	(37)	(48)	(71)
Solde à la clôture de la période	55	140	55	140
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>				
Solde à l'ouverture de la période	1 311	58	405	73
Profit (perte) latent à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(278)	198	898	164
Incidence de la couverture de la perte latente provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger 6)	(25)	(179)	(295)	(160)
Solde à la clôture de la période	1 008	77	1 008	77
<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global</b>	<b>1 100</b>	<b>(36)</b>	<b>1 100</b>	<b>(36)</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>31 761 \$</b>	<b>28 790 \$</b>	<b>31 761 \$</b>	<b>28 790 \$</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>				
Solde à l'ouverture de la période	1 059	1 419	1 072	1 435
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	14	18	27	36
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	-	(5)	(26)	(36)
Rachat d'actions privilégiées	-	(359)	-	(359)
Autres	(2)	(2)	(2)	(5)
Solde à la clôture de la période	1 071	1 071	1 071	1 071
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>32 832 \$</b>	<b>29 861 \$</b>	<b>32 832 \$</b>	<b>29 861 \$</b>

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (11) \$, de 19 \$, de (21) \$ et de (17) \$ pour le trimestre et pour le semestre, respectivement.

2) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (12) \$, de 6 \$, de néant et de 12 \$ pour le trimestre et pour le semestre, respectivement.

3) Après la charge d'impôts sur le résultat de 9 \$, de 13 \$, de 21 \$ et de 18 \$ pour le trimestre et pour le semestre, respectivement.

4) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 15 \$, de (42) \$, de (28) \$ et de (21) \$ pour le trimestre et pour le semestre, respectivement.

5) Après la charge d'impôts sur le résultat de 5 \$, de 12 \$, de 14 \$ et de 24 \$ pour le trimestre et pour le semestre, respectivement.

6) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 9 \$, de 64 \$, de 104 \$ et de 57 \$ pour le trimestre et pour le semestre, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>				
Bénéfice net	1 076 \$	962 \$	2 137 \$	1 998 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	1	9	1	9
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(48)	(58)	(110)	(84)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	3 221	524	(6 524)	(2 940)
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 3)	162	144	261	322
Variation des instruments dérivés - (Augmentation) diminution des actifs dérivés	8 814	(131)	1 073	5 597
- Augmentation (diminution) des passifs dérivés	(6 694)	131	(1 473)	(5 196)
Amortissement des bureaux et du matériel	92	87	181	172
Amortissement des immobilisations incorporelles	90	84	180	169
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt différé	21	(81)	226	59
(Diminution) nette du passif d'impôt différé	(44)	(15)	(36)	(23)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	238	(73)	369	(177)
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt exigible	(240)	244	(296)	145
Variation des intérêts courus - (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(56)	13	(3)	140
- augmentation (diminution) des intérêts à payer	76	(65)	38	(133)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(244)	1 789	512	799
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(1 236)	5 425	15 718	33 474
(Augmentation) nette des prêts	(5 862)	(3 624)	(10 073)	(8 316)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(2 194)	2 441	1 640	441
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	1 756	1 010	16 132	(1 024)
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	1 073	(6 232)	(10 682)	(12 177)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles	2	2 584	9 271	13 255
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
(Diminution) nette de passifs de filiales	(4)	(7)	(31)	(196)
(Échéance) d'obligations couvertes	-	-	-	(1 354)
Produit de l'émission d'un passif au titre d'actions privilégiées (note 11)	493	-	493	-
Rachat d'actions privilégiées (note 11)	(150)	(200)	(150)	(200)
Rachat de titres d'une filiale (note 11)	-	(359)	-	(359)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	38	18	68	52
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(254)	-	(254)
Dividendes versés en trésorerie	(518)	(466)	(1 023)	(932)
Dividendes versés en trésorerie aux actionnaires ne détenant pas le contrôle	-	(5)	(26)	(36)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(141)	(1 273)	(669)	(3 279)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(599)	(41)	(316)	147
Achats de titres, autres que de négociation	(10 018)	(7 304)	(17 782)	(12 497)
Échéances de titres, autres que de négociation	5 195	3 017	8 760	6 811
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	7 069	10 026	8 552	13 949
Bureaux et matériel - sorties nettes (achats nets)	14	(47)	(51)	(185)
Logiciels achetés et développés - achats nets	(100)	(57)	(182)	(118)
Acquisitions (note 8)	-	(261)	-	140
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	1 561	5 333	(1 019)	8 247
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(452)	281	1 410	285
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	970	6 925	8 993	18 508
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	34 112	31 498	26 089	19 915
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>35 082 \$</b>	<b>38 423 \$</b>	<b>35 082 \$</b>	<b>38 423 \$</b>
<b>Composition :</b>				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	32 963 \$	37 279 \$	32 963 \$	37 279 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	2 119	1 144	2 119	1 144
	<b>35 082 \$</b>	<b>38 423 \$</b>	<b>35 082 \$</b>	<b>38 423 \$</b>
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie :</b>				
Inclusion dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 048 \$	1 164 \$	2 215 \$	2 391 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	152 \$	141 \$	171 \$	476 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 114 \$	3 217 \$	6 379 \$	6 732 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 avril 2014 (non audité)

## Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une société ouverte constituée au Canada et dont le siège social se trouve à Montréal, au Canada. La Banque est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés et offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services de banque d'affaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2013 qui figurent aux pages 130 à 188 de notre Rapport annuel 2013.

### Modifications de méthodes comptables

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2013, nous avons adopté de façon rétrospective les prises de position en comptabilité, nouvelles et modifiées, publiées par l'International Accounting Standard Board (IASB) qui suivent : l'IAS 19, *Avantages du personnel* (IAS 19), l'IAS 1, *Présentation des états financiers* (IAS 1), l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10) et l'IFRS 11, *Partenariats* (IFRS 11). Par suite de l'adoption de l'IAS 19, de l'IFRS 10 et de l'IFRS 11, le bénéfice net attribuable aux actionnaires pour le semestre clos le 30 avril 2014 a diminué d'environ 25 millions de dollars après impôts. Nous avons également adopté l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (IFRS 12), l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13) et l'IFRS 7, *Instruments financiers – Informations à fournir* (IFRS 7), ce qui se traduira par la présentation d'informations supplémentaires dans nos états financiers consolidés annuels de 2014. Il y a lieu de se reporter aux pages 43 et 44 de notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2014 pour obtenir une description de ces prises de position en comptabilité nouvelles ou modifiées ainsi qu'aux pages 132 et 133 de notre Rapport annuel de 2013 pour obtenir de plus amples renseignements sur l'incidence de la transition au 1<sup>er</sup> novembre 2012.

### Futures modifications des IFRS

En mai 2013, l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC) a publié l'IFRIC 21, *Droits ou taxes*, qui fournit des directives sur le moment de comptabilisation d'un passif lié à un droit ou à une taxe imposé par des autorités publiques à des entités conformément aux lois. L'IFRIC 21 entrera en vigueur pour notre exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014. Nous évaluons actuellement quelle sera l'incidence de cette norme sur nos résultats financiers futurs.

En février 2014, l'IASB a clos ses délibérations sur les exigences en matière de dépréciation, de classement et d'évaluation présentées dans l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), et a publié une date provisoire pour l'entrée en vigueur de cette norme. L'IFRS 9 entrera en vigueur pour notre exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2018. L'adoption anticipée des directives portant sur le risque propre à une entité est autorisée tant par l'IASB que par le BSIF. Nous évaluons actuellement quelle sera l'incidence de cette norme sur nos résultats financiers futurs.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 28 mai 2014.

## Note 2 : Valeurs mobilières

### Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014				31 octobre 2013			
	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	11 086	86	1	11 171	12 989	129	3	13 115
des administrations provinciales et municipales canadiennes	3 752	29	13	3 768	3 707	23	32	3 698
l'administration fédérale américaine	3 102	6	4	3 104	4 650	10	–	4 660
des municipalités, agences et États américains	5 435	44	11	5 468	5 363	41	12	5 392
d'autres administrations publiques	6 328	10	2	6 336	6 165	7	9	6 163
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – Canada 1)	2 966	12	1	2 977	2 271	6	–	2 277
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – États-Unis	6 951	24	21	6 954	6 535	24	31	6 528
Titres de créance d'entreprises	10 376	116	9	10 483	10 210	115	8	10 317
Titres de participation d'entreprises	1 504	121	3	1 622	1 413	148	1	1 560
<b>Total</b>	<b>51 500</b>	<b>448</b>	<b>65</b>	<b>51 883</b>	<b>53 303</b>	<b>503</b>	<b>96</b>	<b>53 710</b>

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

2) Les profits et les pertes latents peuvent être compensés par les pertes (profits) latents connexes sur des passifs ou des contrats de couverture.

## Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour épouger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Au 30 avril 2014, la provision pour pertes sur créances liées aux autres instruments de crédit figurant dans les passifs divers totalisait 248 millions de dollars (248 millions au 30 avril 2013).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
Pour les périodes de trois mois closes le										
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) au début de la période	105	82	75	64	335	321	-	-	515	467
Montants sortis du bilan	(21)	(30)	(158)	(187)	(55)	(90)	-	-	(234)	(307)
Recouvrements de montant sortis du bilan à des périodes antérieures	8	6	38	37	93	140	-	-	139	183
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	16	29	131	159	15	(14)	-	-	162	174
Fluctuations de change et autres	(6)	(6)	(7)	(5)	8	30	-	-	(5)	19
Provision spécifique pour pertes sur créances à la fin de la période	102	81	79	68	396	387	-	-	577	536
Provision générale pour pertes sur créances au début de la période	99	52	630	618	780	763	24	25	1 533	1 458
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(11)	(2)	12	(5)	(4)	(21)	3	(2)	-	(30)
Fluctuations de change et autres	(1)	-	(2)	-	(9)	9	-	-	(12)	9
Provision générale pour pertes sur créances à la fin de la période	87	50	640	613	767	751	27	23	1 521	1 437
Total de la provision pour pertes sur créances	189	131	719	681	1 163	1 138	27	23	2 098	1 973
Composition : Prêts	169	116	719	681	935	905	27	23	1 850	1 725
Autres instruments de crédit	20	15	-	-	228	233	-	-	248	248

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
Pour les périodes de six mois closes le										
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) au début de la période	99	76	71	62	315	338	-	-	485	476
Montants sortis du bilan	(41)	(55)	(309)	(383)	(165)	(195)	-	-	(515)	(633)
Recouvrements de montant sortis du bilan à des périodes antérieures	21	8	80	72	249	261	-	-	350	341
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	31	64	246	320	(16)	(32)	-	-	261	352
Fluctuations de change et autres	(8)	(12)	(9)	(3)	13	15	-	-	(4)	-
Provision spécifique pour pertes sur créances à la fin de la période	102	81	79	68	396	387	-	-	577	536
Provision générale pour pertes sur créances au début de la période	88	47	622	624	756	759	19	30	1 485	1 460
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(3)	3	16	(11)	(21)	(15)	8	(7)	-	(30)
Fluctuations de change et autres	2	-	2	-	32	7	-	-	36	7
Provision générale pour pertes sur créances à la fin de la période	87	50	640	613	767	751	27	23	1 521	1 437
Total de la provision pour pertes sur créances	189	131	719	681	1 163	1 138	27	23	2 098	1 973
Composition : Prêts	169	116	719	681	935	905	27	23	1 850	1 725
Autres instruments de crédit	20	15	-	-	228	233	-	-	248	248

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 28 millions de dollars et de 64 millions ont été inscrits pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014, respectivement (35 millions et 69 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013, respectivement).

### Prêts restructurés

Il nous arrive à l'occasion de modifier les modalités contractuelles de prêts en raison de la mauvaise situation financière d'un emprunteur. Nous soumettons les prêts restructurés à un test de dépréciation conformément à nos politiques existantes d'évaluation de la dépréciation. Lorsque la restructuration donne lieu à des modifications de concession importantes des modalités contractuelles d'un prêt et que les concessions se font pour des raisons d'ordre économique ou juridique liées à des difficultés financières éprouvées par l'emprunteur dont nous ne tiendrions habituellement pas compte, le prêt est classé dans les prêts douteux. Nous prenons en compte les concessions, ou la combinaison de concessions, importantes suivantes : 1) une réduction du taux d'intérêt stipulé; 2) une prolongation de la date ou des dates d'échéance à un taux d'intérêt stipulé moindre que le taux de marché en vigueur pour un nouveau prêt assorti de modalités semblables; ou 3) une renonciation au principal ou aux intérêts courus.

Les prêts restructurés peuvent demeurer dans la catégorie des prêts productifs si les modifications ne sont pas considérées comme des concessions importantes ou ils peuvent être reclassés dans cette catégorie lorsqu'aucun critère de classement dans les prêts douteux ne continue de s'appliquer.

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 438 millions de dollars au 30 avril 2014 (388 millions au 31 octobre 2013). Au 30 avril 2014, des prêts restructurés d'un montant de 186 millions de dollars ont été classés comme productifs (155 millions au 31 octobre 2013). Des prêts restructurés de 2 millions ont été sortis du bilan au cours du trimestre clos le 30 avril 2014 (59 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013).

#### **Prêts couverts par FDIC**

Certains prêts acquis dans le cadre de notre acquisition d'AMCORE Bank sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014, nous avons inscrit des provisions nettes pour pertes sur créances 2 millions de dollars et de 1 million, respectivement, relativement aux prêts d'AMCORE (des provisions nettes pour pertes sur créances de 5 millions et des recouvrements nets de 9 millions, respectivement pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

#### **Prêts productifs acquis**

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 9 millions de dollars et à 17 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 (16 millions et 30 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée dans la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées dans la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts. L'incidence de la réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs à échéance fixe s'est chiffrée pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 à 4 millions de dollars et à 4 millions, respectivement, à l'égard de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à néant et à 6 millions, respectivement, à l'égard des revenus nets d'intérêts (néant et néant, respectivement, à l'égard de la dotation à la provision pour pertes sur créances et 35 millions et 105 millions, respectivement, à l'égard des revenus nets d'intérêts pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013).

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement des prêts productifs renouvelables sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 11 millions de dollars et à 25 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 (34 millions et 70 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements en espèces sont reçus. L'incidence des remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 44 millions de dollars et à 89 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 (68 millions et 133 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances en lien avec ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode comptable que nous appliquons aux prêts que nous montons. L'incidence globale des prêts productifs acquis sur les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances s'est chiffrée à 21 millions de dollars et 55 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 (65 millions et 147 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013).

Au 30 avril 2014, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 15,5 milliards de dollars (16,6 milliards au 31 octobre 2013). Au 30 avril 2014, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs acquis, les prêts renouvelables et les autres prêts productifs s'établissait à 350 millions de dollars, à 122 millions et à 3 millions, respectivement (à 425 millions, à 156 millions et à 6 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 475 millions de dollars, une tranche de 267 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. La tranche restante de 208 millions de dollars correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévaluée chaque période de présentation de l'information financière.

#### **Prêts douteux acquis**

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 45 millions de dollars et de 162 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 (reprise de 107 millions et de 166 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013).

Au 30 avril 2014, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 0,6 milliard de dollars (0,7 milliard au 31 octobre 2013). Au 30 avril 2014, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à 12 millions de dollars (128 millions au 31 octobre 2013).

#### **Engagements et lettres de crédit non financés repris**

En lien avec notre acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I), nous avons constaté un passif lié aux engagements et lettres de crédit non financés.

Au 30 avril 2014, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux engagements et lettres de crédit non financés repris se chiffrait à 7 millions de dollars (15 millions au 31 octobre 2013).

### **Note 4 : Gestion des risques**

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

#### **Risque de crédit et de contrepartie**

Nous sommes exposés au risque de crédit en raison de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux titres de créance, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

#### **Risque de marché**

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux et le risque de migration du crédit et de défaillance. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires autres que de négociation (structurelles).

#### **Risque de liquidité et de financement**

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte dans le cas où nous ne serions pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsque ces engagements arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris nos obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, et ce, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle au maintien de la confiance des déposants et à la stabilité du bénéfice.

Les principales mesures au 30 avril 2014 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 29 à 36 de notre Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2014.

### **Note 5 : Garanties**

Dans le cadre normal des activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

#### **Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires**

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou de respecter ses autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 13 489 millions de dollars au 30 avril 2014 (13 470 millions au 31 octobre 2013). La majorité de ces engagements ont une échéance d'au plus un an. Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis en lien avec ces engagements.

Au 30 avril 2014, un montant de 45 millions de dollars (41 millions au 31 octobre 2013) était inclus dans les autres passifs relativement à des parties qui étaient visées par un cautionnement bancaire et qui n'étaient pas en mesure de satisfaire à leur obligation envers des tiers.

#### **Concours et autres facilités de trésorerie**

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution advenant que ces programmes ne puissent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 5 201 millions de dollars au 30 avril 2014 (4 512 millions au 31 octobre 2013). Au 30 avril 2014, une somme de 85 millions était en cours sur des facilités utilisées conformément aux modalités des concours de trésorerie (145 millions au 31 octobre 2013).

## Rehaussements de crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des rehaussements partiels de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA que nous administrons ou qui le sont par des tiers. Les rehaussements de crédit sont compris dans les concours de trésorerie.

## Facilité de financement de premier rang

En plus de notre investissement dans les billets visés par l'Accord de Montréal, nous avons accordé une facilité de prêt de premier rang de 119 millions de dollars au 30 avril 2014 (232 millions au 31 octobre 2013). Aucun montant n'y avait été prélevé au 30 avril 2014 ni au 31 octobre 2013.

## Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsqu'ils obligent l'émetteur à faire des paiements afin de rembourser à leur porteur le montant d'une perte qu'il a subie parce qu'un débiteur a omis de faire les paiements au moment prévu par les modalités d'un instrument de créance. Afin de réduire les risques liés à ces dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Les swaps sur défaillance position vendeur exigent que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit lié à un engagement de référence précis, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance est égal à leur montant nominal de référence, soit 11 972 millions de dollars au 30 avril 2014 (13 288 millions au 31 octobre 2013). La durée de ces contrats varie de moins de un an à 10 ans. La juste valeur des passifs dérivés connexes incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 104 millions au 30 avril 2014 (102 millions au 31 octobre 2013).

## Garanties fournies à des bourses et à des chambres de compensation

Nous sommes membre de plusieurs bourses de valeurs mobilières, de marchés à terme et de chambres de compensation. L'adhésion à certaines de ces organisations pourrait nous obliger à nous acquitter d'une quote-part des pertes de celles-ci si un autre membre manque à ses engagements. De telles obligations varient selon l'organisation et peuvent se limiter aux membres qui traitent avec celui qui est en situation de défaut, au montant relatif à notre apport au fonds de garantie du membre ou au montant stipulé dans le contrat d'adhésion. Il est difficile d'estimer notre risque maximal aux termes de tels contrats puisque cela exigerait d'évaluer les réclamations futures qui pourraient nous être faites par suite d'événements qui ne se sont pas encore produits. Nous estimons que, d'après les résultats passés, le risque de perte est minime.

## Conventions d'indemnisation

Dans le cadre normal des activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnisations générales. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec des ventes d'actifs, des placements de titres, des contrats de service, des contrats d'adhésion, des accords de compensation, des contrats sur dérivés et des contrats de crédit-bail. Nous détenons également des activités de prêt de titres en vertu desquelles des titres appartenant à des clients sont prêtés à des emprunteurs dont le risque de crédit a été évalué selon le même processus d'évaluation du risque de crédit que celui employé pour des prêts et d'autres actifs de crédit. Dans le cadre de ces activités, nous procurons aux prêteurs des indemnisations contre les pertes découlant de l'incapacité des emprunteurs de remettre les titres prêtés à l'échéance. Tous les emprunts sont entièrement garantis par des liquidités ou des titres négociables. Lorsque des titres sont prêtés, nous exigeons que les emprunteurs maintiennent une garantie minimale correspondant à 100 % de la juste valeur des titres empruntés. La garantie est réévaluée quotidiennement. Le montant des titres prêtés faisant l'objet d'indemnisations s'établissait à 5 202 millions de dollars au 30 avril 2014 (4 778 millions au 31 octobre 2013). Aucun montant ne figurait dans notre bilan consolidé au 30 avril 2014 ni au 31 octobre 2013 au titre de ces indemnisations.

## Note 6 : Titrisation

Nous titrisons périodiquement des prêts pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des fiduciaires (entités de titrisation) qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte destinés à des investisseurs.

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables d'éléments liés aux activités de titrisation effectuées avec des tiers figurant dans notre bilan consolidé ainsi que les passifs connexes, relativement à chaque catégorie d'actifs du bilan.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014 1), 2)		31 octobre 2013	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	10 206		9 956	
Autres actifs connexes	6 591		8 660	
Total	16 797	16 471	18 616	18 235

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 16 924 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 16 735 millions, pour une position nette de 189 millions. Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2014, nous avons vendu des prêts de 856 millions de dollars et 2 016 millions à des programmes de titrisation de tiers (1 893 millions et 3 329 millions au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2013).

Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

## Note 7 : Entités structurées

Les montants inscrits au bilan et le risque maximal de perte liés aux entités structurées qui ne sont pas consolidées sont résumés dans le tableau suivant :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014			31 octobre 2013		
	Entités de capital et de financement	Entités de titrisation canadiennes des clients 2)	Entités de gestion de placements structurés	Entités de capital et de financement	Entités de titrisation canadiennes des clients 2)	Entités de gestion de placements structurés
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	-	-	8	-	-
Titres de négociation	2	16	11 345	2	13	12 120
Titres disponibles à la vente	-	849	-	-	721	-
Autres	-	-	221	-	-	119
	<b>11</b>	<b>865</b>	<b>11 566</b>	<b>10</b>	<b>734</b>	<b>12 239</b>
Dépôts	1 263	-	6 085	1 254	-	6 584
Dérivés	-	-	912	-	-	985
Autres	20	-	4 553	20	-	4 582
	<b>1 283</b>	<b>-</b>	<b>11 550</b>	<b>1 274</b>	<b>-</b>	<b>12 151</b>
<b>Risque de perte</b>						
Titres détenus	2	865	11 345	2	734	12 116
Facilités utilisées	12	-	-	12	-	-
Facilités non utilisées 1)	43	4 310	s. o.	43	3 866	s. o.
Actifs dérivés	-	-	-	-	-	-
	<b>57</b>	<b>5 175</b>	<b>11 345</b>	<b>57</b>	<b>4 600</b>	<b>12 116</b>

1) Ces facilités constituent les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients. La majorité des concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients ne visaient pas un soutien de crédit au 30 avril 2014 ni au 31 octobre 2013.

2) Les titres détenus qui sont émis par nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial adossé à des actifs et sont classés dans les titres de négociation et les titres disponibles à la vente. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

s. o. - sans objet

Les montants inscrits au bilan et le risque maximal de perte liés aux entités structurées qui sont consolidées sont résumés dans le tableau suivant. La totalité des opérations et soldes intersociétés entre nous et les entités structurées consolidées ont été éliminés au moment de la consolidation.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014					31 octobre 2013				
	Entités de titrisation de la Banque	Entité de titrisation des clients américaine	Entité de protection du crédit	Entités de gestion de placements structurés	Fiducies de capital et de financement 3)	Entités de titrisation de la Banque	Entité de titrisation des clients américaine	Entité de protection du crédit 1)	Entités de gestion de placements structurés 2)	Fiducies de capital et de financement 3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	27	394	7	799	-	370	1 430	7	311
Titres de négociation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts	6 964	3 579	-	-	18 964	7 190	3 537	-	-	20 717
Autres	34	3	-	-	37	25	3	-	-	40
	<b>6 998</b>	<b>3 609</b>	<b>394</b>	<b>7</b>	<b>19 800</b>	<b>7 215</b>	<b>3 910</b>	<b>1 430</b>	<b>7</b>	<b>21 068</b>
Dépôts	-	3 295	-	-	-	-	3 578	-	-	-
Autres	4 945	4	162	7	18	4 328	2	530	7	18
	<b>4 945</b>	<b>3 299</b>	<b>162</b>	<b>7</b>	<b>18</b>	<b>4 328</b>	<b>3 580</b>	<b>530</b>	<b>7</b>	<b>18</b>
<b>Risque de perte</b>										
Titres détenus	1 658	-	252	-	840	1 499	-	922	-	840
Facilités utilisées	-	242	-	-	17 247	-	264	-	-	18 595
Facilités non utilisées	-	5 361	-	-	7 907	-	4 417	-	-	8 455
Actifs dérivés	-	-	14	-	76	-	-	20	-	84
	<b>1 658</b>	<b>5 603</b>	<b>266</b>	<b>-</b>	<b>26 070</b>	<b>1 499</b>	<b>4 681</b>	<b>942</b>	<b>-</b>	<b>27 974</b>

1) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la facilité de financement de premier rang fournie à notre entité de protection du crédit a été résiliée.

2) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, Links Finance Corporation a vendu ses actifs résiduels et a remboursé en totalité notre facilité de trésorerie.

3) Le solde des prêts est constitué essentiellement des prêts hypothécaires transférés dans nos programmes d'obligations couvertes. Les prêts hypothécaires en excédent du montant des obligations couvertes en cours et du montant des surnantissements minimaux requis aux termes de ces programmes sont rapidement disponibles pour la Banque. Les facilités non utilisées ont également principalement trait à nos programmes d'obligations couvertes, et la Banque conserve le pouvoir de décider si les facilités sont utilisées ou non.

## Note 8 : Acquisitions

Le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie transférée, ce qui englobe toute contrepartie conditionnelle. Les frais connexes à l'acquisition sont passés en charges au cours de la période où ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables repris et la contrepartie conditionnelle sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est évalué comme étant l'excédent du total de la contrepartie transférée sur le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Les résultats opérationnels des entreprises acquises sont pris en compte dans nos états financiers consolidés à partir de la date d'acquisition.

### Aver Media LP (Aver)

Le 1<sup>er</sup> avril 2013, nous avons conclu l'acquisition des actifs d'Aver Media LP, une société fermée canadienne spécialisée dans le financement des médias du cinéma et de la télévision, pour une contrepartie en trésorerie de 260 millions de dollars, sous réserve d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur l'actif net, majorée d'une contrepartie conditionnelle d'environ 10 millions de dollars à verser au cours des 18 mois suivant la date d'acquisition. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, nous avons versé une contrepartie conditionnelle de 6 millions de dollars, plus les intérêts courus. Des coûts de 1 million de dollars liés à l'acquisition ont été inscrits dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats de l'exercice clos le 31 octobre 2013. Cette acquisition vise principalement le portefeuille de prêts d'Aver qui nous offre de nouvelles possibilités d'intensification de nos activités liées aux prêts aux entreprises par l'affirmation de notre présence au sein du secteur de la production cinématographique et télévisuelle. L'écart d'acquisition lié à cette transaction est déductible aux fins fiscales. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie de façon accélérée sur 10 ans. Aver fait partie de l'unité d'exploitation PE Canada. L'acquisition a été comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises.

### Entreprise de gestion de patrimoine en Asie (EGPA)

Le 25 janvier 2013, nous avons conclu l'acquisition d'une entreprise de gestion de patrimoine en Asie pour une contrepartie en trésorerie de 33 millions de dollars. Au cours de 2013, le prix d'achat a augmenté à 34 millions de dollars, en raison d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur le fonds de roulement. En 2013, des coûts de 4 millions de dollars liés à l'acquisition ont été inscrits dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. L'entreprise offre des services de banque privée à des clients fortunés de la région Asie-Pacifique et donne à BMO des occasions importantes d'élargir son offre de services aux clients à valeur nette élevée de cette région. L'écart d'acquisition lié à cette transaction est déductible aux fins fiscales. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie selon le mode linéaire sur 15 ans, et des immobilisations incorporelles constituées de logiciels, qui sont amortis sur leur durée d'utilité résiduelle. EGPA fait partie de notre unité d'exploitation Gestion de patrimoine.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens)

	2013	
	Aver	EGPA
Ressources en trésorerie	-	434
Prêts	232	310
Bureaux et matériel	-	1
Écart d'acquisition	20	17
Immobilisations incorporelles	16	17
Autres actifs	3	2
Total des actifs	271	781
Dépôts	-	746
Autres passifs	1	1
Total des passifs	1	747
Prix d'achat	270	34

### F&C Asset Management plc (F&C)

Le 7 mai 2014, nous avons conclu l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de F&C Asset Management plc (F&C), gestionnaire de placements dont le siège social est situé au Royaume-Uni, pour une contrepartie en trésorerie de 712 millions de livres sterling. Des coûts d'acquisition de 5 millions de dollars et de 11 millions engagés au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2014, respectivement, ont été inscrits dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. Les ajustements de la juste valeur de l'actif net acquis sont en cours d'achèvement, et la répartition du prix d'acquisition sera présentée dans nos états financiers du troisième trimestre. Cette acquisition nous permet d'augmenter les capacités de notre plateforme d'investissement et crée d'attrayantes possibilités de répondre aux besoins des marchés des services de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans le reste de l'Europe.

## Note 9 : Écart d'acquisition

Lorsque nous procédons à une acquisition, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles identifiables, et aux passifs repris. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas amorti.

Aucune perte de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été constatée au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2014 ou de l'exercice clos le 31 octobre 2013.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'écart d'acquisition, par unité génératrice de trésorerie, pour le trimestre clos le 30 avril 2014 et l'exercice clos le 31 octobre 2013.

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires Particuliers et entreprises			Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Total				
	PE Canada	PE États-Unis	Total							
				Services de placement	Gestion mondiale d'actifs	Gestion bancaire privée	Assurance	Total		
Écart d'acquisition au 31 octobre 2012	48	2 594	2 642	68	381	357	2	808	194	3 644
Acquisitions durant l'exercice	20	-	20	-	-	17	-	17	-	37
Autres 1)	1	108	109	-	7	17	-	24	5	138
Écart d'acquisition au 31 octobre 2013	69	2 702	2 771	68	388	391	2	849	199	3 819
Acquisitions durant la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres 1)	(1)	139	138	-	10	19	-	29	8	175
Écart d'acquisition au 30 avril 2014	68 2)	2 841 3)	2 909	68 4)	398 5)	410 6)	2 7)	878	207 8)	3 994

1) Les autres variations de l'écart d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens de l'écart d'acquisition libellé en monnaies étrangères ainsi que les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions des exercices précédents.

2) Concerne essentiellement bcpbank Canada, Diners Club et Aver Media LP. Le 1<sup>er</sup> novembre 2013, nous avons adopté l'IFRS 11. L'écart d'acquisition de 73 millions de dollars lié à notre coentreprise est maintenant inclus dans le solde des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, dans les autres titres de participation.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank, Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., AMCORE et M&I.

4) Concerne BMO Nesbitt Burns Inc.

5) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée, Pyrford International plc, Integra GRS, LGM et M&I.

6) Concerne essentiellement Harris myCFO, Inc., Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc., M&I, CTC Consulting, LLC et l'EGPA.

7) Concerne AIG.

8) Concerne Gerard Klauer Mattison Co., Inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., Paloma Securities LLC et M&I.

## Note 10 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 3)		Total	
	30 avril 2014	31 octobre 2013	30 avril 2014	31 octobre 2013	30 avril 2014	31 octobre 2013	30 avril 2014	31 octobre 2013	30 avril 2014	31 octobre 2013
Catégories de déposants :										
Banques	1 225	679	924	928	2 543	4 076	17 915	14 908	22 607	20 591
Entreprises et administrations publiques	12 596	13 947	28 430	23 535	54 403	54 178	143 486	130 686	238 915	222 346
Particuliers	2 618	2 579	12 176	11 448	73 669	69 853	44 022	41 552	132 485	125 432
Total 1), 2)	16 439	17 205	41 530	35 911	130 615	128 107	205 423	187 146	394 007	368 369
Domiciliation :										
Canada	14 753	15 440	26 659	25 601	75 644	76 414	113 746	109 574	230 802	227 029
États-Unis	1 122	1 153	14 771	10 211	54 508	51 262	70 198	59 800	140 599	122 426
Autres pays	564	612	100	99	463	431	21 479	17 772	22 606	18 914
Total	16 439	17 205	41 530	35 911	130 615	128 107	205 423	187 146	394 007	368 369

1) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Au 30 avril 2014 et au 31 octobre 2013, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 23 148 millions de dollars et 19 496 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 30 avril 2014 et au 31 octobre 2013, les dépôts comprenaient des dépôts de 197 628 millions de dollars et de 176 236 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 7 472 millions et de 4 822 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

3) Comprend des dépôts de 181 395 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 94 593 millions étaient domiciliés au Canada, 65 322 millions, aux États-Unis et 21 480 millions, dans d'autres pays (161 941 millions, 89 378 millions, 54 791 millions et 17 772 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Des dépôts de 94 593 millions domiciliés au Canada, 30 954 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 5 712 millions, dans trois à six mois, 8 809 millions, dans six à douze mois et 49 118 millions, dans plus de douze mois (89 378 millions, 31 304 millions, 4 079 millions, 6 861 millions et 47 134 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Nous détenons des actifs liquides non grevés nets de 170 457 millions de dollars pour soutenir ces dépôts et d'autres éléments des passifs-dépôts (160 641 millions au 31 octobre 2013).

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 30 avril 2014, le solde des fonds fédéraux empruntés se chiffrait à 1 034 millions de dollars (181 millions au 31 octobre 2013).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 5 100 millions de dollars au 30 avril 2014 (4 753 millions au 31 octobre 2013).
- Les obligations couvertes, qui totalisaient 8 329 millions de dollars au 30 avril 2014 (7 964 millions au 31 octobre 2013).

## Note 11 : Capital social

Le 23 avril 2014, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 27 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 500 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 25 mai 2019, les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels, si de tels dividendes sont déclarés, à un taux annuel de 4,00 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, majoré d'une prime de 2,33 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir les actions qu'ils détiennent en un nombre équivalent d'actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 28, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les détenteurs des actions privilégiées – série 28 auront le droit de recevoir des dividendes privilégiés trimestriels à taux variable non cumulatifs dans la mesure où de tels dividendes seront déclarés, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, majoré de 2,33 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les Banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions en tout ou en partie contre un montant en trésorerie équivalent au prix de 25,00 \$ l'action à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions sont assorties d'une clause exigeant des fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, clause qui est nécessaire à l'admissibilité des actions à titre de capital réglementaire en vertu de l'accord de Bâle III. Par conséquent, ces actions seront convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou que cette dernière est sur le point de ne plus l'être, ou encore si la Banque accepte une injection de capital ou un soutien équivalent de la part du gouvernement pour éviter une situation de non-viabilité.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 18 au prix de rachat de 25,00 \$ par action majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 16 avril 2014, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 21 le 25 mai 2014 au prix de rachat de 25,00 \$ par action majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 1<sup>er</sup> février 2014, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un an. Aux termes de cette offre, nous pouvons racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires. Les dates et les montants des achats effectués en vertu du programme seront déterminés par la direction en fonction de facteurs comme les conditions du marché et la suffisance du capital. La Banque consultera périodiquement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat. Au cours du semestre clos le 30 avril 2014, nous n'avons racheté aucune action dans le cadre de cette offre publique de rachat ni en vertu de l'offre précédente, laquelle a pris fin le 31 janvier 2014. Au cours du semestre clos le 30 avril 2013, nous avons racheté 4 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 63,58 \$ par action, pour un total de 254 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 5 au prix de rachat de 25,00 \$ par action majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées échangeables à dividende non cumulatif à 7 3/8 % – série A émises par l'une de nos filiales et en circulation au prix de rachat de 25 \$ US par action, pour un prix d'achat total de 250 millions de dollars américains, majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat. Avant le rachat, ces actions privilégiées étaient inscrites au bilan consolidé à titre de participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales. Nous avons constaté un profit de 107 millions de dollars dans le surplus d'apport relativement à l'écart de conversion lié au rachat d'actions privilégiées.

### Actions ordinaires et privilégiées en circulation <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	30 avril 2014		31 octobre 2013		Convertibles en
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
<b>Actions privilégiées classées dans les passifs</b>					
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	-	-	actions privilégiées – catégorie B – Série 28 <sup>2)</sup>
<b>Actions privilégiées classées dans les capitaux propres</b>					
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	14 000 000	350	
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	actions privilégiées – catégorie B – Série 17 <sup>2)</sup>
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	actions privilégiées – catégorie B – Série 16 <sup>2)</sup>
Catégorie B – Série 18	-	-	6 000 000	150	actions privilégiées – catégorie B – Série 19 <sup>2)</sup>
Catégorie B – Série 21	11 000 000	275	11 000 000	275	actions privilégiées – catégorie B – Série 22 <sup>2)</sup>
Catégorie B – Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 24 <sup>2)</sup>
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	actions privilégiées – catégorie B – Série 26 <sup>2)</sup>
		2 115		2 265	
<b>Actions ordinaires <sup>3)</sup></b>	<b>645 231 226</b>	<b>12 071</b>	644 129 945	12 003	
<b>Capital social</b>		<b>14 186</b>		14 268	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2013, aux pages 163 à 167 de notre Rapport annuel 2013.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 14 825 684 actions ordinaires au 30 avril 2014 (15 801 966 actions ordinaires au 31 octobre 2013).

## Note 12 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 30 avril 2014, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 30 avril 2014 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 12 et 13 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre.

## Note 13 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Nous n'avons attribué aucune option sur actions au cours des trimestres clos les 30 avril 2014 et 2013. Au cours du semestre clos le 30 avril 2014, nous avons attribué un total de 1 618 223 options sur actions (2 003 446 options sur actions au cours du semestre clos le 30 avril 2013). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant le semestre clos le 30 avril 2014 a été de 6,36 \$ l'option (5,29 \$ l'option durant le semestre clos le 30 avril 2013).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

Options sur actions attribuées durant les périodes de six mois closes le	30 avril	30 avril
	2014	2013
Taux de dividende attendu	5,0 %	6,0 % - 6,2 %
Volatilité attendue du cours des actions	16,4 %	18,1 % - 18,6 %
Taux de rendement sans risque	2,5 % - 2,6 %	1,7 % - 1,9 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	5,5 - 7,0

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimées différentes.

### Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril	30 avril	30 avril	30 avril
Pour les périodes de trois mois closes le	2014	2013	2014	2013
Prestations constituées des employés	59	59	7	7
Coût (produit) financier net	(3)	1	12	12
Charges administratives et impôts	2	2	-	-
Charge au titre des prestations définies	58	62	19	19
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	23	25	-	-
Charge au titre des cotisations définies	2	3	-	-
<b>Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel</b>	<b>83</b>	<b>90</b>	<b>19</b>	<b>19</b>

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril	30 avril	30 avril	30 avril
Pour les périodes de six mois closes le	2014	2013	2014	2013
Prestations constituées des employés	119	117	13	13
Coût (produit) financier net	(5)	2	25	24
Charges administratives et impôts	3	3	-	-
Charge au titre des prestations définies	117	122	38	37
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	39	41	-	-
Charge au titre des cotisations définies	4	5	-	-
<b>Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel</b>	<b>160</b>	<b>168</b>	<b>38</b>	<b>37</b>

## Note 14 : Bénéfice par action

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

### Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 062	944	2 110	1 962
Dividendes sur les actions privilégiées	(27)	(28)	(55)	(61)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 035	916	2 055	1 901
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	644 881	651 296	644 654	651 371
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,61	1,41	3,19	2,92

### Bénéfice dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	1 035	916	2 055	1 901
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	644 881	651 296	644 654	651 371
Options sur actions pouvant être exercées 1)	11 281	11 376	11 285	9 100
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(8 954)	(9 899)	(8 979)	(7 769)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	647 208	652 773	646 960	652 702
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,60	1,40	3,18	2,91

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 793 254 options et 1 805 965 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 235,33 \$ et de 235,28 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 (2 747 755 options et 4 942 069 options d'un prix moyen pondéré de 201,73 \$ et de 140,27 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

### Bénéfice de base par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

### Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action représente ce que notre bénéfice par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre bénéfice par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation à l'ouverture de l'exercice, soit à partir de la date d'émission dans le cas des instruments émis au cours de l'exercice.

### Options sur actions des membres du personnel

Pour déterminer notre bénéfice dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour la période avaient été exercées. Si les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options sur actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour la période. Notre ajustement ne tient pas compte des options sur actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre bénéfice par action plutôt que de le diluer.

## Note 15 : Segmentation opérationnelle et géographique

### Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le bénéfice net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des charges autres que d'intérêts aux revenus (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation ajusté.

### Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis.

### **Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) servent notre clientèle des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par l'entremise d'un réseau de succursales BMO Banque de Montréal intégré national, de guichets automatiques et de services bancaires par téléphone, en ligne et par téléphonie mobile, de même que de spécialistes en prêts hypothécaires et de planificateurs financiers. Les Services bancaires aux particuliers offrent des solutions financières en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance crédit. Les Services bancaires aux entreprises offrent à notre clientèle de petites entreprises, de PME et de moyennes entreprises un large éventail de produits intégrés destinés aux entreprises et de produits intégrés des marchés financiers, ainsi que des services-conseils financiers.

### **Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis) offrent une vaste gamme de produits et services aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises. Nous répondons aux besoins des particuliers ainsi que des petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de notre réseau de succursales BMO Harris Bank, de centres d'appels, de plateformes de services bancaires en ligne et par téléphonie mobile et de guichets automatiques dans huit États.

### **Gestion de patrimoine**

Le groupe de Gestion de patrimoine de BMO sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée et aux clients institutionnels, et propose un large éventail de produits et solutions de gestion de patrimoine, y compris des produits d'assurance. La Gestion de patrimoine (GP) exerce ses activités au Canada et aux États-Unis ainsi que dans certains marchés mondiaux tels que l'Asie et l'Europe.

### **BMO Marchés des capitaux**

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) fournit des services de mobilisation de fonds, des services-conseils stratégiques en matière de gestion des risques, des services de vente intégrés et des services de recherche et de négociation aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques du Canada, des États-Unis et d'ailleurs dans le monde.

### **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, le marketing, les communications et les ressources humaines. T&O fournit des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition à BMO Groupe financier.

Les coûts des services des unités fonctionnelles et de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (PE, GP et BMO MC) et seuls des montants relativement peu élevés sont conservés dans les résultats des Services d'entreprise. Par conséquent, les résultats opérationnels des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion des actifs et des passifs, de l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, des résultats liés à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers, de l'incidence comptable des prêts acquis, de certains coûts d'intégration liés aux acquisitions, des coûts de restructuration, des activités de crédit structuré en voie de liquidation et des ajustements apportés à la provision générale pour pertes sur créances.

### **Base de présentation**

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les méthodes comptables utilisées par ces groupes sont généralement les mêmes que celles employées pour la préparation de nos états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés annuels. Une différence notable dans les mesures comptables est l'ajustement sur une base d'imposition comparable, comme il est expliqué ci-après. De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés entre des groupes clients et des unités des Services d'entreprise afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, la répartition des revenus et des charges est révisée afin de mieux correspondre à l'expérience actuelle. Les résultats des périodes antérieures sont retraités afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

### **Base d'imposition comparable**

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base tient compte d'un ajustement qui augmente les revenus comptables et la charge d'impôts sur le résultat comptable d'un montant portant sur les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ils sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements bic des groupes d'exploitation est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

**Répartitions intergroupes**

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière des groupes d'exploitation. Nous attribuons les charges directement liées à la génération de revenus aux groupes qui ont gagné ceux-ci. Les charges qui ne sont pas directement liées à la génération de revenus, comme les frais généraux, sont réparties entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Les revenus nets d'intérêts des groupes d'exploitation reflètent les débits et les crédits liés au financement interne à l'égard des actifs, des passifs et du capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des modalités et des monnaies étrangères appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces débits et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

**Information géographique**

Nous exerçons nos activités essentiellement au Canada et aux États-Unis, mais nous en menons également au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous l'élément Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des charges connexes, sauf pour ce qui est des dotations consolidées à la provision pour pertes sur créances, dotations qui sont réparties en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2014	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 150	614	135	328	(164)	2 063
Revenus autres que d'intérêts	410	149	743	625	51	1 978
<b>Total des revenus</b>	<b>1 560</b>	<b>763</b>	<b>878</b>	<b>953</b>	<b>(113)</b>	<b>4 041</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	133	50	2	(4)	(19)	162
Amortissement	37	42	23	12	67	181
Charges autres que d'intérêts	747	456	607	569	34	2 413
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	643	215	246	376	(195)	1 285
Charge d'impôts sur le résultat	163	60	52	71	(137)	209
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>480</b>	<b>155</b>	<b>194</b>	<b>305</b>	<b>(58)</b>	<b>1 076</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	14	14
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>480</b>	<b>155</b>	<b>194</b>	<b>305</b>	<b>(72)</b>	<b>1 062</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>189 514</b>	<b>72 940</b>	<b>23 589</b>	<b>265 154</b>	<b>43 563</b>	<b>594 760</b>

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2013	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 085	583	133	289	39	2 129
Revenus autres que d'intérêts	388	141	630	551	54	1 764
<b>Total des revenus</b>	<b>1 473</b>	<b>724</b>	<b>763</b>	<b>840</b>	<b>93</b>	<b>3 893</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	153	55	1	(6)	(59)	144
Amortissement	36	42	21	11	61	171
Charges autres que d'intérêts	728	419	566	500	166	2 379
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	556	208	175	335	(75)	1 199
Charge d'impôts sur le résultat	135	57	35	74	(64)	237
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>421</b>	<b>151</b>	<b>140</b>	<b>261</b>	<b>(11)</b>	<b>962</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	18	18
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>421</b>	<b>151</b>	<b>140</b>	<b>261</b>	<b>(29)</b>	<b>944</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>174 521</b>	<b>63 567</b>	<b>22 103</b>	<b>250 970</b>	<b>43 738</b>	<b>554 899</b>

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de six mois close le 30 avril 2014	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	2 344	1 220	275	589	(252)	4 176
Revenus autres que d'intérêts	818	291	1 470	1 338	70	3 987
<b>Total des revenus</b>	<b>3 162</b>	<b>1 511</b>	<b>1 745</b>	<b>1 927</b>	<b>(182)</b>	<b>8 163</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	274	69	1	(5)	(78)	261
Amortissement	75	86	44	25	131	361
Charges autres que d'intérêts	1 522	913	1 230	1 165	87	4 917
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 291	443	470	742	(322)	2 624
Charge d'impôts sur le résultat	327	122	101	160	(223)	487
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>964</b>	<b>321</b>	<b>369</b>	<b>582</b>	<b>(99)</b>	<b>2 137</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	27	27
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>964</b>	<b>321</b>	<b>369</b>	<b>582</b>	<b>(126)</b>	<b>2 110</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>188 679</b>	<b>70 838</b>	<b>23 340</b>	<b>260 093</b>	<b>44 387</b>	<b>587 337</b>

Pour la période de six mois close le 30 avril 2013	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	2 208	1 170	269	578	152	4 377
Revenus autres que d'intérêts	768	297	1 272	1 157	54	3 548
<b>Total des revenus</b>	<b>2 976</b>	<b>1 467</b>	<b>1 541</b>	<b>1 735</b>	<b>206</b>	<b>7 925</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	281	87	3	(21)	(28)	322
Amortissement	72	85	41	22	121	341
Charges autres que d'intérêts	1 472	833	1 117	1 013	344	4 779
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 151	462	380	721	(231)	2 483
Charge d'impôts sur le résultat	283	132	78	162	(170)	485
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>868</b>	<b>330</b>	<b>302</b>	<b>559</b>	<b>(61)</b>	<b>1 998</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	36	36
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>868</b>	<b>330</b>	<b>302</b>	<b>559</b>	<b>(97)</b>	<b>1 962</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>172 910</b>	<b>62 968</b>	<b>21 668</b>	<b>251 955</b>	<b>44 965</b>	<b>554 466</b>

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens présentés par région.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2014	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 322	702	39	2 063
Revenus autres que d'intérêts	1 301	583	94	1 978
<b>Total des revenus</b>	<b>2 623</b>	<b>1 285</b>	<b>133</b>	<b>4 041</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	138	25	(1)	162
Amortissement	107	70	4	181
Charges autres que d'intérêts	1 414	908	91	2 413
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	964	282	39	1 285
Charge d'impôts sur le résultat	172	56	(19)	209
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>792</b>	<b>226</b>	<b>58</b>	<b>1 076</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	-	-	14
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>778</b>	<b>226</b>	<b>58</b>	<b>1 062</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>369 650</b>	<b>203 548</b>	<b>21 562</b>	<b>594 760</b>

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2013	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 295	823	11	2 129
Revenus autres que d'intérêts	1 222	443	99	1 764
<b>Total des revenus</b>	<b>2 517</b>	<b>1 266</b>	<b>110</b>	<b>3 893</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	170	(26)	-	144
Amortissement	101	66	4	171
Charges autres que d'intérêts	1 449	865	65	2 379
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	797	361	41	1 199
Charge d'impôts sur le résultat	137	108	(8)	237
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>660</b>	<b>253</b>	<b>49</b>	<b>962</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	13	5	-	18
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>647</b>	<b>248</b>	<b>49</b>	<b>944</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>339 113</b>	<b>195 506</b>	<b>20 280</b>	<b>554 899</b>

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de six mois close le 30 avril 2014	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	2 667	1 431	78	4 176
Revenus autres que d'intérêts	2 627	1 167	193	3 987
<b>Total des revenus</b>	<b>5 294</b>	<b>2 598</b>	<b>271</b>	<b>8 163</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	269	(6)	(2)	261
Amortissement	213	140	8	361
Charges autres que d'intérêts	2 956	1 789	172	4 917
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 856	675	93	2 624
Charge d'impôts sur le résultat	350	152	(15)	487
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>1 506</b>	<b>523</b>	<b>108</b>	<b>2 137</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	27	-	-	27
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>1 479</b>	<b>523</b>	<b>108</b>	<b>2 110</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>368 071</b>	<b>198 154</b>	<b>21 112</b>	<b>587 337</b>

Pour la période de six mois close le 30 avril 2013	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	2 640	1 712	25	4 377
Revenus autres que d'intérêts	2 444	903	201	3 548
<b>Total des revenus</b>	<b>5 084</b>	<b>2 615</b>	<b>226</b>	<b>7 925</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	303	20	(1)	322
Amortissement	202	133	6	341
Charges autres que d'intérêts	2 888	1 762	129	4 779
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 691	700	92	2 483
Charge d'impôts sur le résultat	317	173	(5)	485
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>1 374</b>	<b>527</b>	<b>97</b>	<b>1 998</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	26	10	-	36
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>1 348</b>	<b>517</b>	<b>97</b>	<b>1 962</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>343 260</b>	<b>190 614</b>	<b>20 592</b>	<b>554 466</b>

## Note 16 : Instruments financiers

### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, aux pages 178 à 184 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014		Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable	31 octobre 2013		Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable
	Valeur comptable	Juste valeur		Valeur comptable	Juste valeur	
<b>Actifs</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 082	35 082	-	26 089	26 089	-
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 069	7 069	-	6 518	6 518	-
Valeurs mobilières	144 610	146 166	1 556	135 800	137 322	1 522
Titres pris en pension ou empruntés	51 981	51 981	-	39 799	39 799	-
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	97 632	97 640	8	96 392	95 944	(448)
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	64 571	63 871	(700)	63 640	62 770	(870)
Prêts sur cartes de crédit	7 953	7 695	(258)	7 870	7 619	(251)
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	116 492	114 916	(1 576)	104 585	103 268	(1 317)
	286 648	284 122	(2 526)	272 487	269 601	(2 886)
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 906	9 858	(48)	8 472	8 437	(35)
Provision pour pertes sur créances 1)	(1 850)	-	1 850	(1 665)	-	1 665
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	294 704	293 980	(724)	279 294	278 038	(1 256)
Instruments dérivés	28 859	28 859	-	30 259	30 259	-
Bureaux et matériel	2 172	2 172	-	2 168	2 168	-
Écart d'acquisition	3 994	3 994	-	3 819	3 819	-
Immobilisations incorporelles	1 554	1 554	-	1 511	1 511	-
Actifs d'impôt exigible	800	800	-	1 065	1 065	-
Actifs d'impôt différé	2 927	2 927	-	3 027	3 027	-
Actifs divers	8 293	8 293	-	7 695	7 695	-
	582 045	582 877	832	537 044	537 310	266
<b>Passifs</b>						
Dépôts	394 007	394 160	153	368 369	368 521	152
Instruments dérivés	30 279	30 279	-	31 974	31 974	-
Acceptations	9 906	9 906	-	8 472	8 472	-
Titres vendus à découvert	24 350	24 350	-	22 446	22 446	-
Titres mis en pension ou prêtés	46 125	46 125	-	28 884	28 884	-
Passifs d'impôt exigible	146	146	-	438	438	-
Passifs d'impôt différé	71	71	-	107	107	-
Passifs divers	39 871	40 215	344	41 179	41 457	278
Dette subordonnée	3 965	4 202	237	3 996	4 217	221
Passif au titre d'actions privilégiées	493	511	18	-	-	-
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	32 832	32 832	-	31 179	31 179	-
	582 045	582 797	752	537 044	537 695	651
Total des ajustements à la juste valeur			80			(385)

1) La provision pour pertes sur créances est exclue du calcul de la juste valeur des prêts étant donné que la juste valeur tient déjà compte d'un ajustement au titre des pertes futures prévues sur les prêts.

### Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une baisse de 13 millions de dollars et de 25 millions, respectivement, des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 (baisse de 19 millions et de 11 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013). Ce montant tient compte d'une diminution de 39 millions de dollars et de 37 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux (diminution de 21 millions et de 35 millions, respectivement, pour le trimestre clos le 30 avril 2013). Nous avons constaté des montants compensatoires sur les dérivés et d'autres contrats sur instruments financiers qui sont détenus en vue de couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur, qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux et qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et le 30 avril 2014, correspond à une perte latente de 89 millions de dollars. Nous pouvons prendre des positions pour gérer notre exposition aux fluctuations de nos écarts de taux.

Au 30 avril 2014, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 7 241 millions de dollars et de 7 316 millions (5 928 millions et 6 028 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur, et la variation de la juste valeur de ces éléments est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts. La juste valeur de ces investissements était de 6 109 millions de dollars au 30 avril 2014 (5 766 millions au 31 octobre 2013) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 71 millions de dollars et de 227 millions, respectivement, des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 (augmentation de 156 millions et de 110 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013). Les variations des soldes des passifs d'assurance sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de rente à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des rentes et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des rentes, soit 345 millions de dollars au 30 avril 2014 (329 millions au 31 octobre 2013), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs a donné lieu à une baisse de 5 millions de dollars et de 13 millions, respectivement, des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 (baisse de 13 millions et de 18 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des rentes sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Les passifs au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit et par notre entité de gestion de placements structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 145 millions de dollars au 30 avril 2014 (511 millions de dollars au 31 octobre 2013), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une hausse de 1 million de dollars et de 1 million, respectivement, des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 (baisse de 1 million et de 12 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 494 millions de dollars au 30 avril 2014 (488 millions au 31 octobre 2013) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une augmentation de 14 millions de dollars et de 8 millions, respectivement, des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 (diminution de 4 millions et de 15 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013).

## Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur. Notre utilisation des cours du marché (niveau 1), des modèles internes comportant des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés est présentée dans le tableau ci-dessous :

	30 avril 2014			31 octobre 2013		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
<b>Titres de négociation</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	9 806	1 133	-	9 913	911	-
des provinces et municipalités canadiennes	2 092	3 930	-	1 988	3 723	-
l'administration fédérale américaine	6 468	-	-	5 903	-	-
des municipalités, agences et États américains	2	810	82	-	681	78
d'autres administrations publiques	190	16	-	132	4	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	140	685	-	165	487	-
Titres de créance d'entreprises	3 035	8 248	663	2 800	7 465	822
Titres de participation d'entreprises	33 865	11 261	-	28 073	12 014	-
	<b>55 598</b>	<b>26 083</b>	<b>745</b>	48 974	25 285	900
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	11 167	4	-	13 111	4	-
des provinces et municipalités canadiennes	1 498	2 270	-	1 941	1 757	-
l'administration fédérale américaine	3 104	-	-	4 660	-	-
des municipalités, agences et États américains	9	5 458	1	3	5 388	1
d'autres administrations publiques	4 315	2 021	-	3 992	2 171	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	1 228	8 703	-	1 901	6 904	-
Titres de créance d'entreprises	5 400	5 073	10	5 340	4 947	30
Titres de participation d'entreprises	430	126	1 066	460	151	949
	<b>27 151</b>	<b>23 655</b>	<b>1 077</b>	31 408	21 322	980
<b>Titres divers</b>	-	-	494	-	-	488
<b>Passifs à la juste valeur</b>						
Titres vendus à découvert	21 317	3 033	-	20 024	2 422	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	7 386	-	-	6 439	-
Passifs au titre des rentes	-	345	-	-	329	-
	<b>21 317</b>	<b>10 764</b>	-	20 024	9 190	-
<b>Actifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	11	18 938	-	7	22 215	-
Contrats de change	10	7 974	-	9	6 663	-
Contrats sur produits de base	903	189	-	673	66	-
Contrats sur titres de participation	28	729	-	16	520	-
Swaps sur défaillance	-	55	22	-	62	28
	<b>952</b>	<b>27 885</b>	<b>22</b>	705	29 526	28
<b>Passifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	9	17 801	-	8	21 516	-
Contrats de change	6	8 708	-	5	6 443	-
Contrats sur produits de base	566	83	-	695	138	-
Contrats sur titres de participation	80	2 922	-	70	2 997	-
Swaps sur défaillance	-	88	16	-	83	19
	<b>661</b>	<b>29 602</b>	<b>16</b>	778	31 177	19

## Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés actifs (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou se fondant sur des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

### Informations quantitatives sur les évaluations de la juste valeur des instruments classés dans le niveau 3

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers les plus importants classés dans le niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur ainsi que la fourchette des données non observables utilisées aux fins des évaluations.

Au 30 avril 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) 1)		Juste valeur		Techniques d'évaluation	Données non observables importantes	Fourchette de valeur des données 2)	
		Actifs	Passifs			Bas	Haut
<b>Valeurs mobilières</b>	<b>Poste dans le tableau de la hiérarchie des justes valeurs</b>						
Titres de participation de sociétés fermées 3)	Titres de participation de d'entreprises	<b>1 066</b>	-	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	<b>s. o.</b> <b>6,1x</b>	<b>s. o.</b> <b>14,3x</b>
Titres garantis par des prêts 4)	Titres de créance d'entreprises	<b>673</b>	-	Modèle des flux de trésorerie actualisés	Rendement et marge d'escompte	<b>1,50 %</b>	<b>1,50 %</b>
Titres de banques d'affaires	Titres divers	<b>494</b>	-	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	<b>s. o.</b> <b>3,9x</b>	<b>s. o.</b> <b>9,2x</b>

1) Les informations comparatives des périodes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2013 ne sont pas requises.

2) Les valeurs inférieure et supérieure des données correspondent aux niveaux réels le plus élevé et le moins élevé de données utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits donnée. Ces fourchettes de données ne rendent pas compte de l'incertitude liée au niveau de données, mais subissent l'incidence des instruments sous-jacents particuliers au sein d'une catégorie de produits. Les fourchettes de données varient par conséquent d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à la date de clôture de chaque période.

3) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent des actions d'un montant de 584 millions de dollars d'une Federal Reserve Bank et d'une Federal Home Loan Bank aux États-Unis que nous détenons pour respecter les exigences des organismes de réglementation. Ces actions sont comptabilisées au coût, lequel est réputé avoisiner la juste valeur puisque ces actions ne sont pas négociées sur le marché.

4) Comprennent les instruments détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente.

### Données non observables importantes aux fins des évaluations des instruments classés dans le niveau 3

#### Valeur liquidative

La valeur liquidative correspond à la valeur estimée des titres selon les évaluations reçues de la part des gestionnaires de placements ou de fonds. L'évaluation de certains titres de participation de sociétés fermées se fonde sur les avantages économiques tirés de notre placement.

#### Coefficient valeur d'entreprise /BAIIA

La juste valeur des titres de participation de sociétés fermées et des placements dans des titres de banques d'affaires est déterminée au moyen du calcul de la valeur d'entreprise selon un coefficient valeur d'entreprise/BAIIA puis de l'application d'une méthodologie en cascade à la structure du capital d'une entité afin d'établir la valeur des actifs et des titres que nous détenons. L'établissement du coefficient valeur d'entreprise/BAIIA requiert l'exercice d'un jugement et la prise en compte de facteurs comme les coefficients de sociétés cotées en bourse comparables, les transactions récentes, les éléments propres à l'entité et les déductions pour absence de liquidité, qui visent à refléter le manque d'opérations de négociation touchant ces actifs ou ces titres.

#### Rendement et marges d'escompte

Le rendement d'un instrument financier correspond au taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un modèle d'évaluation. Une augmentation du rendement, prise isolément, se traduirait par une diminution de l'évaluation de la juste valeur. La marge d'escompte correspond à la différence entre le rendement d'un instrument de créance donné et le rendement de l'instrument de référence correspondant. Les instruments de référence sont assortis de cotes de crédit élevées et d'échéances semblables et constituent souvent des obligations des gouvernements. La marge d'escompte d'un instrument fait partie du rendement utilisé pour calculer les flux de trésorerie actualisés. De façon générale, une augmentation de la marge d'escompte se traduirait par une diminution de la juste valeur.

### Analyse de sensibilité des instruments classés dans le niveau 3

L'analyse de sensibilité au 30 avril 2014 pour les instruments de niveau 3 les plus importants, soit les titres pour lesquels plus de 10 % des instruments sont classés dans le niveau 3, est présentée ci-dessous. Nous n'avons pas effectué d'analyse de sensibilité des catégories importantes de niveau 3 que sont les placements en titres de sociétés fermées et les titres de banques d'affaires puisque nous n'utilisons pas de modèles pour évaluer ces instruments.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres de créance d'entreprises de 663 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur défaillance, lesquels sont également des instruments de niveau 3. Les actifs dérivés et les passifs dérivés de niveau 3 comprenaient, au 30 avril 2014, des sommes de 22 millions de dollars et de 16 millions, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance à l'égard de produits structurés. Nous avons déterminé l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction de modèles standards sur le marché que nous utilisons pour modéliser la composition des garanties particulières et la structure des flux de trésorerie liées à la transaction. Au 30 avril 2014, l'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base de la marge d'escompte consisterait en une diminution ou en une augmentation de 1 million de dollars de la juste valeur, respectivement.

### Principaux transferts

Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2014.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, aucun transfert n'a été effectué au niveau 3 ou depuis le niveau 3. Au cours du semestre clos le 30 avril 2014, des titres de négociation de 15 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque des données de marché sont maintenant disponibles pour certains titres de créance d'entreprises.

### Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2014, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global.

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2014	Variation de la juste valeur			Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2014	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 janvier 2014	Inclus dans le résultat	Inclus dans les autres éléments du résultat global							
<b>Titres de négociation</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	83	(1)	-	-	-	-	-	-	82	(1)
Titres de créance d'entreprises	744	(9)	-	-	(5)	(67)	-	-	663	(8)
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>827</b>	<b>(10)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(5)</b>	<b>(67)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>745</b>	<b>(9)</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	2	-	(1)	-	-	-	-	-	1	-
Titres de créance d'entreprises	12	-	-	-	(2)	-	-	-	10	1
Titres de participation d'entreprises	1 066	(10)	(2)	16	(4)	-	-	-	1 066	(2)
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>1 080</b>	<b>(10)</b>	<b>(3)</b>	<b>16</b>	<b>(6)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 077</b>	<b>(1)</b>
<b>Titres divers</b>	<b>501</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>(33)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>494</b>	<b>22</b>
<b>Actifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	26	(4)	-	-	-	-	-	-	22	(3)
<b>Passifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	18	(2)	-	-	-	-	-	-	16	(1)

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 30 avril 2014 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 30 avril 2014 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Pour la période de six mois close le 30 avril 2014	Variation de la juste valeur			Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2014	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2013	Inclus dans le résultat	Inclus dans les autres éléments du résultat global							
<b>Titres de négociation</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	78	4	-	-	-	-	-	-	82	4
Titres de créance d'entreprises	822	51	-	-	(60)	(135)	-	(15)	663	53
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>900</b>	<b>55</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(60)</b>	<b>(135)</b>	<b>-</b>	<b>(15)</b>	<b>745</b>	<b>57</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de créance d'entreprises	30	(1)	-	-	(19)	-	-	-	10	2
Titres de participation d'entreprises	949	(16)	59	90	(16)	-	-	-	1 066	59
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>980</b>	<b>(17)</b>	<b>59</b>	<b>90</b>	<b>(35)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 077</b>	<b>61</b>
<b>Titres divers</b>	<b>488</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>72</b>	<b>(96)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>494</b>	<b>30</b>
<b>Actifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	28	(6)	-	-	-	-	-	-	22	(6)
<b>Passifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	19	(3)	-	-	-	-	-	-	16	(3)

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 30 avril 2014 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 30 avril 2014 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

## Note 17 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés de même que les exigences connexes en matière de quotités et de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 92 à 94 de notre Rapport annuel 2013.

										30 avril 2014
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 299	-	-	-	-	-	-	-	783	35 082
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 825	1 758	323	94	69	-	-	-	-	7 069
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	923	1 385	1 219	810	1 128	7 086	8 933	15 817	45 125	82 426
Titres disponibles à la vente	1 505	671	545	376	831	7 114	27 839	11 381	1 621	51 883
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	120	1 161	4 755	3 282	-	9 318
Titres divers	-	-	-	-	-	18	31	21	913	983
Total des valeurs mobilières	2 428	2 056	1 764	1 186	2 079	15 379	41 558	30 501	47 659	144 610
Titres pris en pension ou empruntés	35 920	11 228	3 862	202	639	130	-	-	-	51 981
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 778	2 793	3 535	2 774	4 164	20 192	53 422	8 974	-	97 632
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	385	626	740	742	1 042	5 870	22 492	9 244	23 430	64 571
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 953	7 953
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	8 572	10 260	3 512	3 132	9 519	9 922	35 074	6 664	29 837	116 492
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 222	1 684	-	-	-	-	-	-	-	9 906
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 850)	(1 850)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	18 957	15 363	7 787	6 648	14 725	35 984	110 988	24 882	59 370	294 704
Autres actifs										
Instruments dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	40	162	166	298	482	2 074	6 848	8 879	-	18 949
Contrats de change	1 174	741	391	309	364	1 432	2 105	1 468	-	7 984
Contrats sur produits de base	86	168	227	219	86	171	99	36	-	1 092
Contrats sur titres de participation	127	105	59	129	45	132	160	-	-	757
Contrats de crédit	-	1	1	1	1	3	54	16	-	77
Total des actifs dérivés	1 427	1 177	844	956	978	3 812	9 266	10 399	-	28 859
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 172	2 172
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	3 994	3 994
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	1 554	1 554
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	800	800
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	2 927	2 927
Autres	1 300	221	167	2	-	-	134	3 599	2 870	8 293
Total des autres actifs	2 727	1 398	1 011	958	978	3 812	9 400	13 998	14 317	48 599
<b>Total des actifs</b>	<b>99 156</b>	<b>31 803</b>	<b>14 747</b>	<b>9 088</b>	<b>18 490</b>	<b>55 305</b>	<b>161 946</b>	<b>69 381</b>	<b>122 129</b>	<b>582 045</b>

(en millions de dollars canadiens)

30 avril  
2014

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts 1)										
Banques	9 741	6 782	1 271	43	79	-	-	-	4 691	22 607
Entreprises et administrations publiques	33 648	27 859	14 253	7 649	6 853	16 253	28 880	8 091	95 429	238 915
Particuliers	1 742	3 320	5 110	4 944	5 523	7 007	14 774	1 601	88 464	132 485
<b>Total des dépôts</b>	<b>45 131</b>	<b>37 961</b>	<b>20 634</b>	<b>12 636</b>	<b>12 455</b>	<b>23 260</b>	<b>43 654</b>	<b>9 692</b>	<b>188 584</b>	<b>394 007</b>
Autres passifs										
Instruments dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	53	161	209	302	456	1 852	6 932	7 845	-	17 810
Contrats de change	734	880	466	356	347	2 027	2 549	1 355	-	8 714
Contrats sur produits de base	31	56	100	97	48	173	113	31	-	649
Contrats sur titres de participation	107	172	137	417	46	550	922	651	-	3 002
Contrats de crédit	-	1	3	1	2	8	72	17	-	104
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>925</b>	<b>1 270</b>	<b>915</b>	<b>1 173</b>	<b>899</b>	<b>4 610</b>	<b>10 588</b>	<b>9 899</b>	<b>-</b>	<b>30 279</b>
Acceptations	8 222	1 684	-	-	-	-	-	-	-	9 906
Titres vendus à découvert	24 350	-	-	-	-	-	-	-	-	24 350
Titres mis en pension ou prêtés	42 799	2 783	381	162	-	-	-	-	-	46 125
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	146	146
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	71	71
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	3	17	398	334	1 550	2 680	11 736	4 543	-	21 261
Autres	6 244	95	10	17	9	469	2 985	1 567	7 214	18 610
<b>Total des autres passifs</b>	<b>82 543</b>	<b>5 849</b>	<b>1 704</b>	<b>1 686</b>	<b>2 458</b>	<b>7 759</b>	<b>25 309</b>	<b>16 009</b>	<b>7 431</b>	<b>150 748</b>
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	100	3 865	-	3 965
Passif au titre d'actions privilégiées	-	-	-	-	-	-	-	-	493	493
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>32 832</b>	<b>32 832</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>127 674</b>	<b>43 810</b>	<b>22 338</b>	<b>14 322</b>	<b>14 913</b>	<b>31 019</b>	<b>69 063</b>	<b>29 566</b>	<b>229 340</b>	<b>582 045</b>

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

30 avril 2014

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements hors bilan</b>										
Crédits fermes 2)										
Contrats de location simples	24	48	71	69	67	252	567	580	-	1 678
Contrats de garantie 2)	5 202	-	-	-	-	-	-	-	-	5 202
Obligations d'achat	64	127	183	181	181	619	876	249	-	2 480

2) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 323	-	-	-	-	-	-	-	766	26 089
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 592	1 295	471	84	76	-	-	-	-	6 518
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	1 209	1 284	480	1 521	442	4 781	10 593	14 762	40 087	75 159
Titres disponibles à la vente	2 026	3 628	1 439	2 076	2 820	6 729	22 170	11 262	1 560	53 710
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	562	4 864	606	-	6 032
Titres divers	-	-	18	-	-	3	34	17	827	899
Total des valeurs mobilières	3 235	4 912	1 937	3 597	3 262	12 075	37 661	26 647	42 474	135 800
Titres pris en pension ou empruntés	26 421	9 627	2 949	597	205	-	-	-	-	39 799
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	832	1 276	2 716	4 553	3 787	17 441	56 630	9 157	-	96 392
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	323	294	643	890	834	4 730	23 285	9 636	23 005	63 640
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 870	7 870
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	7 965	7 555	3 400	3 955	8 850	9 697	30 574	5 087	27 502	104 585
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 367	103	1	1	-	-	-	-	-	8 472
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 665)	(1 665)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	17 487	9 228	6 760	9 399	13 471	31 868	110 489	23 880	56 712	279 294
Autres actifs										
Instruments dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	39	98	193	319	260	2 423	8 598	10 292	-	22 222
Contrats de change	685	665	605	244	149	1 608	1 515	1 201	-	6 672
Contrats sur produits de base	50	79	119	96	75	179	99	42	-	739
Contrats sur titres de participation	100	82	50	61	69	66	106	2	-	536
Contrats de crédit	-	1	2	4	2	5	56	20	-	90
Total des actifs dérivés	874	925	969	724	555	4 281	10 374	11 557	-	30 259
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 168	2 168
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	3 819	3 819
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	1 511	1 511
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	1 065	1 065
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	3 027	3 027
Autres	1 561	148	137	-	-	-	14	3 320	2 515	7 695
Total des autres actifs	2 435	1 073	1 106	724	555	4 281	10 388	14 877	14 105	49 544
Total des actifs	79 493	26 135	13 223	14 401	17 569	48 224	158 538	65 404	114 057	537 044

31 octobre  
2013

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
<b>Dépôts 1)</b>										
Banques	10 241	3 733	140	231	563	-	-	-	5 683	20 591
Entreprises et administrations publiques	26 265	29 217	10 490	6 149	5 547	13 970	30 598	8 506	91 604	222 346
Particuliers	2 253	3 761	5 203	4 618	5 513	7 228	11 450	1 526	83 880	125 432
<b>Total des dépôts</b>	<b>38 759</b>	<b>36 711</b>	<b>15 833</b>	<b>10 998</b>	<b>11 623</b>	<b>21 198</b>	<b>42 048</b>	<b>10 032</b>	<b>181 167</b>	<b>368 369</b>
<b>Autres passifs</b>										
<b>Instrumentés dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	56	112	246	365	314	2 370	8 174	9 887	-	21 524
Contrats de change	472	931	658	251	156	1 462	1 619	899	-	6 448
Contrats sur produits de base	56	91	98	92	93	241	124	38	-	833
Contrats sur titres de participation	119	173	241	91	143	841	851	608	-	3 067
Contrats de crédit	-	1	1	2	5	14	60	19	-	102
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>703</b>	<b>1 308</b>	<b>1 244</b>	<b>801</b>	<b>711</b>	<b>4 928</b>	<b>10 828</b>	<b>11 451</b>	<b>-</b>	<b>31 974</b>
Acceptations	8 367	103	1	1	-	-	-	-	-	8 472
Titres vendus à découvert	22 446	-	-	-	-	-	-	-	-	22 446
Titres mis en pension ou prêtés	24 483	2 953	1 448	-	-	-	-	-	-	28 884
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	438	438
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	107	107
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	1 221	1 481	998	-	318	3 295	10 395	4 653	-	22 361
Autres	6 793	140	13	5	26	427	3 205	1 255	6 954	18 818
<b>Total des autres passifs</b>	<b>64 013</b>	<b>5 985</b>	<b>3 704</b>	<b>807</b>	<b>1 055</b>	<b>8 650</b>	<b>24 428</b>	<b>17 359</b>	<b>7 499</b>	<b>133 500</b>
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	100	3 896	-	3 996
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>31 179</b>	<b>31 179</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>102 772</b>	<b>42 696</b>	<b>19 537</b>	<b>11 805</b>	<b>12 678</b>	<b>29 848</b>	<b>66 576</b>	<b>31 287</b>	<b>219 845</b>	<b>537 044</b>

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

31 octobre  
2013

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements hors bilan</b>										
Crédits fermes 2)	1 169	907	3 246	3 935	3 850	13 381	42 477	2 353	-	71 318
Contrats de location simples	25	46	69	69	69	262	618	640	-	1 798
Contrats de garantie financière 2)	4 778	-	-	-	-	-	-	-	-	4 778
Obligations d'achat	71	141	211	216	207	729	1 115	275	-	2 965

2) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel pour 2013, du présent communiqué trimestriel, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 28 mai 2014 à 14 h 00 (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 25 août 2014, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 6766952).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Elle sera également accessible en différé sur notre site.

### Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, [ralph.marranca@bmo.com](mailto:ralph.marranca@bmo.com), 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, [ronald.monet@bmo.com](mailto:ronald.monet@bmo.com), 514-877-1873

### Relations avec les investisseurs

Sharon Haward-Laird, responsable, relations avec les investisseurs, [sharon.hawardlaird@bmo.com](mailto:sharon.hawardlaird@bmo.com), 416-867-6656

Andrew Chin, directeur, relations avec les investisseurs, [andrew.chin@bmo.com](mailto:andrew.chin@bmo.com), 416-867-7019

### Chef des finances

Tom Flynn, chef des finances,  
[tom.flynn@bmo.com](mailto:tom.flynn@bmo.com), 416-867-4689

### Secrétaire général

Barbara Muir, secrétaire général,  
[corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), 416-867-6423

---

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Février 72,93 \$

Mars 74,09 \$

Avril 75,75 \$

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com). Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).**

---

<sup>MD</sup> Marque déposée de la Banque de Montréal